S!lence
N°294
Mars
2003
4 €
10 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Enfance
apprendre ensemble

Prostitution
Pour un abolitionnisme féministe

Répression militante
Le droit dévié

Habitat sain
Trucs bioclimatiques

Sommaire

Dossier

Enfance : apprendre ensemble

- Des enfants au centre d'un projet *de Bruno*
- Les enfants de la Poudrière *de Jean Martin*
- Dans la richesse du collectif *d'Odile Dudouet*
- Les enfants d'ambiance bois *de Michel Luleck*
- Cinq enfants dans de collectifs *de Josy Waber*

Prostitution
Pour un abolitionisme féministe 19
de Dominique Foufelle

Repression militante
Le droit dévié 24
de Madeleine Nutchey

Habitat sain
Trucs bioclimatiques 33
de Maxime Tassin

Brèves

14 Alternatives
17 Nord-Sud
18 Femmes
22 Société
23 Santé
26 Politique
27 Energies
29 Nucléaire
31 Environnement
35 Paix
37 Annonces
38 Courrier
44 Livres

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 5 février 2003.

VU de l'intérieur...

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à déchets et collecte sélective d'achat (avril), le contre G8 (mai), la décroissance (juin), alternatives en Franche-Comté (juillet), le numéro 300 (août)...

N°300 A vous la parole !

Le numéro 300 est prévu en août 2003. Nous avons adopté l'idée de faire un numéro hors actualité. Pour cela, nous lançons un appel à contributions pour que, sous forme écrite, de contes, de nouvelles, d'interviews, de poésies, de photos, de BD, de dessins, de collages, de trucages d'images, vous nous proposiez sur un format maximum de deux pages un «reportage» sur un thème en liaison avec les alternatives que nous souhaitons (écologie, non-violence...).
A l'arrivée, nous aimerions avoir un numéro d'une quarantaine de pages, regroupant une cinquantaine de contributions. Les personnes qui seront publiées bénéficieront d'un abonnement d'un an à partir de ce numéro 300.
Votre participation doit nous parvenir avant le **30 avril 2003**.

Envoi de disquette

Si vous nous envoyez une information sur une disquette d'ordinateur, merci de toujours joindre une version papier.

PARIS

Emissions de Silence

Depuis maintenant trois mois, Romain Desbois, un de nos lecteurs à Paris, anime une émission une fois par mois sur *Radio Ici et Maintenant (95,2 FM)* autour des articles du numéro de Silence en cours. Les émissions ont lieu le premier mercredi du mois de 16 h à 17 h 30 (5 mars, 2 avril ...).

Sortir du nucléaire

Certains lecteurs qui sont abonnés à la revue du Réseau Sortir du nucléaire se sont étonnés de nous voir citer «Sortir du nucléaire» dans les sources de nos infos, alors qu'ils n'ont rien lu de tel dans le bulletin du Réseau. Ce dernier nous fournit, comme à d'autres revues, une revue de presse complémentaire (celle-ci est aussi disponible sur leur site internet). Quand nous indiquons simplement «Sortir du nucléaire», cela vient de la revue de presse, si cela vient du bulletin, nous indiquons en plus le mois de publication.

48 pages

Pour le deuxième mois de suite, nous ajoutons huit pages. Il s'agit de publier les nombreux courriers de lecteurs en attente... Après, on reviendra plus sagement à 40 pages.

Changements à Silence

Madeleine Nutchey souhaitant être un peu moins impliquée dans Silence, elle a permuté avec Xavier Sérédine pour la présidence de l'association. Elle reste au conseil d'administration et à la rédaction.
Bruno Clémentin qui assure actuellement la coordination des tables de presse devrait également passer la main ce mois-ci, pour cause de manque de disponibilité... nous cherchons actuellement son remplaçant (il s'agit d'un travail salarié dix heures par semaine). Bruno qui s'occupe par ailleurs de l'animation du débat sur la décroissance restera actif pour ce sujet (et sans doute d'autres).
Alexandre Esteban, qui depuis septembre a remplacé Julie Rougier, est chargé de répondre aux questions des lecteurs (quand c'est possible !), il participe aussi à la rédaction (le dossier de février), à la communication de la revue et à la coordination des aides bénévoles. Il cherche toujours des bénévoles pour l'aider à gérer la documentation.

S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence

) Courriers :
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
✆ Renseignements
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
✆ Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
✆ Stands, correspondants
04 77 41 18 16
) Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
) Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence
Président : **Xavier Sérédine**
Trésorière : **Myriam Cognard**
Vice-trésorier : **Jacques Caclin**
Administratrices :
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : **Madeleine Nutchey** Secrétaires de rédaction : **Michel Bernard et Michel Jarru** Gestion et abonnements : **Michel Jarru** Communication et documentation : **Alexandre Esteban** Maquette et publicité : **Vincent Cheynet** Stands salons et fêtes : **Bruno Clémentin** Rédaction : **Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier** Conseillers scientifiques : **Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot** Dessinateurs : **Altho, Lasserpe, Mahlen** Correcteurs : **Raymond Vignal, Françoise Weité** Expédition : **Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino** Ont participé à ce numéro : **Bruno, Odile Dudouet, Dominique Foufelle, Michel Lulek, Jean Martin, Mireille Oria, Maxime Tassin, Jean-Michel Thiriet, Josy Waber, Dominique Zanda.**
Couverture : **Los Arenalejos.**

Venez nous voir !

N°295 - avril
Comité de clôture des articles :
samedi 1er mars à 14 h
(clôture brèves : mercredi 5 mars à 12 h)
Expédition :
vendredi 21 mars de 14 h à 21 h 30

N°296 - mai
Comité de clôture des articles :
samedi 29 mars à 14 h
(clôture brèves : mercredi 2 avril à 12 h)
Expédition :
vendredi 21 avril de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE

Le village éducatif

«Il faut tout un village pour élever un enfant»

proverbe africain

Dans notre société occidentale, la tradition veut que l'enfant soit élevé principalement dans la sphère familiale. Or celle-ci est de plus en plus réduite. Cela développe, sans doute, génération après génération, une démarche de plus en plus individualiste, de plus en plus repliée sur soi-même, de plus en plus isolée, avec finalement, l'impossibilité même de former une famille.

L'obligation scolaire mise en place depuis un siècle est censée favoriser la socialisation de l'enfant. L'éducation étant nationale, elle a surtout pour but de couper tout ce qui dépasse afin de conformer l'élève au système économique qui l'exploitera.

Alors entre les deux, se développent des alternatives qui, presque toutes, mettent en jeu la notion du collectif. Cela peut être la scolarisation par les parents, l'élargissement de la famille dans une communauté ou un éco-village, etc.

Nous avons donc demandé à des personnes qui ont vécu ces expériences de nous indiquer comment elles avaient vécu la place des enfants dans ces collectifs.

Francis Vergier ■

Des enfants au centre d'un projet

La communauté de Los Arenalejos, au sud de l'Espagne, accorde une grande importance à l'éducation des enfants, estimant que celle-ci est à la base d'une perception autre de la société. Environ 25 personnes (six familles) y habitent actuellement.

Interrogés sur l'idée d'exprimer eux-mêmes leurs histoires au sein du groupe, par écrit ou par des dessins, les enfants n'ont pas voulu le faire. Cela leur paraissait trop éloigné de leurs préoccupations. Des histoires théoriques d'adultes.

Cela peut déjà constituer une différence. Les enfants menant ici leur vie dans un écovillage, ils ne dissertent pas sur commande, mais s'expriment quand ils en ont besoin ou qu'un intérêt réel les sollicite. L'école demande des rédactions, les enfants de l'écovillage écrivent à leurs copains quand ils ont quelque chose à dire, à demander.

Une autre différence, peut-être, est qu'ils vivent leurs vies d'enfants. En comparaison, l'école paraît préparer à la vie d'adulte, à la rentabilité, au sérieux et oblige de fait à vivre une vie d'adulte en miniature. Dans notre écovillage, les enfants viennent chercher les adultes ou les grands quand ils en ont besoin ou quand ça les intéresse de voir et participer à l'activité des adultes.

Dans notre écovillage, les enfants viennent chercher les adultes ou les grands quand ils en ont besoin ou quand ça les intéresse de voir et participer à l'activité des adultes.

Ici, les adultes demandent aux enfants entre une et deux heures d'apprentissage par jour, avec eux. C'est une proposition négociée avec les enfants, à laquelle ils sont d'accord pour adhérer et non une obligation.

Ecrire sur notre écovillage nécessite donc une prise de recul sur notre mode de vie. Le propre de l'enfance est d'y baigner pleinement. Alors, j'aurais pu ruser, obtenir un récit, un dessin. Ce que je voulais c'était du «comment tu vis...» de la part de chaque enfant.

Alors, j'ai interviewé.

Leur donner la parole me paraissait le minimum pour leur laisser la place de vivre leur rôle dans l'écovillage et d'en témoigner. La plupart du temps, c'est une grande difficulté des adultes d'accorder le même poids à la parole des enfants qu'à celle des adultes, de leur reconnaître le même droit à la sexualité, au plaisir (le leur, les leurs).

La retransmission manque de fidélité, j'ai la mémoire qui flanche pour retenir les mots exacts, les mots «top» des jeunes. J'ai essayé de ne pas trahir l'esprit. J'ai préféré la spontanéité de l'entretien à une prise de notes directes, ne voulant ni enregistrer à leur insu, ni modifier leur comportement par cela.

On est libre de s'organiser comme on veut

Que diriez-vous à des enfants qui se demandent «pourquoi changer ma vie et aller vivre dans un écovillage ou «comment vivez-vous dans un écovillage» ?

«Ce qui nous plaît, c'est qu'on est dans la nature, on peut prendre un bâton, faire quelque chose avec, déjeuner au soleil d'un fruit qu'on cueille sur l'arbre, descendre la rivière quand on veut, aller se promener dans la montagne (...). Quand on sort d'un cours [moment d'apprentissage avec un adulte] *on est tout de suite dans nos affaires* [dans la nature]. *On est libre pour faire ce qu'on veut, quand on veut, et s'organiser entre nous* [les enfants]» (E, 11 ans, né dans l'écovillage).

Ce que paraissent souligner les enfants, c'est que leur vie est un fil qui se déroule le long de la journée, dans leur milieu et leur maison, leur jardin et leur montagne où les territoires des familles se chevauchent et se croisent et où les activités s'enchaînent en fonction des rencontres, du moment, du temps météo du moment, de l'intérêt qui surgit. Ce n'est pas une vie en tiroir, style emploi du temps de l'enfant scolarisé classique.

L'enfant est autonome pour venir déjeuner sous l'arbre qui lui plaît, avec ceux qui le souhaitent, autres enfants ou adultes qu'il vient solliciter dans leurs activités et qui se rendent disponibles. Cela peut être aussi pour partager telle observation : vol d'une trentaine de vautours au-dessus de la montagne, la sortie d'une chenille d'une tomate, un amas d'œufs de papillon piéride du chou sur une de ses feuilles, la ponte d'un criquet taupe qui creuse et descend en stridulent à vous percer les tympans. Cela peut être pour déguster telle saveur de fruit ou pour résoudre un problème de construction ou de bricolage dont il n'arrive pas à se sortir seul.

«Ce qui est bien de vivre ensemble dans l'écovillage, c'est par exemple lorsque je veux partir en Allemagne voir ma grand-mère, un autre peut s'occuper de mon cheval pendant mon absence ou entretenir mon jardin.

- Mais quelle différence avec un voisin du village ?

- Les autres connaissent mon cheval, savent pour mon jardin comme pour le leur de leur côté et mon cheval a l'habitude des autres qu'il voit tous les jours» (AL, 13 ans).

«Ce qui est bien, c'est qu'on a des copains à plusieurs, c'est mieux pour jouer ensemble» (A, 11 ans).

«Ce qui est intéressant, c'est qu'on peut se partager le travail. Dans un village, les gens font souvent la même chose côte à côte. Ici, il y en a un qui s'occupe d'amener l'eau par le canal pour tous, ou un qui va faire les courses et on se répartit ensuite, ça économise du temps qu'on utilise pour parler entre nous ensuite. Si l'un s'absente, l'autre peut continuer son travail, il sait où il en est» (K. 17 ans)

«La différence avec un village de petites maisons et de jardins, c'est qu'ici on pense les choses un peu pareil entre nous. Il n'y a pas besoin de convaincre le voisin de ne pas utiliser d'herbicides. On n'est pas un zoo où les gens viennent voir des bêtes étranges. Vivre avec d'autres, ça dépend qui, quand on s'entend bien, oui, sinon c'est l'horreur !» (F. 15 ans)

«C'est bien tous ensemble. Plus de copains, ça permet de se répartir le travail en s'accordant sans que ce soit imposé de l'extérieur.

- Quelle différence avec un village ?

- Dans le village, chacun est et fait dans sa maison, ici aussi, mais on se croise et l'on échange

DR

Los Arenalejos

DR

DR

Sur mon arbre perché.

et s'organise pour s'entraider ou travailler ensemble sur ce qui concerne tout le monde. Nous vivons plus entre jeunes et c'est plus gai.

- Et avant, tu es passé dans d'autres groupes, en Italie ?

- Ça manquait de jeunes, c'étaient tous des adultes.

- Qui voudrais-tu qui viennent ici ?

- Si c'est plus de copains, c'est mieux, et plus de mains pour se répartir le travail alors»

(A. 16 ans).

Le milieu naturel est riche en sollicitations

Une des observations est que dans des espaces communs (anciens communaux de culture et de pacage où les enfants s'inventaient et se transmettaient leurs jeux traditionnels) les enfants expérimentent et apprennent des tas de choses dans un milieu naturel riche en sollicitations : grimper, courir, se baigner, s'attraper, se cacher, manier la scie pour se faire des cabanes, apprendre les nœuds pour se faire des tresses, observer, lire des renseignements sur les bêtes découvertes, tâter la terre, le sable, le bois, se rouler dans l'herbe, rêver et s'inventer des histoires, se faire peur sous la lune, découvrir une étoile… mille situations dans une journée pour multiplier les apprentissages, développer les sensations, l'imaginaire, les relations.

Les enfants s'entraînent à choisir leurs attitudes, entre coopération pour fabriquer ensemble, ou se chamailler jusqu'à la querelle, exercer son pouvoir, passer sa mauvaise humeur, comprendre son droit de propriété et ses limites, à tous les instants. Quelle éducation socialement écologique (pléonasme insistant pour me faire comprendre) car pour nous l'écologie ne peut être que sociale.

Enfin, les adultes cherchent à apprendre aux enfants et bien souvent ce sont eux qui apprennent aux adultes en les attirant sur leurs champs d'intérêts, avec recherche dans les livres ensuite. Même si sur les pas des adultes, côtoyant leurs activités, ils observent, s'exercent, questionnent. Par exemple, la récolte des olives, ses suites au moulin la fabrication du pain et sa cuisson dans le four au feu de bois, la poterie, les cultures, la taille ou le greffage… Ils interrompent les adultes pour savoir «comment marche la dégauchisseuse» «pourquoi le rabot siffle» ou transpose directement l'activité dans une situation qui leur est plus adéquate (travaux de maçonnerie dans leur jardin en réalisant un bassin d'eau…).

Ils pointent de la voix, par remarques tranquilles ou cris de colère les incohérences des adultes : idéologie annoncée, écrits et pratiques quotidiennes en décalage… Quand le problème devient chronique, ils somatisent dans la maladie, la flemme ou les pleurs.

Ils vivent en écho et traduisent physiquement plus directement les souffrances des adultes qui essaient par eux-mêmes de les endiguer.

Ils vivent une ouverture sociale évidente par les visites de tous les styles de personnes reçues ou par le multiculturalisme des familles résidentes (Espagnols, Anglais, Allemands, Français, Hollandais…).

Une sensibilité à fleur de peau

Ils sont sensibilisés de fait aux luttes sociales, politiques et écologiques, qui sont débattues ou préparées dans le groupe et acquièrent des connaissances sur les problèmes à traiter (barrage, pollution des eaux, nucléaire, sous-marin, armement, agriculture bio ou chimique, OGM, immigration, vaccination…) avec parfois une sensibilité accrue et une sensibilité à fleur de peau.

L'aménagement du milieu qui est l'élément constructeur dans un lieu voulu éducatif (classe verte, centre de vacances, maison d'enfants, MJC, crèche, ludothèque, pédagogies nouvelles comme Freinet, Steiner, Montessori…) pour accroître l'autonomie et les libertés d'apprentissage et la socialisation des enfants n'est pas pensée comme tel dans nos lieux alternatifs. Au contraire, ils pêchent par le «pas fini», le «en construction», la récupération pas encore utilisée et laide dans un entreposage souvent provisoire et qui dure trop en comparaison du temps de l'enfance qui passe vite.

L'éducation à la simplicité, à l'esthétique en souffre. La société de consommation contestée impose son matérialisme à l'intérieur de nos aires de vie.

L'espace personnel est également mal respecté, parce qu'en construction ou installation. Espace commun, espace familial, espace personnel sont mouvants, se chevauchent et si le gain en organisation sociale, entraide et solidarité devraient y gagner en compensation, j'observe plutôt des réactions inverses de repli, de protection, d'exacerbation de l'objet personnel, de tendance à se cacher pour se protéger du regard de l'autre, de non-informer pour exercer son intimité. Cela aboutit à acquérir des attitudes inverses à ce que prétendait le projet politique d'écovillage.

Les parents restent les parents

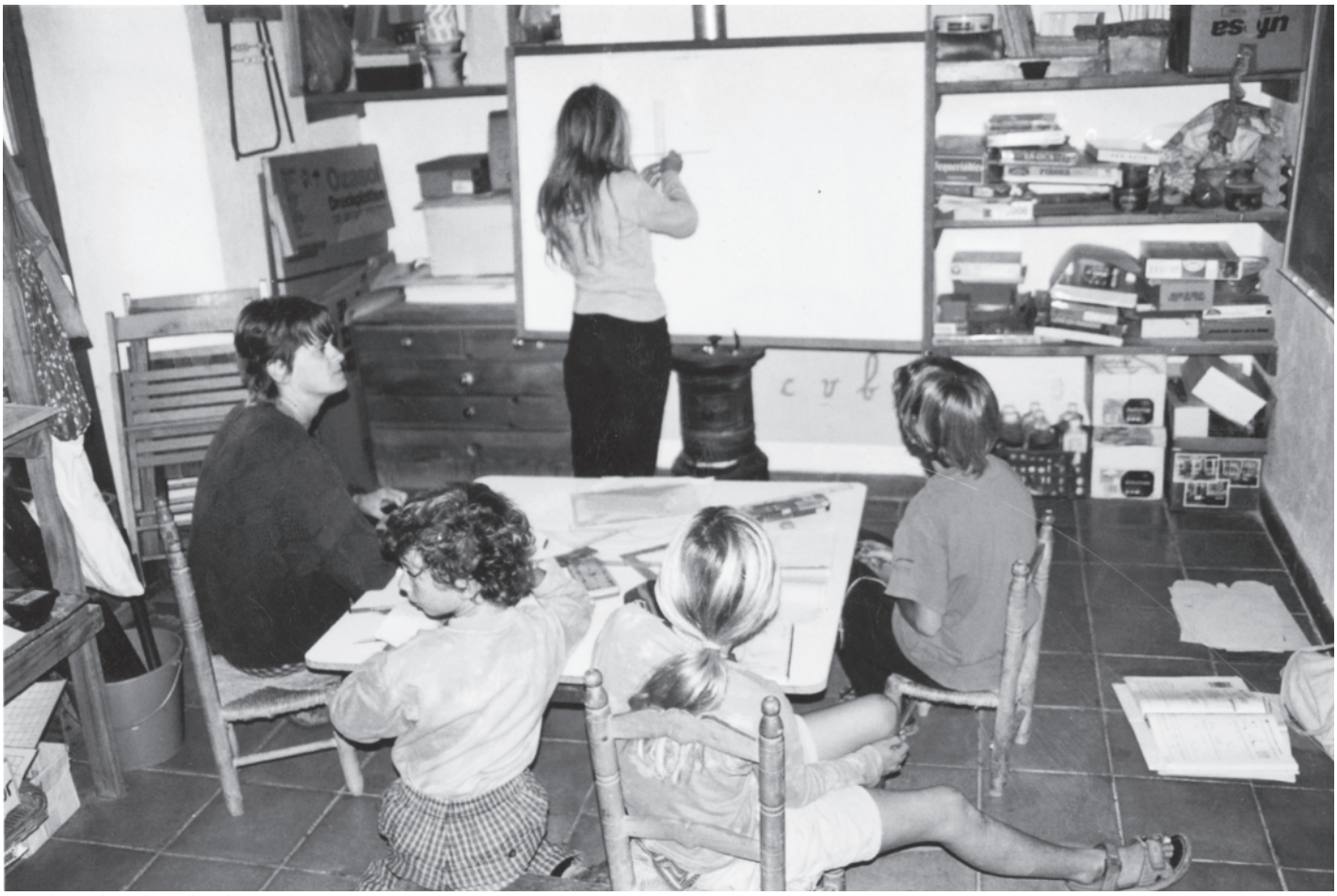
A l'arrivée, il n'y a pas de praxis nouvelles dans l'écovillage, par rapport au village traditionnel : les parents restent les parents, même si comme entre voisins, les enfants peuvent aller dormir ou manger chez les autres enfants.

Par contre, les conflits interfamiliaux peuvent être atténués car d'autres adultes ou enfants sont une oreille, une écoute qui permet d'épancher son chagrin, son sentiment d'être victime, de se sentir jugé, lésé… sans doute plus que dans un autre village. Cela tient plus au climat et aux portes ouvertes qu'au choix politique d'écovillage, je crois.

Ce choix politique donne plus de sécurité psychologique d'autant qu'il est reconnu publiquement et valorisé (soutien du maire, écho dans la presse, fêtes écolos réussies…).

Les points communs à tous à Los Arenalejos sont :

- la non-scolarisation d'Etat,
- la vie dans une nature cultivée en vergers bio sur 18 hectares,
- l'autoconstruction,
- laisser une grande liberté aux enfants de vivre à leur rythme,
- favoriser la relation mère-bébé et son allaitement,
- réduire le nombre des fractures dans ce lieu et laisser s'exprimer les douleurs, chagrins quand on n'a pas su les éviter par l'attention et l'écoute, notamment aux enfants dans leurs moments de détresse,
- développer les relations entre âges différents, la prise en charge des plus petits par les plus grands tant dans leurs jeux que leurs nécessités.



DR

Quand les enfants demandent des explications.

En conclusion, la vie de l'écovillage favorise avant tout le rythme personnel, les relations entre enfants, l'autonomie quotidienne, la conscience écologique, les croisements sociaux, l'apprentissage sur ses centres d'intérêts…

Et «on ne vous donnera pas l'adresse disent-ils car témoigner n'est pas jouer». Les enfants veulent des copains, mais ne veulent pas être un zoo ou leur cage d'imaginaire et de poésie dans la nature deviendrait une geôle vitrine pour des passants indiscrets, consommateurs d'écovillage.

Alors, vivre en groupe se fait-il au détriment d'une relation familiale ? Ces dernières étant multiples, oui, certaines se réduisent, d'autres se développent car le contexte est différent. Les familles ne sont pas élargies, chaque famille garde son entité et sa marque.

L'idéal collectif des parents se transmet-il ? Non, l'apprentissage collectif, par contre, oui. Les relations multiples, oui. L'affectif garde toute sa force dans le noyau familial.

Laisser les enfants se développer par eux-mêmes fait partie du projet écologique. Eduquer, de *ducere* signifie *«conduire hors de»,* cela signifie conduire hors de ce qu'on connaît, leur faire connaître et partager ce que je sais, ce que l'on sait à plusieurs, c'est plus divers et plus complet, pour que le plus rapidement ils aillent connaître autre chose. Un projet écolo ne limite pas les intérêts, il les démultiplie. L'enfant ne s'engage pas dans une autre voie, il la personnifie, la prolonge, n'est-ce pas cela l'évolution ?

Quand les attitudes et le comportement des enfants apparaissent anti-écologiques, c'est que les parents ou le collectif n'ont pas su traduire leurs rêves en situations concrètes de vie.

Quand les attitudes et le comportement des enfants apparaissent anti-écologiques, c'est que les parents ou le collectif n'ont pas su traduire leurs rêves en situations concrètes de vie, pour eux-mêmes et pas leurs enfants. Ceux-ci développent alors et continuent les situations qu'ils ont vécues, contradictoires, en attente de la réalisation des rêves parentaux écologiques.

Les enfants sont souvent le moyen d'éviter les conflits ou les indifférences avec les voisins en se faisant des copains qui obligent les adultes à entrer en relation. Les enfants attirent les voisins célibataires ruraux qui sentent du vivant, de la joie de vivre… peut-être une possibilité de transmettre leurs savoir-faire.

Les enfants grandissent plus vite que le projet

Dans un lieu collectif, les enfants permettent de ne pas se prendre au sérieux. Caricaturant les visiteurs et stigmatisant les incohérences et prétentions des adultes du lieu, ils nous évitent de se regarder le nombril et de porter le drapeau des croyances parce qu'ils grandissent plus vite et en moins de temps que ce qu'il nous faut pour mettre en œuvre les situations rêvées pour leur faire vivre nos convictions d'il y a déjà… vingt ans !

Ni désuètes, ni ringardes, elles nécessitent une confrontation perpétuelle à la vie pour laisser les enfants se les traduire dans leurs vies et s'inventer leur futur.

Pourquoi le choix de la non-scolarisation ? Parce que se réveiller tous les jours à la même heure, pour faire la même chose qui la plupart du temps est d'apprendre à consommer, en faisant un maximum de profit à quelques uns au mépris des vies et souffrances humaines, dans les destructions écologiques et sociales qu'entraînent les productions des «maux» (contraire de biens !) de consommation n'a rien d'écologique (ni de social).

Bruno ■

Les enfants de la Poudrière

La communauté de la Poudrière existe depuis plus de 40 ans, en Belgique, période pendant laquelle de nombreux enfants y sont nés, ont rejoint, ont quitté la communauté. On peut estimer la présence des enfants comme très importante même si leur nombre a varié entre 10 à 15 % des membres. On en est pour certains à la troisième génération dans la communauté.

DR

Plusieurs ménages ont choisi la vie en communauté durant un certain nombre d'années et souvent jusqu'au moment de l'adolescence des enfants.

Plusieurs enfants y ont mené toute leur scolarité, y compris l'université avant de faire d'autres choix en tant qu'adultes.

Quelle place accorde-t-on aux enfants ?

Dans le projet éducatif, on peut souligner l'importance des parents qui gardent la décision finale (choix de l'école, place privilégiée à table, choix des participations extérieures…) même si les projets sont élaborés en présence de tous lors des réunions (et que pour les décisions nous privilégions le consensus).

Plusieurs temps sont particulièrement consacrés aux enfants : première partie des réunions où ils participent, camps animés par des membres de la communauté (sans que les parents y soient), camps avec des anciens enfants de la communauté ou également avec la présence d'enfants proches d'un membre (neveu, enfants d'un parent célibataire qui ne vit pas habituellement dans la communauté, enfants du quartier…)

Depuis trois ans, les enfants ont leur propre site internet «facteurs de paix».

Qu'est-ce que le fait d'avoir un projet commun ?

Avoir un projet commun suppose qu'il est partagé, mis en forme, décidé et appliqué. Dans les relations avec les autres adultes de la communauté, il y a également à tenir compte des volontés pédagogiques qui sont très diverses. Si le projet est accepté, les enfants «dépendent» aussi des autres membres et pas seulement des parents. C'est donc dans l'application de la décision que se marqueront les différentes manières d'aborder ce projet.

Etant habitués à vivre collectivement, les enfants deviennent rapidement des meneurs dans leur milieu scolaire.

Par exemple, pour les enfants nés ou depuis plusieurs années dans la communauté, un temps à la fin de la scolarité habituelle (niveau bac) ou obligatoire (en Belgique, 18 ans) est prévu par la communauté : une année sabbatique de recherche, d'expériences sociales, communautaires ou personnelles, avec prise en charge par la communauté et la possibilité de poursuivre les études après cette année. Certains jeunes ont choisi de vivre ce temps dans d'autres expériences communautaires à travers le monde, certains rentrent dans l'activité habituelle de la communauté, certains testent des formations qui ne seront pas leurs futures études...

Le changement dans les relations se situe beaucoup plus dans la manière d'aborder la société — prendre du temps pour la recherche personnelle — va à l'encontre de la société de profit (où tu pourras le faire quand tu en auras gagné les moyens) que dans les rapports entre les membres ou domine l'intérêt de la découverte et du développement de chacun.

Etant habitués à vivre collectivement, les enfants deviennent rapidement des meneurs dans leur milieu scolaire et plusieurs enfants de la communauté ont été représentants de leur classe au conseil scolaire (obligatoire en Belgique) Mais le choix de vie fait par les parents n'est pas toujours bien compris et très souvent des explications sont nécessaires (par exemple, nos enfants n'ont pas des vêtements «de marque» ou «tendance»). Chacun des enfants a connu durant sa scolarité — plus particulièrement au début de l'adolescence, temps des questionnement comparatifs — des périodes de «distance» de la part des groupes scolaires qu'ils fréquentent...

Relation familiale contre famille élargie ?

Une réponse globale ne serait pas correcte car si à certains moments il est regretté par l'un ou l'autre que le temps manque toujours pour plus d'intimité familiale, des moyens sont mis en place : même si les repas sont pris en commun, chaque famille dispose de sa propre cuisine et lieu de repas et il est souhaité que des repas soient pris en famille au choix de chaque famille (souvent le week-end). Les vacances sont prises en famille avec les enfants de moins de 14 ans (après ils ont le choix de participer au voyage communautaire) ; des activités ou sports sont pris en charge par la communauté au choix de l'enfant...

Mais étant en même temps les enfants de tous, ils apportent un équilibre dans le groupe car ils sont capables d'accepter chacun, sans se poser de nombreuses questions, et d'accueillir avec enthousiasme.

Pour les enfants, la communauté au niveau des autres enfants est certainement une famille élargie de sœurs et frères et l'influence des plus grands est prépondérante, de même que le choix qu'ils font vis-à-vis de certains adultes comme interlocuteur privilégié.

Peut-on parler de changement dans la psychologie des enfants ? Il est marquant qu'ils ont une ouverture à l'autre, que la décision préalablement discutée et partagée devient une manière normale d'aborder les problèmes, que la plupart devenus adultes ont choisi des professions sociales ou écologiques, qu'ils ont une vision du monde qui n'est pas coincée dans les préjugés. On peut sûrement parler d'ouverture et de disponibilité.

Grandir en groupe, enfants collectifs, parents collectifs...

Ici aussi un aperçu global doit être nuancé par les approches diverses... Les enfants savent très bien qui sont leurs parents et souvent ils considèrent tous les parents comme étant «leurs» parents, non seulement parce qu'ils les voient comme détenteurs d'un acquis communautaire, mais aussi comme transmetteurs d'une manière de vivre. Pour les enfants, il n'y a pas confusion dans les rôles divers qu'apportent les adultes mais ils y trouvent une complémentarité, certains adultes ayant à leurs yeux plus d'attraits que les autres... Certains sont «valeur -refuge», d'autres «valeur d'autorité»

Projet «écolo»... et liberté de se développer ?

Peut-être n'avons-nous pas de projet écolo défini en tant que tel... mais nos activités et nos comportements environnementaux passent par les actes : respect des personnes et de la nature, culture le plus bio possible, gestion des déchets... Sans être un leitmotiv, savoir que nous sommes locataires de la terre de nos enfants et pouvoir le dire, oriente les enfants dans cette voie. Les discussions concernant la manière de consommer, l'usage des jouets «publicitairement» incontournables, le gaspillage sont souvent repris et l'état d'esprit passe par les actes... mais c'est vrai que notre métier de récupérateur nous pose souvent le problème de l'abondance et alors des choix.

Il a toujours apparu nécessaire de compléter l'école par un apport des valeurs communautaires : solidarité, amitié, justice...

Dans chacune de nos publications internes (20 à 40 pages mensuelles), plusieurs sujets sont consacrés aux enfants à partir de leurs intérêts et recherches : influence de la télévision, jouets «éducatifs», les adolescents et le tissu urbain... C'est comme une ponctuation des problèmes que les enfants rencontrent et qui sont alors mis en commun pour tous

Idées du collectif et choix de l'éducation

Les «premiers» enfants de la communauté étaient ceux du voisinage du quartier qui fréquentaient les écoles locales. Naturellement, le premier ménage y a aussi mis ses enfants. Dés qu'il y a eu plusieurs couples, la question de l'enseignement s'est posée et les enfants ont fréquenté une école plus éloignée, par choix pédagogique (école «ouverte» dans un environnement plus sain).

Un certain temps, une école communautaire (classe pré gardienne et gardienne — en France, jardin d'enfants et école maternelle) a vu le jour, ouverte à des enfants du quartier ou à des amis de la communauté.

Par souci de ne pas se fermer sur elle-même, la communauté a fait le choix de mettre les enfants dans les écoles choisies par les parents suivant les méthodes que eux privilégiaient (Montessori, Steiner, Freynet, habituel), d'autant plus qu'à cette époque l'implantation de la communauté était en trois lieux différents et que les enfants suivaient l'enseignement en français ou en néerlandais (ce qui est encore le cas actuellement).

Plusieurs membres de la communauté ont exercé ou exercent la fonction d'enseignant.

Il est toujours apparu nécessaire de compléter l'école, peut-être pas par une contre-culture, mais par un apport des valeurs communautaires : solidarité, amitié, justice... Ce qui se fait par la participation des enfants au début des réunions, par des camps autour de thèmes sociétaux (par exemple *Star academy* où le thème est d'inclure plutôt que d'exclure), par des engagements (par exemple, participation à la campagne contre la peine de mort aux Etats-Unis avec des communautés amies d'Amérique), par la présence des enfants lors de diverses manifestations (droits des étrangers...).

Le débat de l'alimentation ou du choix médical revient périodiquement, laissant à chacun la liberté de sa pratique, tout en privilégiant pour la ferme communautaire les méthodes de production bio.

Cette ferme existe depuis 1964 et nous ne sommes plus des néo-ruraux. Ce sont surtout les enfants, de par leurs contacts scolaires (par exemple : inviter les parents des enfants de la classe à un goûter à la communauté) ou sportifs (club de danse ou de football local) qui favorisent l'insertion... De même, pour favoriser cette intégration, il fallait savoir expliquer les méthodes culturales, et dans le contexte régional où la ferme se trouve, faire preuve d'une grande propreté.

Jean Martin ■

Le site de la Poudrière.

DR

DR

Dans la richesse du collectif

Jacques, Odile Dudouet et leurs enfants vivent depuis longtemps en communauté. Ils y ont vu grandir leurs enfants.

DR

Fête à la communauté de l'Arche de Saint Antoine.

Avec mon mari, Jacques, voici 28 ans que nous vivons en communauté. Cette tranche de vie a pris des formes diverses et la place des enfants fut différente suivant les lieux.

Nous avons débuté notre vie communautaire le 14 février 1974, à sept célibataires, en achetant une maison dans un petit village normand (380 habitants), à 18 km de Caen (Calvados). Le 29 juin, Jacques et moi nous marions et le 21 avril 1977, notre fille aînée Véronique est née. Je me suis arrêtée de travailler (éducatrice) pour l'élever. Puis quand notre fils Gaël est né le 3 avril 1979, c'est Jacques qui s'est mis en disponibilité.

Les trois autres familles de la communauté ont eu des enfants du même âge. Ils vivaient dans des maisons différentes mais avaient beaucoup d'activités communes. *La Ribambelle* était un jardin d'enfants géré par les mamans, chacune à notre tour. Il y avait des fêtes. Le repas du midi, tournait dans chaque maison. Le week-end était fait d'activités communautaires. On se retrouvait tous au moins une fois par mois pour une journée chantier. Et les jeux bien sûr, les maisons étant toutes proches. Les enfants tenaient une telle place dans le projet que les activités étaient organisées en fonction d'eux, les loisirs, les horaires...

A la grande section de maternelle, ils ont retrouvé l'école du village à laquelle nous participions autant que possible.

Quand les enfants sont arrivés à l'âge du collège, deux des parents qui sont enseignants ont créé *«L'éole, l'école sans c»* (censée !). C'est à ce moment que nous avons quitté cette communauté. Nos enfants avaient alors 8 et 6 ans. Ils avaient vécu de merveilleuses années dans ce petit village.

Dans une communauté de l'Arche

Nous sommes arrivés alors dans une communauté de l'Arche de Lanza del Vasto, à Bonnecombe. Nous passions de sept adultes et 12 enfants à plus de 50 adultes et 50 enfants !

Là, ce n'était plus, comme à Saint-Laurent, l'intégration prioritaire dans la vie du village, avec ses rencontres et ses compromis. Non, c'était plutôt la vie tribale, une vie merveilleusement riche et belle dont les enfants gardent un souvenir extraordinaire. Des fêtes «fantastiques» qui nous transportaient, pendant trois jours, dans un autre univers, des activités diverses en fonction de l'âge des enfants et aussi des compétences des personnes qui passaient. Ainsi un musicien a créé pendant un temps un orchestre avec nos enfants. La liberté des «groupes caté» nous permettaient d'établir des parrainages avec d'autres enfants du tiers-monde. Les sorties pour ramasser les mûres ou les châtaignes devenaient l'occasion de vivre un terrain d'aventure ; les week-ends ou les mercredis laissaient du temps aux enfants pour jouer ensemble et imiter la vie des adultes dans la communauté. La grandeur du lieu (une ancienne abbaye cistercienne) permettait aux enfants de faire des parties de cache-cache ou des chasses au trésor fantastiques.

Toute cette vie a construit chez certains de nos enfants le goût de l'aventure, une personnalité ouverte et confiante. Sans compter toutes les rencontres internationales, culturelles, religieuses, de toutes sortes.

A l'Arche, les enfants avaient davantage leur propre vie, leur rythme, et les adultes les leurs. Le soir, les enfants rentraient dîner dans leur famille et, le midi, quand ils n'étaient pas à l'école du village, ils se mêlaient aux adultes pour le repas communautaire.

Ils y faisaient un apprentissage de la vie sociale, ils voyaient les adultes travailler et approchaient tous les corps de métier manuels de la ferme, du bois, de la menuiserie, du tissage, du filage, de la fabrication du fromage, du pain, des confitures, de la maçonnerie... Ils y ont appris aussi l'esprit de coopération et ont été obligés d'apprendre la gestion des conflits à l'école et la communauté.

Nos enfants étaient toujours (ou presque) en bonne santé, bons en sport... et pourtant ils étaient complètement végétariens, au grand étonnement des groupes qui venaient visiter la communauté ! Les vaccinations étaient laissées au choix de chaque parent. Les nôtres n'ont pas été vaccinés et nous n'avons jamais eu d'ennui administratif.

Notre troisième enfant, Jérémie, est né à Bonnecombe, le 1er octobre 1987, devant un grand feu de cheminée. C'est sa sœur qui a coupé le cordon ombilical et son frère qui lui a donné son premier bain avec son père. Puis toute la communauté est venue chanter autour du nouveau-né, comme de coutume. Comment entrer dans la vie de façon plus belle ?

Les enfants de l'Arche n'adhèrent pas au projet de leurs parents, ils le vivent au quotidien, ils y baignent, ils s'en nourrissent.

Après Bonnecombe, nous sommes allés habiter dans les autres communauté de l'Arche, par choix personnel. Nos enfants y ont trouvé leur place. Là où la difficulté est apparue, c'est au moment où notre fille aînée, à 13 ans, a rejoint le collège du village où n'étaient que deux jeunes de l'Arche. Sa spontanéité et son franc-parler ont été mal interprétés par les garçons de sa classe qui lui ont fait bien des misères !

Dans une communauté d'accueil social

Après sept ans dans l'Arche, nous avons fondé une nouvelle communauté, basée sur l'accueil social. Nos enfants y ont découvert un univers blessé, un milieu social tout à fait différent, parfois difficile à côtoyer. Par contre, l'école fut une belle réussite d'intégration locale : elle nous permit de créer rapidement des liens avec le village. Nos deux aînés nous quittèrent alors pour trouver un lycée plus «performant» pour prolonger leurs études supérieures. Ils sont aujourd'hui engagés l'une dans les études de paix, gestion des conflits, l'autre dans l'environnement, fruits de toutes ces années de vie communautaire. Le dernier désire devenir vétérinaire. Les animaux lui ont manqué ! Ils semblent tous les trois «bien dans leur peau» et heureux de ce qu'ils ont vécu. Le mieux serait qu'ils l'écrivent eux-mêmes !

Odile Dudouet ■

Les enfants d'Ambiance Bois

Ambiance bois, dans le Limousin, est un projet de vie autour d'une activité économique collective liée au travail du bois. Quinze adultes et seize enfants s'y retrouvent.

DR

Autour d'Ambiance Bois, une quinzaine d'adultes vivent ensemble, partageant le quotidien, le temps, le travail, l'argent et les projets. Agés de 30 à 45 ans environ, certains ont des enfants, d'autres pas. Au total 16 marmots, sur une tranche d'âge assez resserrée. Si le plus jeune n'a que neuf mois et l'aînée treize ans, il y en a deux qui ont 9/10 ans, quatre qui ont 6/7ans, trois qui ont 4 ans, trois qui ont 3 ans et deux autour de 2 ans. Le tout réparti sur six familles (4/3/3/2/2/2 enfants par famille). Mais le collectif de vie n'est pas fait que de familles : trois autres adultes en font également partie.

De nombreux choix peuvent se retrouver au sein d'une cellule familiale «classique».

Des cellules familiales bien identifiées

Il est sûr que la forme de vie choisie par les parents a une incidence sur l'éducation des enfants. Comme en beaucoup de choses que nous faisons, nous sommes assez pragmatiques et avançons sans trop organiser ou théoriser d'avance. Les modes de fonctionnement avec les enfants évoluent donc avec le temps — et avec le nombre d'enfants. Il est sûr que ce que Clémence (aujourd'hui 13 ans) a connu dans ses premières années, seule au milieu d'une petite dizaine d'adultes à l'époque, n'a rien à voir avec ce que vivent les plus jeunes aujourd'hui.

Avant de rapporter quelques petits «flashs» grappillés ici ou là auprès de nos enfants, précisons le cadre dans lequel se vit cette situation. Chaque famille dispose d'un lieu qui lui est propre (appartement ou maison) où elle se retrouve pour prendre certains repas même si la plupart de ces temps sont partagés dans le lieu collectif, soit avec tout le monde (2 à 3 repas par semaine), soit à plusieurs familles seulement (5 à 8 repas). Comme le midi la plupart des enfants (mais pas tous) mangent à la cantine de l'école, les déjeuners se passent davantage entre adultes.

Si les enfants circulent beaucoup d'une maison de l'un à celle de l'autre, s'ils côtoient, discutent, sont parfois pris en charge par d'autres adultes que leurs parents, la cellule familiale est très nettement repérée. La confusion imaginée parfois par quelques regards extérieurs n'existe pas, et chaque enfant, outre qu'il sait clairement qui sont ses parents, sait aussi quel type de relation, de demandes, de proximité il peut entretenir avec les uns et les autres. Comme entre les adultes du collectif, les relations enfants et adultes ne sont nullement homogènes, et le fait de vivre ensemble ne gomme pas les différences inter relationnelles.

Les choix éducatifs des uns et des autres ne sont pas aux antipodes. On observe cependant de larges différences dans la manière que nous avons d'être avec les enfants. Certains comportements peuvent même être parfois opposés et des «principes pédagogiques» être pratiqués par certains et refusés par d'autres (un récent débat sur la fessée peut illustrer ce propos). La règle, plus ou moins explicite, est que chaque adulte est avec les enfants comme il est. C'est-à-dire que nous n'avons jamais cherché à uniformiser les manières d'être des uns et des autres, et qu'on accepte une certaine latitude… tant qu'elle ne débouche pas sur une situation d'injustice entre les enfants.

Si l'éducation est parfois (bien qu'assez rarement) discutée ensemble, il est admis clairement que chacun a un rôle a y jouer et que les parents, de fait, ne sont pas les seuls «éducateurs» de leur progéniture.

Enfin, un certain nombre de choses qui peuvent avoir une incidence importante pour les enfants (en particulier dans les relations que les plus âgés ont avec d'autres enfants extérieurs au collectif), par exemple, qu'il n'y ait pas de chaînes de télévision ou de téléphones portables, ou qu'on n'achète pas des vêtements de marque, n'est pas lié au fait de vivre en collectif. De telles situations peuvent se retrouver au sein d'une cellule familiale «classique».

Les repas

Lucas (3 ans), lors d'une invitation chez des amis s'enquiert : *«Qui a fait le repas aujourd'hui ?»*. De fait, c'est une des questions que peuvent se poser chaque jour les enfants du collectif. De même : «Où on mange ce soir ?» (sous entendu : en famille ou avec les autres ?). Il y a des moments où ils ont envie de manger en famille («Il y a trop de monde») et d'autres où ils préfèrent manger

DR

dans le lieu collectif pour retrouver les amis…

Une famille élargie

Vivre le quotidien avec des enfants du même âge n'est pas typique. Peut-être entre voisins, mais jamais avec autant de proximité. Dans la famille, chaque enfant a une place qui ne change pas, alors qu'avec les différentes géométries du collectif (un repas à 15, un autre à 30, etc.) sa place dans la «fratrie» peut être très différente, un «grand» chez lui pouvant se retrouver «petit» ici — ou l'inverse. Curieusement plusieurs amis africains qui ont vécu avec nous, nous disent retrouver dans notre mode de vie leur «famille africaine»…

La richesse, qu'adultes, nous trouvons à notre mode d'organisation, pourquoi les enfants ne la ressentiraient-ils pas aussi ?

La relation aux adultes

Contrairement à d'autres, nos enfants semblent avoir une approche plus simple et plus naturelle avec les adultes. Même les plus petits relativisent les modes d'éducation en en côtoyant d'autres au quotidien. Ils savent très vite à qui il faut mieux s'adresser pour ceci ou cela… Et leurs parents ne sont pas toujours les mieux placés !

La vie sociale

La frontière entre la famille et la vie sociale est moins marquée. Le premier jour de l'école Gwendal (3 ans) a repris aussitôt le jeu avec ses copains qu'il côtoie dans le collectif, à la halte garderie… puis à l'école. D'habitude on parle de «socialisation» de l'enfant à travers des modes de gardes collectifs. Dans notre cas, ça se fait plus naturellement.

Par contre, la capacité à être seul s'en trouve diminuée. Julien (7 ans), qui a vécu ses trois premières années uniquement avec ses parents, jouait souvent seul. Depuis qu'il vit dans le collectif, il s'ennuie assez vite lorsqu'il se retrouve seul. Tom, son petit frère, encore bébé, a toujours besoin d'avoir du monde autour de lui.

Du coup, tel parent est plus attentif à ménager pour ses enfants des temps en solitaire. Sans cela ils seraient toujours avec d'autres alors qu'il lui semble important de conserver un équilibre entre des moments seuls et en groupe.

Le regard des autres

Quand Clémence (13 ans) est arrivée au collège, elle a eu peur du regard des autres. Elle pensait qu'ils la cataloguer aient comme vivant dans une secte ! A l'école primaire du village elle n'avait pas cette inquiétude car le collectif est un élément de la vie du village (400 habitants). Ainsi, trois des copains des plus grands sont venus en vacances avec nous. L'un d'eux se sent presque chez lui sur le lieu collectif qui est ressenti de fait comme moins «approprié» que l'espace familial.

La richesse, que, adultes, nous trouvons à notre mode d'organisation, pourquoi les enfants ne la ressentiraient-ils pas aussi ? A les regarder au sein du collectif ou dans les multiples relations qu'ils tissent avec d'autres enfants (à l'école ou dans des activités extra scolaires) on ne s'inquiète pas trop pour eux. Peut-être même leurs copains s'en rendent compte : une copine a dit à Clémence qu'elle aimerait vivre comme elle…

Michel Lulek ■

Cinq dans

Education parentale ou école Waldorf, arrivés à l'adolescence, les enfants mesurent les bénéfices d'une vie familiale intense.

Je suis mère de cinq enfants qui ont 20, 18, 16, 12 et 9 ans. Nous avons, avec mon mari, vécu plusieurs expériences en communauté et groupes collectifs et sommes actuellement dans une ferme bio, en Bourgogne, avec un large réseau d'amis autour dans la région.

Quelle place accorde-t-on aux enfants ? Dans tous les groupes que j'ai connus ils ont une place toute particulière. Lorsque l'on aime ses enfants, et même les enfants en général, regardant ce monde, on se trouve stimulé pour réagir et trouver des alternatives qui leur permettront encore d'apprécier la nature sous toutes ses formes et de se réjouir de plaisirs gratuits.

A l'Arche de la Borie Noble, nos enfants ont profité d'une école parentale où chacun essayait de proposer ses dons. La matin était animé par une personne compétente dans les matières de base (français, math, histoire/géo) et l'après-midi, les parents animaient la danse en cercle, l'anglais, le chant, la musique, la gym, les sorties nature ou un petit jardin, des travaux manuels, etc. Il y avait aussi la préparation des spectacles pour les fêtes où les enfants avaient aussi toute leur place. Malheureusement, parfois, des problèmes étouffaient les bons côtés et tout n'était pas rose, mais la bonne volonté ne manquait pas. En dehors des collectifs, toutes ces activités sont possibles mais elles ne sont pas économiquement accessibles à tous et cela demande aux parents beaucoup de disponibilité pour jouer au taxi, surtout si l'on vit en pleine campagne.

DR

enfants des collectifs

Beaucoup de stimulations et d'exemples

A côté de cette place au sein de l'école, il y avait aussi l'influence des différentes personnes qui étaient porteuses de connaissances très diversifiées. Par exemple, la forge, la ferme et le jardin, la poterie, la boulangerie, le tissage, etc. Là aussi, les enfants pouvaient participer selon leurs intérêts et apprendre en faisant et regardant. Beaucoup de stimulations et d'exemples. Nous avons des souvenirs de fêtes extraordinaires, un adulte osant sortir cette joie, vivre cette communion, devient plus proche de l'enfant, certains diront : ne t'inspire pas de celui qui ne rit jamais...

Un projet commun n'a pas besoin d'être vécu en communauté pour changer les relations avec ses enfants. Lorsque les parents sont porteurs d'un idéal, qu'ils croient à des valeurs au-delà du matériel, les enfants le sentent. Et si les parents arrivent à vivre un petit bout de leur rêve et aiment ce qu'ils font, c'est rassurant pour eux.

Vivre en groupe, modifie forcément la personnalité de l'enfant, mais elle ne se fait pas au détriment de la famille si le groupe veille à garder cette dimension. Dans tous les groupes où nous avons vécu, nous avions des repas uniquement en famille, une ou deux fois par jour, sauf aux USA, dans un Camphill, où nous étions famille d'accueil de cinq adultes handicapés mentaux (peut-être moins handicapés que nous du côté du cœur !) aidés de deux stagiaires. Nous sommes assez structurés. Ainsi les enfants n'ont pas perdu leurs références et leurs points de repères. Chaque famille et individu reste unique et il y avait de grosses différences entre l'éducation de chaque famille. Les enfants restaient très différents les uns des autres et heureusement. Nos enfants ont plutôt bénéficié de ces différences et de cette ouverture. Les autres ont un peu le rôle des oncles et tantes, cousins, cousines, grands-parents, voisins, voisines. Il se crée des liens selon les affinités. Il y a moins d'indifférence dans un groupe.

Vivre la non-violence

Dans toutes les communautés, villages et institutions où nous avons été, il y avait une recherche de vivre la non violence dans tous les aspects de la vie. Cela implique le respect de la personne enfant ou non. Pour vivre ensemble, il y a besoin de règles, comme dans tous les groupes. Il y a parfois des choses que l'on a plus ou moins de mal à suivre et qui sont contraignantes. C'est pareil dans une famille, dans un lycée ou une entreprise.

Lorsque vous avez plusieurs familles qui n'ont pas la télévision autour de vous, il est beaucoup plus facile de l'expliquer aux enfants, surtout si vous offrez d'autres activités en «compensation» (chevaux, jeux de société, chants, musique, danse, excursions, fêtes, travail...). Nous sommes tous plus ou moins influençables et j'aurais du mal à nous préserver de ce «fléau» au milieu d'une ville. Il est difficile de s'exprimer pour les autres, mais pour mon mari et moi, nous ne cherchons pas à les enfermer dans un système. Protéger l'enfant, l'aider à se construire, lui permettre de donner le meilleur de lui-même et devenir autonome et libre penseur, c'est la responsabilité des parents. Nous avons établi un lien de confiance avec eux, nous essayons de les aider comme nous pouvons. Les groupes où nous avons vécu laissaient le soin aux parents de remplir ce rôle et chaque famille y arrivait plus ou moins bien.

Protéger l'enfant, l'aider à se construire, lui permettre de donner le meilleur de lui-même et devenir autonome et libre penseur, c'est la responsabilité des parents.

Il n'y a pas de modèle d'enfant standard, mais peut-être les enfants ayant vécu en communauté auront plus d'imagination et peut-être plus de facilités dans le travail social et l'animation.

Dans les Camphill, aux USA, et près de Genève, nos enfants allaient, avec ceux de la communauté, dans une école Waldorf. Ils ont beaucoup appris grâce à l'enthousiasme des professeurs exerçant ce métier plutôt par vocation. Cela complète bien ce que l'on peut espérer introduire par l'éducation familiale. Mais, pareil, ces écoles ne sont pas forcément adaptées à tous les enfants. Dans ces écoles, ils donnent plus d'importante à l'être qu'à la réussite professionnelle (même si je suis intimement persuadée qu'un enfant bien dans sa peau arrive beaucoup mieux à trouver sa voie) (1).

DR

Il n'y avait pas d'isolement des néo-ruraux dans les communautés où nous avons vécu. En général, ce sont des lieux de passage ouvert à beaucoup de monde. On peut être beaucoup plus isolés dans une grande ville qu'à la campagne. Nous avions des personnalités assez connues qui passaient là et les enfants avaient l'occasion de les rencontrer.

En général, l'arrivée d'un grand groupe dans une région suscite plutôt des peurs dans un premier temps. Nos enfants sont parfois un peu décalés à côté des autres, cela n'est pas toujours facile. Certains sont contents de cette différence, d'autres nous poussent à devenir un peu plus proches de la norme sociale. Assez bizarrement, au lycée, les choses s'inversent et beaucoup de leurs camarades les envient de tout ce qu'ils peuvent vivre et partager en famille.

Les enfants, devenus adultes, s'installent rarement près des parents. Ils gardent de bons liens avec leur famille et viennent volontiers passer quelques jours. Nous regrettons parfois certains aspects de la vie communautaire. Nos enfants non majeurs seraient prêts à nous suivre dans une nouvelle aventure. Ils en gardent de très bons souvenirs.

Josy Waber ■

(1) Note de la rédaction : les écoles Waldorf ont été créées à partir des années 1920 autour des idées de Rudolf Steiner. On en compte actuellement une trentaine en France, plus de 500 dans le monde. Voir par exemple Silence n°257.

Petites phrases

«Entre la route vierge et le sentier battu
Fais ton chemin toi-même
ou bien tu es perdu
Entre la crosse en l'air et la fleur au fusil
C'est à toi, rien qu'à toi,
d'en décider, choisis
A toi de préférer en guise d'étendard
Le drapeau tricolore ou le pavillon noir
A toi seul mon petit de trancher
s'il vaut mieux
Fréquenter les églises
que dire merde à Dieu
Nul ne peut être à ta place,
choisir le côté
Le côté de la barricade
où tu dois te poster
A ta guise de choisir le côté
A toi seul comme un grand
de choisir le côté
Le côté de la barricade
Vas-y»
Georges Brassens.

Agriculture biologique

■ **Québec : région sans pesticide.** Le comté de Blainville a interdit aux entreprises l'application de pesticides chimiques dès 2003 sur les terrains publics et privés. En 2005, cette interdiction sera généralisée au grand public. Cette décision s'accompagne d'une vaste campagne d'information et de formation sur les alternatives aux pesticides. Ce comté compte 140 000 habitants. Les pesticides ne pourront être utilisés que sur dérogation après avoir démontré que tous les moyens écologiques sont restés inefficaces. *(Quatre saisons du Jardinage, novembre 2002)*

■ **Stimuler plutôt que combattre.** La plupart des plantes disposent des moyens chimiques de résister à une attaque peu virulente d'une maladie. Pour lutter contre ces maladies, l'agriculture a pour le moment privilégié la lutte contre la maladie. Les laboratoires bretons Goëmar, avec l'aide du laboratoire CNRS de Roscoff, ont exploré une nouvelle piste : renforcer les mécanismes de défense de la plante pour qu'elle soit, seule, capable de répondre à une agression. Des essais sur le blé avec épandage d'un produit extrait des algues montrent que cela marche. Une piste de recherche tout à fait novatrice qui semble prouver qu'il n'est pas besoin de faire des manipulations génétiques pour obtenir une plante en meilleure santé. *(Quatre Saisons du Jardinage, janvier 2003)*

■ **Biocoop : placement éthique ?** Les biocoop ont mis en place un compte épargne dont une partie des intérêts sert au développement du réseau des Biocoop. Ce compte épargne est géré par le Crédit coopératif qui est en train de fusionner avec la Banque Populaire, dénoncée pour ses comptes dans les paradis fiscaux. Le placement est-il vraiment éthique ?

■ **Purin d'ortie illégal !** Depuis la nuit des temps, le purin d'ortie est utilisé comme insecticide et fongicide naturel au jardin. Le 27 septembre dernier, le service départemental de la répression des fraudes a déclaré qu'il était «non conforme, non normalisé, non homologué» donc il est illégal de le commercialiser. Heureusement, il est toujours possible de le troquer, de le faire soi-même et de l'utiliser ! *Association des amis de l'Ortie, Terran, 31160 Sengouanet, tél : 05 61 88 81 08.*

■ **Toulouse : semences paysannes.** Nature et Progrès organise les 27 et 28 février, à Toulouse, les premières rencontres sur la biodiversité dans les fermes et sur l'intérêt de rester producteur de ses semences. *Nature et Progrès, Cécile Traoré, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 44.*

■ **Saumur : mouvement de culture biodynamique.** Les agriculteurs en biodynamie se retrouvent en assemblée générale le dimanche 23 mars à Saint-Martin-de-la-Place (à côté de Saumur), au domaine de la Blairie (tél : 02 41 38 42 98). *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Saône-et-Loire : formation à la biodynamie.** Le mouvement de culture biodynamique organise différentes formations au domaine de Saint-Laurent, près de Cluny. 8-9 mars : arboriculture, 15-16 mars : observation animale, 3-4 mai : botanique goethéenne, 17-18 mai : jardinage, 14-15 juin : rythme, calendrier, planètes, 26-27 juillet : arboriculture, 13-14 septembre : jardinage, 4-5 octobre : les quatre éléments et les quatre éthers, 15-16 novembre : arboriculture. *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Meurthe-et-Moselle : L'Or'n bio.** Ce nouveau magasin a ouvert en août 2002 à Toul et propose des produits avec les mentions Nature & Progrès, Demeter, Max Havelaar, ou le logo AB. Le magasin favorise les produits de proximité et de saison. *L'Or'n bio, 13, rue de la Halle, 54200 Toul, tél : 03 83 64 19 57.*

Habitat sain

■ **Acacia comme bois extérieur.** Le robinier, plus connu sous le nom d'acacia, est un arbre qui présente une densité et une dureté qui surpasse le chêne. Il résiste mieux aux intempéries que le châtaignier. Arbre importé en France il y a quatre siècles, il est aujourd'hui très répandu. Poussant rapidement (12 mètres en vingt ans), il peut fournir du bois en abondance. Il peut donc, pour les boiseries extérieures remplacer efficacement les bois tropicaux que certains architectes continuent à utiliser. *(Quatre Saisons du Jardinage, janvier 2003)*

DR

DR

■ **Four à bois.** La société drômoise Fayol propose à partir de l'exploitation de la terre blanche réfractaire de Larnage utilisée depuis un siècle et demi par les boulangers, cinq modèles de fours à pain à construire soi-même. *Ets Fayol, 2, route de Larnage, 26600 Tain-l'Hermitage, tél : 04 75 08 20 76.*

■ **Hautes-Alpes : construire en bois debout.** Depuis des millénaires, en particulier dans les pays d'Europe de l'Est, mais aussi en Scandinavie, en Afrique, il est de tradition de construire des maisons avec des troncs dressés (en bois debout). Une association organise des stages d'initiation afin de permettre ensuite l'autoconstruction : *Face au Risou, 26150 Moydans, tél : 04 92 66 69 09.*

DR

■ **Hautes-Alpes : formations**. L'association *Le Gabion* propose deux formations : *connaissance et mise en œuvre des matériaux naturels* et *ouvrier professionnel en restauration du patrimoine*. La première se déroule en modules de 5 jours entre le 3 mars et le 31 octobre (8 modules), la seconde sous forme d'un chantier-école rémunéré du 14 avril au 11 décembre. Chacun des modules de la première formation peut aussi être suivi indépendamment des autres : la menuiserie (3 au 7 mars), l'ossature bois (24 au 28 mars), chanvres et isolations écologiques (31 mars au 4 avril), construction paille/ossature bois (12 au 16 mai), architecture bioclimatique et matériaux naturels (16 au 20 juin), briques en terre crue (22 au 26 septembre), construction de voûtes et coupoles (29 septembre au 3 octobre), construction terre (27 au 31 octobre). *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.

■ **Lyon : la permaculture.** La Maison de l'écologie de Lyon organise une exposition sur ce sujet du 11 au 28 mars et une conférence le 27 mars à 20h30 , animée par Jimmy Allaire de l'association *«nés de la terre». Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

■ **Cap d'Agde : congrès de SAT-Amikaro.** Le 58e congrès de l'association espérantiste se tiendra du 19 au 21 avril à Cap d'Agde (Hérault). *Sat-amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris, tél : 01 47 97 87 05.*

■ **Béziers : cours intensifs.** Une formation intensive est organisée du 14 au 21 mai à Béziers. *Christian Herbette, domaine des Sept-Fonts, ancien passage à niveau, 34300 Agde, tél : 04 67 21 86 61.*

Vivre ensemble

■ **Passerelles Eco.** Le numéro 11 de cette revue présente une nouvelle maquette et s'est étoffée. Une mine d'infos et de contacts pour ceux et celles qui cherchent à créer un lieu collectif dans un objectif écologique. *Passerelle Eco, 42, rue du Faubourg-Figuerolles, 34070 Montpellier.*

■ **Dordogne : site militaire en vente.** En 1997, l'armée a mis en vente un ancien champ de tir au nord-est de Périgueux, de 409 hectares, dont près de 90 % est constitué de forêts qui servaient de zone de protection pour éviter les accidents. En juin 2002, est née l'association pour le développement durable du Causse, avec comme objectif de faire de ce

lieu bien protégé un écosite. Une société civile immobilière s'est mise en place pour collecter les 200 000 € nécessaires (parts à 100 €) et des commissions ont permis de déterminer ce qui pouvait se faire sur ce lieu : une truffière collective dans la forêt, cinq ou six petites exploitations agricoles (petits fruits, maraîchage biologique, vignes, petit élevage, plantes aromatiques) à partir d'anciens bâtiments existants. Ces activités seraient complétées par un centre d'accueil touristique, avec l'idée que celui-ci soit construit en chantier d'insertion, selon les meilleurs critères de l'habitat sain, en utilisant les énergies renouvelables, et avec vocation de centre expérimental de techniques d'autoconstruction. Toutes ces activités doivent se faire sans toucher aux 90 % de forêt. Pour en savoir plus : *ADCCI, mairie, 24420 Mayac, tél : 05 53 05 39 14.*

■ **Loire-Atlantique : Ecofestival.** La 3e édition de l'Ecofestival aura lieu du 26 au 30 juillet, à Moisdon-la-Rivière. Pour y participer : *Patrick Baronnet, Héol, route de Louisfer, Grosbouc, 44520 Moisdon-la-Rivière.*

■ **Gard : Carapa en difficulté.** Alors que le barrage et la microturbine venaient d'être installés, cet automne, les inondations ont bouché les installations avec de la boue et des pierres. Le chemin d'accès a été emporté, des marchés ont été supprimés, tarissant une source de revenus... et le site, trop original, n'a bénéficié d'aucune aide aux sinistrés. Carapa cherche donc des volontaires pour reconstruire le chemin, et en particulier quelqu'un qui pourrait venir avec un camion. *Carapa, Vaugran écocentre, 30480 Cendras-Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42.*

■ **Hérault : stages.** Cabrafol propose des stages sur le biogaz (29 et 30 avril). *Cabrafol, hameau de Violgnes, 34390 Saint-Vincent-d'Olargues.*

DR

■ **Lyon : visite du Viel Audon.** La Maison de l'écologie de Lyon organise une visite de l'écovillage du Viel Audon, les 26 et 27 avril. Départ groupé de Lyon. *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

Education

■ **Les petits cahiers.** L'association pour la pédagogie Steiner d'Aix-en-Provence publie *«Les petits cahiers»,* des brochures à l'usage des parents qui portent sur l'alimentation, les forces de la nature, mon enfant est-il mûr pour l'école, les dents, l'autorité, les fêtes, les âges de l'enfant, la vie au jardin d'enfants, la question religieuse... *Association pour la pédagogie de Rudolf Steiner, 385, chemin Barthélémy Véra, 13290 Aix-les-Milles, tél : 04 42 24 14 18.*

■ **Loire-Atlantique : projet d'école.** Deux familles avec six enfants de 2 à 10 ans, disposant d'une salle de classe, cherchent à créer une école où le manuel, l'artistique et la nature aient une place importante, méthodes pédagogiques proches de Steiner et Montessori. *Anne Skrzypczak, 5, rue Saint-Fiacre, 44660 Soulvache, tél : 02 40 28 77 38.*

Agir pour consommer autrement

Les entreprises, et notamment les multinationales, pèsent sur les décisions gouvernementales et les instances internationales. Or la base de leurs ressources dépende pour une bonne part de notre consommation. Pour beaucoup de produits, il existe des solutions alternatives à l'achat à une entreprise quelconque. Lorsque ces solutions alternatives existent, il est bon de les privilégier. Lorsqu'elle n'existe pas, on peut agir de manière à faire savoir à l'entreprise les critiques qu'on lui adresse. Le choix de la consommation est donc bien un outil de la démocratie. Une association s'est constituée pour se réapproprier cette part de décision sur le devenir du monde : *Action consommation, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, www.actionconsommation.org.*

BRUXELLES

Ecolabus

A partir de mars 2003, le Collectif sans ticket de Bruxelles (CST) se propose de mettre en circulation l'*Ecolabus*, un autobus en libre accès et roulant au biocarburant. Celui-ci sillonnera les routes de Belgique à la rencontre des différentes initiatives pour faire écho aux problématiques que le CST entend soulever. Trois thématiques seront mises en avant dans un premier temps : les rapports à *l'énergie*, à sa production, sa distribution et ses modes de consommation, les *transports* publics et les effets de l'accès gratuit sur le quotidien des usagers ; enfin, comment ces deux premières questions peuvent s'intégrer dans la construction d'*utopies* concrètes. Dans chaque domaine, l'écolabus essaiera d'être un lieu de débats entre les différents discours que l'on croisent dans la mouvance alternative et écologique. Faut-il de nouvelles sources d'énergie ou réduire notre consommation ? Comment articuler transports gratuits et mobilité ? Autour de la circulation de l'écolabus, d'autres projets sont déjà envisagés comme un atelier mécanique pour apprendre à convertir son moteur au biocarburant, des liens avec les agriculteurs pour voir ce que peut signifier produire de l'énergie, un pôle utopique prenant en compte la question des déplacements dans les projets alternatifs, une galerie des Bus-Arts offrant l'aménagement et la décoration de l'écolabus à des artistes, etc. *Collectif sans ticket, 35, rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles, tél : 02 644 17 11.*

DR

ILE-DE-FRANCE

Archipel, un écocentre

Archipel est un projet d'écocentre qui aimerait regrouper des activités professionnelles sur un même lieu (à Sucy-en-Brie, à 15 km au sud de Paris, 200 m du RER A). Les projets actuellement en préparation portent sur un magasin de produits biologiques, un restaurant bio-café-musique, un comptoir de matériaux écologiques, une salle polyvalente pour les réunions, des bureaux. D'autres partenaires sont recherchés pour renforcer le projet : cabinet d'architecture bioclimatique, magasin de vélos, associations, commerce équitable, centre de documentation, artisanats, voyages différents, etc. Une SCI (société civile immobilière), Pierre Vivante, a été créée pour l'achat du terrain et la construction du bâtiment. Chaque structure sera locataire et associée de cette SCI. Les locataires seront regroupés dans un GIE (groupement d'intérêt économique) qui assurera la cohésion et la promotion de l'écocentre Archipel. Le bâtiment lui-même devra être une vitrine de l'éco-construction. L'ouverture de ce centre est prévu pour 2004. *La Pierre Vivante, tél : 01 60 77 85 58.*

GAP

Bibliothèque de l'écologie

Depuis 1965, Roland de Miller, écrivain et documentaliste, collecte des documents, livres et revues sur l'écologie. De 1985 à 2002, il avait installé sa bibliothèque de l'écologie dans le petit village de Sigoyer (Alpes-de-Haute-Provence). La gestion du fonds devenant trop lourde, il a passé un accord avec la ville de Gap. Son fonds (36 tonnes !) sera intégré dans le fonds général de la bibliothèque communale, Roland de Miller étant engagé depuis avril 2002 pour réaliser concrètement cette intégration. Ce fonds propose 30 000 livres, 700 collections de périodiques et des archives de documents divers. Ce fonds sera par la suite géré en partenariat avec le Conservatoire botanique national, le parc national des Ecrins, le réseau alpin des espaces protégés, l'Université de la Méditerranée, l'agence régionale pour l'environnement... L'installation est en cours et devrait être consultable par le public d'ici la fin 2003. *Roland de Miller, Bibliothèque de l'écologie, Services techniques municipaux, 31, route de la Justice, 05000 Gap, tél : 04 92 52 40 39.*

PAS-DE-CALAIS

Jeûne et randonnée

La maison d'accueil des Sept Vallées organise du 13 au 20 avril une semaine de jeûne liquide avec randonnée. Cette cure de jouvence propose des randonnées douces, des temps de repos, des moments de partage, le tout dans un lieu particulier : maison en habitat naturel (chanvre, bois, laine de mouton...), recyclage des déchets, récupération des eaux de pluie, écoproduits d'entretien, parc avec 28 espèces d'arbres... Le jeûne se fait ainsi : deux jours avec jus de fruits et légumes, quatre jours avec jus et bouillons, un jour de reprise avec fruits, légumes et protéines. Un encadrement est assuré par un naturopathe. *La maison du pays des Sept Vallées, 4, rue du Bas-Parcq, 62770 Le Parcq, tél : 03 21 03 69 96.*

BOURG-EN-BRESSE

Jouir de la consommation ?

Le prochain café-rencontre de Bourg aura pour thème «le bonheur : jouir de la consommation et de la vie pendant qu'il est encore temps ?». Il se tiendra le vendredi 7 mars au café *Onlyou,* place des Bons-Enfants. Le suivant, le vendredi 4 avril portera sur «à quoi servent les racismes». *CEN, 197 c, allée des Aviateurs, 01000 Bourg, tél : 04 74 23 95 52.*

VAR

Reconquérir des terres agricoles

A Saint-Zacharie, petit village provençal à 35 km de Marseille, une modification du plan d'occupation des sols a fait passé quelques hectares des terres agricoles maraîchères restantes en zone constructible avec un projet de centre commercial. Un collectif s'est mis en place pour essayer de maintenir ces terres en zone de maraîchage et y soutenir l'installation d'un jeune agriculteur. Un groupement foncier agricole a été mis en place pour collecter les 85 000 € nécessaires. Devant l'annonce du projet, avec déjà une cinquantaine de personnes ayant pris des parts, la Safer, qui devait statuer sur l'avenir des terrains le 2 décembre dernier, a reporté sa décision et le conseil général du Var a retiré sa proposition d'achat. Un appel est lancé pour finir de réunir le capital. Renseignements : *Christine Coquio, 15, cours de Verdun, 13390 Auriol.*

ISÈRE

Echanges et citoyenneté du monde

L'APECIMM, association interculturelle, propose du 7 au 14 juin une rencontre franco-allemande dans les Alpes du sud de l'Isère, avec au programme la démocratie participative, le commerce équitable, l'agriculture bio face aux OGM, le refus de la mondialisation, avec une alternance de réunions et de visites en extérieur. Deux autres rencontres sont prévues cet été, la première pour les 18-25 ans, du 6 au 15 juillet, l'autre pour les parents et les enfants, du 19 au 26 juillet sur le thème de l'environnement. Pour les jeunes, des aides de l'office franco-allemand de la jeunesse sont possibles, mettant les rencontres à prix abordable. *APECIMM, 38930 Avers-Lalley, tél : 04 76 34 74 71.*

GRENOBLE

Le nouvel Encre-Rage

La librairie alternative de Grenoble, que nous avons largement présentée dans le numéro spécial Isère, a vu son bail non renouvelé par leur ancien propriétaire et se trouve dans l'obligation de déménager. Afin d'éviter que cela ne se reproduise, l'association de soutien à la librairie, plus de 200 adhérents, a décidé d'acheter les nouveaux locaux. Un local a été trouvé : 220 m2 dans le quartier Saint-Bruno (bord du centre-ville) à 120 000 €. La Nef, société financière alternative, accorde un prêt. Pour concrétiser le projet, il faut donc dans un premier temps réunir 40 000 €. La libraire cherche des personnes qui peuvent soit faire des dons, soit faire des prêts sans intérêt (à délai à déterminer). *L'Encre-Rage, 6, rue Etienne-Forest, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 87 53.*

RHÔNE

Formation au tissage

Pour apprendre à réaliser le tissu de vos rêves, Christine Poirier organise des stages à la carte, avec accueil en gîte : *Christine Poirier, 69870 Saint-Just-d'Avray, tél : 04 74 71 11 35.*

Fêtes, foires, salons

■ **Paris : 16e Vivre autrement naturellement.** 27 février au 3 mars, Espace Auteuil, porte d'Auteuil, Paris 16e. 200 exposants : bio, habitat sain, environnement, santé, tourisme... 40 ateliers et diverses animations. Conférences : comment sensibiliser les enfants des villes à la nature, les plantes sauvages comestibles, les valeurs nutritionnelles de la bio, le stress, les huiles essentielles. *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Picardie : marché bio de Rivery.** 2 mars, sur le thème de la maison écologique, présentation de matériaux par la Biocoop Picardie. Atelier cuisine. *AABP, 19 bis, rue Alexandre-Dumas, 80096 Amiens cedex 3, tél : 03 22 33 69 33.*

■ **Lyon : 17e Primevère.** 7 au 9 mars. Eurexpo-Chassieu. 400 exposants dont 40 % d'associations, 25 % de bio, et également énergies, environnement, commerce équitable, habitat sain, etc. L'un des rares salons à s'ouvrir aux questions sociales et à en tenir compte dans sa sélection. Thème de l'année : la citoyenneté. Parmi les conférences : l'école ou comment apprendre à être citoyen, les médias contrôlent notre conscience, l'insécurité une conséquence, démocratie participative et conseils de quartier, la désobéissance civile, les coulisses de la grande distribution, comment savoir si c'est bio, le lobby de la gâchette, nucléaire la démocratie bafouée, la diabolisation du chanvre, les missions civiles de paix en Palestine, Sauvons des vies surveillons les armes, le tourisme équitable, les vaccinations, l'autoconstruction en matériau sain, être jeune parent, mensonges sur Tchernobyl... *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 74 72 89 90.*

■ **Lot-et-Garonne : Mots libres, Terre nouvelle.** 8 et 9 mars, Sainte-Bazeille (près de Marmande). Afin de faire la promotion des livres et des revues différentes, l'association «Caillou bleu» lance le premier salon «mots libres pour terre nouvelle». *Caillou bleu, Christophe Petit, Le Petit Mayne, 47400 Gontaud-de-Nogaret, tél : 05 53 83 36 60.*

■ **Nîmes : 11e Sésame.** 14 au 17 mars, parc des Expositions. 180 exposants (30 % de bio), 60 conférences surtout autour de la santé. *Goral, 126, impasse Juvenale, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.*

■ **Cambrai : 10e forum bio.** 15 et 16 mars, palais des Grottes, 60 exposants. *Nature et Progrès, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.*

■ **Rhône : 14e foire au miel bio.** Le 16 mars à la salle polyvalente de Chazay-d'Azergues. 45 exposants (dont 75 % de producteurs), quelques stands énergies renouvelables, environnement. Thème de l'année : l'enfant. *Altern'info, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.*

■ **Paris : 19e Médecines douces.** 20 au 24 mars, Paris Expo, porte de Versailles, 250 exposants (50 % santé, mais aussi habitat sain, vacances). *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Bruxelles : 5e salon Bois et Habitat.** Du 21 au 23 mars, palais des expositions, à Namur. Thèmes de l'année : construction en bois, les énergies nouvelles. 250 exposants. *Bois et habitat, rue de Fraignat, 70, B 1325 Chaumont-Gistoux, tél : 32 10 68 91 25.*

■ **Toulouse : 1er Vivez nature.** 21 au 23 mars, parc des expositions. Après Paris et Lyon, premier salon à Toulouse. 160 exposants. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

■ **Finistère : 5e foire bio de Landerneau.** 22 et 23 mars, salle Saint-Ernel, 70 exposants, 70 % de bio. Promotion de langue bretonne en lien avec les écoles Diwan. *Comité de soutien à Diwan, 3, rue de la Colline, 29200 Landerneau, tél : 02 98 25 85 69.*

■ **Bourges : 3e mondial santé.** 22 et 23 mars, parc des expositions. *Serge Villecroix, 9, rue Emile-Davoust, 45000 Orléans, tél : 02 38 77 29 71.*

■ **Lyon : 9e salon Iris.** 22 et 23 mars, espace Tête-d'Or, Villeurbanne. 85 exposants en médecines douces. *Kenkoo, BP 8411, 69008 Lyon, tél : 04 75 23 44 39.*

Perpignan : 5e Primavera. 22 et 23 mars, boulodrome du parc des expositions. 180 exposants (bio, éco-produits, habitat sain, environnement, tourisme vert, etc.). Thème de l'année : les Pyrénées et les échanges transfrontaliers France, Espagne, Catalogne. *Point Info Environnement, Digue d'Orry, avenue Louis-Torcatis (face au 38), 66000 Perpignan, tél : 04 68 52 36 78.*

■ **Gard : 7e fête de l'olive et de l'olivier.** 30 mars, au jardin méditerranéen de Conilhères, à Alès. Concours de taille du 16 au 23 mars. Présentation de l'action de «Fruits oubliés» en faveur de l'olivier. *Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Allier : 5e Violette.** 5 et 6 avril, à Cusset, espace Chambon. *Nature & Progrès, La Vivère, 03210 Besson, tél : 04 70 42 85 13.*

■ **Belgique : journée des associations.** 5 avril à la Maison de Coulemont, 10, rue des Moulins, à Archennes (6 km au nord de Wavre). Expositions, stands et débats. *Amis du parc de la Dyle, Jacques Stenuit, tél : 010 86 29 76.*

■ **Aveyron : 1er Alterbio.** 6 avril, Jardin public de Saint-Affrique, foire aux produits bio, habitat écologique, énergies alternatives. 60 exposants, ateliers de démonstration, forum de discussion. *L'Eprac, association locale de protection de l'environnement, tél : 05 65 58 19 82.*

■ **Rennes : 3e Vivre et consommer autrement.** 12 et 13 avril à la Halle Martenot. Le samedi soir, à 19 h, théâtre et débat autour des pratiques de l'économie solidaire, le dimanche de 10 h à 19 h, stands et conférences : mouvement alternatif, environnement, commerce et tourisme équitable, finances éthiques, alimentation, santé alternative, habitat écologique, emploi solidaire, etc. *L'Archipel, 1, rue Anatole-France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*

Paraquat

DR

■ **Malaisie : interdiction.** Le paraquat est un insecticide dangereux et une campagne internationale demande son interdiction (voir n°289). Une première victoire a été enregistrée en Malaisie. Le gouvernement a décidé l'interdiction du produit en justifiant qu'il y a des produits moins chers et moins dangereux sur le marché. La firme Syngenta qui le commercialise fait actuellement pression sur le gouvernement malaisien pour essayer d'obtenir un retrait de l'interdiction car elle craint que cette décision fasse tache d'huile. *(Solidaire, décembre 2002)*

■ **La Suisse s'engage.** Le pesticide Paraquat est fabriqué en Suisse par Syngenta. Or, ironie, la Suisse en interdit son usage sur son territoire depuis 1989. La Suisse a ratifié le 10 janvier 2002 la convention PIC (convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause) qui indique que les produits chimiques ne peuvent être exportés sans en indiquer clairement les dangers. La Suisse, suite aux campagnes menées par les associations, vient d'accepter de faire inscrire le Paraquat dans cette convention, ce qui fait que le pesticide ne peut plus être vendu, en principe, à des pays où il n'est pas sûr que les utilisateurs puissent lire le mode d'emploi.

Niveau de vie des vaches

La Banque mondiale, dans un rapport de Nicholas Stern dénonce les aides à l'agriculture dans les pays riches : «Une vache européenne reçoit 2,5 euros d'aide par jour, une vache japonaise 7,5 euros, alors que 75 % des Africains vivent avec moins de 2 euros par jour» *(Libération, 20 novembre 2002)*

MADAGASCAR

Soutien français

Plusieurs associations (CRID, Cimade, Cédétim, Agir ici...) ont envoyé une délégation début juillet, à la fin de la crise malgache, pour connaître les besoins de la société civile. L'éjection du dictateur, soutenu jusqu'au bout par le gouvernement français, n'a été possible que par une large mobilisation non-violente de la population. Celle-ci, pendant plus de six mois, a découvert toute la richesse de l'engagement politique et aspire maintenant à développer des processus démocratiques pour éviter un retour de la «Françafrique». A leur retour, les associations ont décidé de mettre en place un groupe de soutien : *Consortium de solidarité* avec *Madagascar, c/o Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.*

MADAGASCAR

La France, terre d'asile

Le dictateur Didier Ratsiraka, comme beaucoup d'autres dictateurs avant lui, vit des journées heureuses en France depuis qu'il a été obligé de fuir Madagascar. Personne ne se soucie seulement de lui demander des comptes sur les richesses qui sont venues avec lui. *(Billets d'Afrique, novembre 2002)*

AFRIQUE

Le sida est une guerre

En 1993, l'OMS, Organisation mondiale de la santé, estimait qu'en investissant 1,5 milliard d'euros dans la prévention, on diviserait par deux le nombre de séropositifs en 2000. Rien n'a été fait et cela se traduit aujourd'hui par dix millions de morts. Aujourd'hui, l'OMS demande que les Etats riches débloquent au plus vite 10 milliards d'euros pour lutter contre le sida en Afrique, uniquement pour la prévention. Il faudrait des sommes encore plus importantes pour assurer des thérapies aux malades. En 1997, à Abidjan, Chirac s'était engagé à tout mettre en œuvre pour permettre l'accès libre aux médicaments. Cela n'a jamais été fait : la France s'en tient à une aumône de 50 millions d'euros par an... soit un millième du budget de la Défense. En 2002, 7000 Africains meurent chaque jour du sida. *(Survie, septembre 2002)*

BURUNDI

Donner autre chose

Des enfants tutsis et hutus, rescapés des massacres, ont été recueillis à Ruygi, deuxième ville du Burundi, par Maguy Barankitse et Chloé, elles aussi survivantes du carnage de 1995. Plus de mille enfants se retrouvent ainsi dans les ruines de maisons. Le lieu a été appelé *Maison Shalom* et la communauté d'enfants se veut un modèle de tolérance. Les parrainages assurent la nourriture et la sécurité des enfants, mais rien n'est disponible sur le plan éducatif et culturel. Des Français tournant un documentaire au Burundi ont décidé de créer une association pour favoriser la mise en place d'une petite salle de spectacle et d'une bibliothèque. L'association cherche des fonds, mais aussi des livres et des films. *Cinéma des anges, 11, rue Adolphe-Mille, 75019 Paris, tél : 01 53 34 02 22.*

BURKINA

Pour des haricots !

Des groupes de femmes de la zone maraîchère de Séguénéga, dans la province du Yatenga, dans le nord du pays, avaient mis en place une filière pour produire et écouler des haricots verts en France, profitant de la possibilité d'utiliser les soutes des lignes d'Air France. Mais depuis les attentats du 11 septembre 2001, Air France refuse ces chargements, estimant sans doute trop long d'en vérifier le contenu. Les femmes ont essayé alors de créer une filière de vente des haricots verts au niveau des marchés locaux, mais ce légume ne fait pas partie des habitudes alimentaires. Ainsi, sans avion, le commerce s'interrompt... Le prix du pétrole étant promis à de fortes hausses, ces échanges Sud-Nord deviendront de toutes manières de moins en moins faciles.

DR

USA

Procès contre multinationales

Unocal, société pétrolière américaine, est attaquée en justice pour avoir participé au financement du travail forcé en Birmanie. Le procès qui a débuté fin septembre, est le premier d'une entreprise américaine accusée d'avoir exploité des personnes dans un autre pays sous couvert d'une société sous-traitante. Quinze villageois birmans ont attaqué la société en 1996, à l'aide d'avocats spécialisés, concernant la création d'un gazoduc. A signaler que ce gazoduc a été financé pour moitié par Total qui pourrait être poursuivi à son tour.

D'autres procès de ce genre sont en préparation aux USA. Ainsi Coca-Cola a été attaqué pour avoir financé des forces paramilitaires en Colombie pour casser un mouvement de grève dans une de ses usines. Exxon Mobil est attaqué pour avoir financé les forces de police en Indonésie pour protéger ses exploitations de gaz. Onze villages ont porté plainte contre les exactions des policiers : violences, viols, torture, enlèvements, etc. *(Courrier international, 25 juillet 2002)*

NIÈVRE

Couleur café

Dans le cadre de la quinzaine du commerce équitable, ATTAC-Nièvre organise à Clamecy, le 4 mai à partir de 10 h une fête *Couleur café* avec propositions alternatives de consommation non seulement dans l'alimentation, mais également pour l'habillement, les loisirs, l'énergie, etc. *Attac-Nièvre, bourse du travail, boulevard Pierre-de-Coubertin, 58000 Nevers, tél : 03 86 60 12 91.*

BIRMANIE

Plainte contre Total

Le 26 août dernier, deux Birmans ont porté plainte contre Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf et Hervé Madéo, directeur de Total Myanmar pour «séquestration», la notion de «travail forcé» ne figurant pas dans le code pénal. Pour poser un gazoduc à travers la Birmanie, Total a en effet accepté que la dictature en place réquisitionne des hommes qui ont été contraints, sans salaire, ni nourriture, de construire des héliports, des routes d'accès et de défricher le tracé de ce gazoduc. Présents sur le chantier, les cadres de Total ne pouvaient pas ignorer la situation : les officiers de l'armée birmane n'hésitèrent pas à ordonner des viols contre des minorités ethniques pour obliger les hommes à travailler. Un récent rapport du sénat thaïlandais *Licence to Rape,* rapporte 625 cas de viols prouvés. *(Billets d'Afrique, octobre 2002)*

SUISSE

La parité domestique n'est pas pour demain !

DR

Une étude réalisée par l'office fédéral des statistiques, en 2000, indique qu'à la maison, les femmes font toujours l'essentiel du travail domestique. Dans les couples sans enfants, les femmes font seules 70 % des travaux, l'homme en fait seul 5 %, ils font le reste ensemble. Dans les couples avec au moins un enfant entre 0 et 14 ans, c'est pire : la femme assure 85 % des tâches seule. Dans les autres couples, la femme fait environ 80 % du travail seule.

Cela peut se traduire en heures. Dans un couple sans enfant, cela fait 28 heures pour la femme, 15 heures pour l'homme. Dans un couple avec au moins un enfant entre 0 et 14 ans, la femme fait 52 heures contre 22 heures pour l'homme.

L'étude montre des disparités encore plus énormes si l'on distingue les Suisses des étrangers. Ainsi, globalement l'économie domestique est assurée par les femmes suisses à 53 %, par les femmes étrangères à 35 %, par les hommes étrangers à 9 % et par les hommes suisses à 3 % !

Dans le domaine salarié, évidemment, les chiffres sont différents : les hommes suisses assurent 46 % de l'économie, les femmes suisses 32 %, les hommes étrangers 15 %, les femmes étrangères 7 %.

BELGIQUE

L'Etat au secours de la pension alimentaire

Les conjoints qui doivent verser une pension alimentaire pour l'éducation de leurs enfants ont trop tendance à oublier de la verser. Le plus souvent, c'est la femme qui garde les enfants et qui donc ne reçoit pas l'argent de l'ancien compagnon. Résultat : les familles monoparentales sont souvent dans la pauvreté. Pour y mettre un terme, les Ecolos belges ont proposé que ce soit l'Etat qui collecte la pension auprès de l'un et qui la verse à l'autre. Ainsi, en cas de défaillance, la personne qui élève les enfants n'est jamais pénalisée. La loi devrait être adoptée sous peu, tous les groupes politiques ayant donné leur accord.

PARIS

Femmes et sida

Le groupe *Femmes et VIH* organise chaque premier jeudi du mois une permanence pour les femmes concernées par le sida. La permanence se tient à *La Maison des femmes, 24-28, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 46 59.*

PARIS

Rapport entre étudiants et étudiantes

Constatant un retour du machisme sur les campus, la Mutuelles des étudiants (LMDE, anciennement MNEF) a lancé une campagne de quatre affiches pour promouvoir le respect mutuel : les femmes ne sont pas à consommer, quand elles disent non, c'est non, la taille du sexe n'a pas d'importance, les homos ont le droit de s'aimer. Pour clore cette campagne, elle organise des assises nationales le 22 mars à Paris. *LMDE, secrétariat général, BP210 94203 Ivry-sur-Seine.*

PARIS

Caravane du livre blanc

DR

Un Livre blanc des femmes a été lancé par les femmes des groupes de banlieue sur le thème «ni putes, ni soumises». Pour en faire la promotion, en février 2003, une caravane sillonnera la France et finira par un rassemblement national à Paris, le 8 mars 2003, journée internationale de la femme. Le livre a pour objectif de dénoncer le sexisme omniprésent, la violence verbale, physique, la sexualité interdite, le viol organisé en «tournantes», le mariage forcé, la fratrie en gardien et l'honneur de la famille ou des quartiers en prison. Les dernières étapes sont les suivantes : Charleville-Mézières, 26 février, débat sur le poids des traditions (tél : 03 24 59 24 71) ; Lille-Roubaix, le 28 février, religion et laïcité (tél : 06 67 65 12 80) ; Fontenay-sous-Bois, le 1er mars, les bandes organisées ; Sarcelles/Cergy, le 3 mars, mariages forcés ; Asnières, le 4 mars, les violences au lycée ; Epinay-sur-Seine, le 5 mars, la femme dans le milieu associatif, le dernier rempart ; Sainte-Geneviève-des-Bois, 6 mars, hommage aux marcheuses, Grigny/Evry, le 7 mars, la violence ; Paris, le 8 mars, manifestation nationale pour la journée de la femme. *Le Livre blanc des femmes des quartiers, Fédération Nationale des Maisons des potes, 190, rue de Charonne, 75020 Paris, tél : 01 44 93 23 23.*

PARIS

Les femmes s'affichent

Une exposition d'affiches réalisées par des femmes sera inaugurée le jeudi 7 mars à 18 h à *La Maison des femmes, 24-28, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 46 59.*

CRÉTEIL

Festival du film de femmes

Le 25e festival international de films de femme se tiendra à Créteil (Val-de-Marne) du 21 au 30 mars. Le festival se déroule sur plusieurs lieux : La Maison des Arts, les Cinémas du Palais et de la Lucarne (navettes gratuites depuis Paris Bastille et Châtelet). 25 réalisatrices sont invitées, de toute l'Europe. 50 films en compétition. *AFIFF- Maison des Arts de Créteil, place Salvador-Allende, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 98.*

CLERMONT-FERRAND

Femmes diplômées

L'AFFDU, Association française des femmes diplômées des universités tiendra son assemblée générale le samedi 29 mars à Clermont-Ferrand. *AFFDU, 37, avenue Massenet, 63400 Chamalières.*

AVIGNON

Lysistrata

A l'occasion de la journée des femmes, le 8 mars, la compagnie du théâtre des Carmes propose à 18h15 un spectacle sur *Lysistrata*, héroïne d'Aristophane qui lança la grève de l'amour pour contraindre les hommes à faire la paix. *Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.*

LYON

Femmes et interdits de l'islam

L'association *Regards de femme* organise un café-débat sur ce thème à La Closerie de l'Europe, 27, rue Louis-Blanc (place de l'Europe, 6e), le jeudi 6 mars à 19h45. La soirée sera animée par Sabiha Ahmine, adjointe au maire de Lyon, déléguée à l'intégration et aux droits des citoyens, Yasmina Khadra, sociologue, auteure de *Les hirondelles de Kaboul*, et une représentante de Femmes contre les intégrismes. *Regards de femmes, 33, rue Bossuet, 69006 Lyon, fax : 04 72 17 83 04.*

DR

Pour un abolitionnisme féministe

La prostitution n'est pas une «nécessité» ! Elle n'agit pas en régulateur des viols et des violences : la situation des femmes dans le monde le prouve suffisamment. Non ! il n'est pas légitime d'asservir des personne pour satisfaire les prétendus besoins irrépressibles des hommes. Non ! la prostitution n'est pas compatible avec la dignité humaine. Et elle ne le deviendra pas si on la proclame métier.

DR

Si on proclame que la prostitution est un métier, l'industrie du sexe ayant revêtu les habits de l'honorabilité pourrait étendre à son aise ses tentacules ; les violences dissimulées dans les bordels pourraient perdurer sans que nul-le ne s'en préoccupe plus. Abolir l'esclavage ne l'a pas fait disparaître totalement. Mais enfin, qui oserait aujourd'hui en défendre la légitimité ? L'abolition de la prostitution s'inscrit dans un projet de société. Un rude coup pour le patriarcat ? On l'espère bien !

Nous sommes tentées de nous réjouir de ce que le «sujet» de la prostitution occupe la scène médiatique (ou la réoccupe, pour celles et ceux qui ont connu et suivi les bouleversements des années 1970, dont les effets ne furent, considérés trois décennies plus tard, pas forcément libérateurs). Voici l'occasion de promouvoir les analyses féministes de notre société…

Interroger les fondements du système prostitutionnel, dénoncer la domination masculine, penser de nouvelles donnes pour notre société…

Le «débat» annoncé n'a toutefois pas eu lieu — ni sur la prostitution ni sur la pornographie. En lieu et place, on assiste, côté télévision, à l'exhibition de victimes «consentantes», appuyées par des «spécialistes» au verbe tout aussi haut, au mieux mollement controversées par d'autres trop minoritaires (ou trop blessées) pour se faire entendre. Côté presse, à une avalanche de discours dont les auteur-es légitiment le système prostitutionnel et la pornographie sous couvert de défendre la «liberté».

Il y aurait bien une alternative : inviter, aux «débats» tant législatifs que médiatiques, des chercheur-ses, des militant-es, qui interrogent les fondements du système prostitutionnel, dénoncent la domination masculine, pensent de nouvelles donnes pour notre société… Vous n'y songez pas ! Il tombe sous le sens que ce ne serait ni vendeur ni électoralement payant. Cela risquerait de déstabiliser le public, si bien conditionné à considérer la paresse intellectuelle comme un art de vivre. Cela risquerait de heurter la moitié (grosso modo) de la population composée de consommateurs potentiels du marché du sexe (les hommes), et l'autre moitié (grosso modo) mal préparée à (ou encore pire : sur le point de…) dénoncer et rejeter la domination qu'elle subit (les femmes, mais aussi les homosexuels et transsexuels). Cela, en outre et pour les raisons ci-dessus évoquées, mécontenterait les financeurs, rois des partis comme des médias (oui ! rois, quand bien même elles affichent un état civil féminin, tant les valeurs défendues sont patriarcales), maîtres du jeu truqué dont des milliards de personnes font sur Terre les frais.

C'est pourquoi l'association *Les Pénélopes*, via cet article, comme auparavant, prennent clairement position. Nous ne tenterons pas ici de ménager la chèvre et le chou, le proxénétisme et les personnes prostituées, le néo-libéralisme et les droits humains, le patriarcat et le féminisme… Nous n'avons, délibérément, invité à s'exprimer que des personnes défendant un projet abolitionniste féministe : chercheur-ses, militant-es et associations féministes.

Redéfinir les termes du débat

Lisons bien : abolitionniste. Ne lui substituons pas, «prohibitionniste». Le système prohibitionniste interdit la prostitution, et réprime les personnes qui s'y livrent, l'organisent et l'exploitent (mais non celles qui l'uti-

DR

Manifestation contre la prostitution infantile en Thaïlande.

lisent en tant qu'acheteurs). Le système abolitionniste réprime uniquement les exploiteurs des personnes prostituées, qu'il désigne comme des victimes. C'est pure malveillance que de prétendre que les deux se valent.

Le mouvement abolitionniste a pris naissance en Angleterre, ou fut fondée en 1875 la Fédération abolitionniste internationale (FAI). Grâce à son action, fut approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 2 décembre 1949, la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Cette convention rejette la notion de consentement de la personne prostituée, qui ne saurait blanchir les personnes tirant profit (de quelque façon que ce soit) de la prostitution d'autrui. Huit pays de l'Union européenne l'ont ratifiée : Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Luxembourg, Portugal… et la France, qui s'est, en conséquence, dotée d'une législation s'en inspirant.

Les mesures comprises dans le projet de loi Sarkozy rompent avec la position abolitionniste de la France ; elles flirtent sournoisement à la fois avec le système prohibitionniste (pénalisation des personnes prostituées) et avec le système réglementariste (interdire la rue aux personnes prostituées, c'est les pousser vers les maisons closes, et donc livrer celles qui n'y seraient pas encore tombées aux mains des proxénètes). Oui, elles sont emblématiques d'un durcissement de «l'ordre moral» : elles entérinent la «nécessité» de la prostitution, tout en la stigmatisant davantage (Cachez cette misère que je ne saurais voir). Il ne viendrait à l'idée d'aucun-e défenseur-e du système abolitionniste, même sous sa forme actuelle très imparfaite, de les approuver. Et pourtant, il faut déployer beaucoup d'énergie pour en convaincre les réglementaristes, dont la stratégie use et abuse de l'amalgame entre abolitionnistes et «moralistes».

Il est aisé de jouer sur la confusion des mots, car, comme le souligne Marie-Victoire Louis dans sa contribution au débat pour la reconstruction politique de l'abolitionnisme féministe : *«Tous les mots, tous les termes, tous les concepts que nous employons ont été constitués dans et par des analyses considérant la prostitution comme «normale», «naturelle», «évidente», « justifiée», «nécessaire». Et qu'à ces termes se sont ajoutés en outre ceux issus du libéralisme patriarcal. Tous les mots, termes, concepts employés — porteurs de siècles de légitimation de la domination patriarcale, aujourd'hui relégitimée et aggravée par le marché — doivent donc être repensés avec ce double regard critique.».* Dénoncer la domination patriarcale, en en pointant les désastreux effets, c'est aussi proposer un autre projet de société : où voit-on là une position rétrograde ?

Les personnes et/ou associations se réclamant de la «défense» des personnes prostituées accusent en outre les abolitionnistes de méconnaître la réalité de ces personnes — pire : de les mépriser. Une stratégie de culpabilisation employée tant en Europe qu'outre-Atlantique. C'est feindre d'ignorer que parmi les abolitionnistes, figurent des survivantes de la prostitution, des médecins, des travailleurs et travailleuses sociaux… qui connaissent au contraire fort bien la réalité du système prostitutionnel et exposent à qui veut bien les entendre en quoi elle consiste : état de santé psychique et physique lamentable, causé par la situation prostitutionnelle en elle-même, indépendamment même des violences «annexes» que les personnes prostituées subissent, parce que l'acte sexuel non consenti est déjà une violence.

Et puis… voudrait-on interdire aux féministes de refuser la prostitution ? Voudrait-on interdire aux intellectuel-les de penser la société ?

La traite, une nouvelle forme de colonisation

La réalité actuelle de la prostitution, ça n'est certes pas un «artisanat à la bonne franquette», mais une industrie tentaculaire, qui s'est considérablement développée durant la dernière décennie et génère les plus gros profits après ceux de la drogue et des armes. Une des facettes de la mondialisation néo-libérale dont les femmes paient le prix fort. Comme on pille les matières premières de certains pays, comme on fait venir et renvoie des contingents de travailleur-ses au gré des caprices du marché du travail, comme on délocalise des usines pour exploiter une main-d'œuvre bon marché, comme on évacue des industries polluantes en territoires lointains, on «exporte» des femmes, enfants (et hommes, dans une moindre mesure) des pays pauvres vers les pays riches. Les «marchandises» proviennent d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des pays d'Europe de l'Est, par centaines de milliers. On peut aussi les «consommer» sur place, grâce aux bons offices des organisateurs du tourisme sexuel, avec la bénédiction de certains Etats n'hésitant pas à considérer ce «commerce» comme un facteur de développement (quand ils négligent de soutenir les initiatives d'économie solidaire par lesquelles les femmes, partout dans le monde, œuvrent à un développement durable digne de ce nom). Les conflits armés favorisent cette «industrie» (là où il y a des soldats, y compris des forces «de paix», il y a des bordels), la paupérisation croissante des femmes «l'approvisionne», le culte du profit la légitimise. Utiliser des termes marchands quand on parle d'êtres humains, est-ce cruel et cynique ? Cela reflète la réalité, la vraie : des êtres humains sont traités comme des marchandises.

La prostitution génère les plus gros profits après ceux de la drogue et des armes.

Parmi les personnes prostituées en Europe, les étrangères sont de plus en plus nombreuses (70% en France, selon les estimations, difficiles en raison de l'illégalité dans laquelle vivent la plupart de ces migrantes) — et la situation est similaire aux Etats-Unis et au Québec. L'Union européenne ne peut ignorer l'ampleur prise par le trafic des êtres humains dans les pays membres et ceux appelés à le devenir bientôt, d'autant qu'elle cherche à unifier les politiques d'immigration. Mais les législateurs se soucient bien davantage d'endiguer l'immigration clandestine que de protéger les victimes de la traite et de défendre le respect des droits humains. Le lien entre trafic et prostitution n'est pas mis en exergue, alors que l'industrie du sexe l'organise pour une très large part et en absorbe les victimes. Les Etats d'où vien-

nent ces personnes sont accusés de mal contrôler leurs frontières et de laisser perdurer des conditions économiques et sociales incitant à l'émigration. Et à l'autre bout du voyage ? Ne faut-il pas qu'il y ait dans les pays riches une «demande» qui justifie «l'offre» ? On élude l'évidence : sans clients, potentiels, pas de prostitution, pas de trafic. Donc, si l'Europe s'entête à faire l'économie d'un débat de fond sur la prostitution, et même en se décidant à intensifier la répression contre les réseaux de proxénétisme, elle ne pourra éradiquer ce fléau désigné qu'est le trafic.

L'Europe divisée, la Suède en pointe

Or, en Europe, les dits «réglementaristes» sont puissants. Ils ont imposé leurs vues, après les Pays-Bas, en Allemagne. Qu'entend-on au fait, par ce terme ? Drôle d'opposition ! Comme si les abolitionnistes n'avaient pas eux aussi, imposé des règles à la prostitution — fondamentalement différentes, certes. Sont ainsi désignées les personnes revendiquant pour la prostitution le statut de «métier comme un autre». Comme quel autre ? Dans quel secteur professionnel impose-t-on des conditions de «travail» semblables à celles des bordels ? Tout le monde s'entend à dénoncer, à juste titre l'exploitation des enfants dans les usines des pays pauvres comme un esclavage (à abolir, justement). Et on voudrait légaliser l'exploitation du corps d'autrui ?

Bien sûr, ça n'est pas en des termes aussi crus que les réglementaristes présentent leur projet. Certains n'hésitent pas à le qualifier de «féministe» : il s'agirait de faire respecter la «liberté» de se prostituer, ce qui irait dans le sens de la revendication du droit pour les femmes à disposer de leur propre corps. Cynique distorsion, car ce que les féministes revendiquent c'est, via notamment le droit à contrôler sa fécondité, celui de définir et vivre sa sexualité librement (dans les limites définies par les lois). C'est-à-dire de ne plus être un objet de «plaisir» à la disposition des hommes. Or, la prostitution existe justement pour satisfaire les désirs et fantasmes masculins (quel que soit le sexe de la personne prostituée) quasi exclusivement. Et qui enrichit-elle, sinon des hommes ? (Très peu de personnes prostituées s'enrichissent, c'est une des raisons pour lesquelles elles rencontrent tant de difficulté à s'en sortir). En outre, qui, parmi les personnes prostituées, a eu le loisir d'exercer, ou non, la dite «liberté» ? Parmi celles (minoritaires) qui se disent consentantes, combien n'ont subi aucune pression ? Combien n'affirment leur «liberté» que par réaction à la stigmatisation dont elles sont victimes, parce qu'il est, pour n'importe quel individu, douloureux d'admettre que sa vie est basée sur un non-choix ?

En transformant les personnes prostituées en «travailleur-ses du sexe», on transforme du même coup les proxénètes en honnêtes commerçants. En feignant de croire à leur bonne foi concernant le consentement des personnes qu'ils exploitent, en fermant les yeux sur les violences inhérentes au système prostitutionnel, les Etats se font leurs complices.

La prostitution existe pour satisfaire les désirs et fantasmes masculins quasi exclusivement.

La Suède a suivi un tout autre chemin. C'est le seul pays au monde où l'acte d'achat sexuel est réprimé par la loi. Cette loi adoptée en janvier 1999 mûrissait depuis 1975, sous l'impulsion des féministes, à la faveur d'une presque parité politique. Partant du principe que la prostitution n'est pas compatible avec la dignité humaine, la Suède a mis en œuvre le moyen le plus simple et accessible pour tendre à son abolition : casser le marché en supprimant la clientèle. Voilà qui suppose aussi un changement radical des mentalités. Trois ans après, 81% des Suédois-es se sont affirmé-es favorables à la loi. Peu importe qu'ils aient ou non répondu en toute sincérité : la loi a attiré leur attention sur l'indignité de la prostitution, il n'est déjà plus de bon ton de se prononcer en faveur de son maintien, la réflexion suivra forcément. L'esclavage a été aboli en dépit de l'opposition des planteurs. Pourquoi se soucierait-on davantage des «besoins» des clients de la prostitution ?

P. Valda/Les Pénélopes

Ses adversaires ont clamé que cette loi n'avait fait que repousser les prostituées dans la clandestinité — réputée, aux yeux des réglementaristes, plus dangereuse que le commerce organisé ; alors que d'une part, la légalisation n'a jamais empêché le trafic d'êtres humains dans la plus parfaite illégalité ; d'autre part, les proxénètes «légaux» n'en deviennent pas pour autant non-violents ; enfin, on ne peut compter sur eux pour contrôler les violences des clients au risque de les mécontenter. En fait, la loi suédoise a eu pour effets de dissuader un très grand nombre d'acheteurs de services sexuels potentiels, donc d'éloigner les proxénètes et trafiquants, donc de diminuer le nombre de femmes entrant dans la prostitution. A l'inverse, dans l'Etat de Victoria, en Australie, où les bordels ont été légalisés en 1980, leur nombre a doublé en 10 ans.

Pénaliser le client

Le principe de la pénalisation des clients heurte encore beaucoup de gens. Il serait trop «dur» pour les pauvres hommes. De fait, il en finit avec leur prétendu droit à satisfaire leurs pulsions prétendues irrépressibles en se servant du corps d'autrui. Il porte un coup fatal à leur domination. Mais n'y a-t-il donc sur terre que des hommes épris de cette domination, avides de l'exercer, gouvernés par cet impératif dans leurs relations sexuelles ? N'y a-t-il que des hommes qui dissocient rapport sexuel et rapport humain ? Non, nous ne pouvons le croire. Alors pourquoi tant de ceux qui, en Europe, aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique latine, en Asie, ont unifié leurs voix contre la mondialisation néo-libérale, contre la dictature des marchés, contre les inégalités, restent silencieux dans le débat sur le système prostitutionnel ?

La prostitution n'est pas une «affaire de femmes». Certes, les féministes ne doivent pas se laisser déposséder du débat. Mais les hommes qui ne se reconnaissent pas dans la définition de leur sexualité (désir et plaisir) qu'implique l'existence de la prostitution, qui s'en sentent humiliés, avilis, qui désirent et/ou pratiquent déjà des relations entre les sexes (jusque dans les rapports hétérosexuels, où se réfugie volontiers sournoisement le machisme) égalitaires, riches, ouvertes sur le partage, doivent le dire haut et fort. Parce qu'il représente un véritable projet de société, l'abolitionnisme féministe est l'affaire de tous et de toutes.

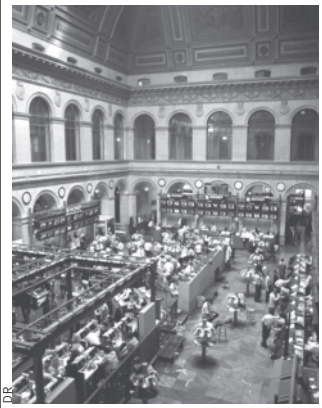
Dominique Foufelle ■

■ Les Pénélopes, 21, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 09 37.

USA

L'Illinois renonce à la peine de mort

Ebranlé par des révélations sur des erreurs judiciaires ayant conduit à la mort d'au moins 17 innocents depuis 1977, le gouverneur de l'Illinois avait ordonné un moratoire sur la peine de mort en 2000. Début janvier 2003, il annoncé la suppression de cette peine dans cet Etat alors qu'il y avait 167 condamnés à mort en prison. Entre 1998 et 2002, le nombre de condamnés à mort aux USA a baissé de 304 à 155, les exécutions de 98 à 71. L'opinion américaine reste favorable à 70 % à la peine de mort même si 53 % pensent qu'elle est appliquée de manière inéquitable (ce sont presque uniquement des noirs et des hispaniques qui sont exécutés). L'Etat du Maryland vient lui aussi de décréter un moratoire.



DR

La Bourse plonge, tu paies

Qui paie les milliards qui s'évaporent depuis trois ans des Bourses mondiales ? Les fonds placés en bourse proviennent pour une bonne part des fonds de placement gérés par les banques et les compagnies d'assurances. Si les banques font répercuter leurs pertes sur les portefeuilles de leurs clients, c'est plus discret dans le domaine de l'assurance : sous couvert d'augmentation des catastrophes naturelles, les primes sont en hausse... mais la fédération nationale des agents généraux d'assurance reconnaît qu'en fait la moitié de la hausse est imputable aux pertes boursières. *(60 millions de consommateurs, janvier 2003)*

Paysages de France L'arroseur arrosé !

En août 2002, la société Défi-France avait porté plainte contre l'association *Paysages de France* pour diffamation à la suite d'un article paru dans leur bulletin de juin. La société d'affichage réclamait 100 000 € de dommages et intérêts. Elle contestait l'affirmation qu'un de ses panneaux en photos était illégal. Lors de l'audience du 26 novembre, à Grenoble, l'association présentait au tribunal la décision du 2 décembre 1991 du conseil d'Etat condamnant Défi-France pour avoir refusé d'enlever une enseigne lumineuse illégale à Toulouse, ainsi que deux certificats d'infraction établis par la DDE concernant le panneau présenté en photo. Le tribunal ne pouvait que conclure à la justesse de l'article de *Paysages de France*. L'association a également produit un comité de soutien à la hauteur du procès : trente parlementaires et de nombreuses personnalités avaient apporté leur soutien (Hubert Reeves, Edgar Morin, Jean-Marie Pelt...). Le jugement a été rendu début janvier : la société *Défi-France* est condamnée pour procédure abusive à verser 17 000 € d'indemnités à *Paysages de France, 5, rue Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 23 75.*

Mac Crado

Th.

■ **Déficit.** Après quarante ans de développement ininterrompu, la firme a connu ses premières pertes en 2002 : 343 millions de dollars pour le seul 4e trimestre. En 2002, si la firme continue à ouvrir des néfastes-foods en Europe, elle en aura fermé plus de 200 principalement en Amérique du Nord. Pour limiter ses pertes, elle prévoit d'en fermer 600 en 2003, toujours en Amérique du nord et au Japon. *(Charente-Libre, 24 janvier 2003)*

■ **Toulouse : maison des parents.** La maison des parents pour les hôpitaux toulousains est un bâtiment de 2500 m2 qui permet l'hébergement des familles des hospitalisés. Jusqu'ici sa gestion était publique. Un bail de 99 ans vient d'être passé avec la Fondation Ronald McDonald's pour que cette dernière gère les lieux ! La Fondation n'aura qu'à payer l'eau et l'électricité ! En échange, elle fournira sans doute d'excellents repas aux parents dont les enfants sont victimes de la malbouffe ! *(rouge, 7 novembre 2002)*

Les gros rafflent la mise

En 1996, la firme Daewoo a bénéficié d'une aide de 40 millions d'euros de la part de l'Etat pour installer en Lorraine une usine de tubes cathodiques. Elle a bénéficié d'une exonération des charges pendant les premières années, d'un prêt de la Société générale et de facilités de la part de l'URSSAF. L'usine vient de fermer fin 2002, laissant un trou de 20 millions d'euros à la banque et de trois millions d'euros à l'URSSAF. Alors que beaucoup de petits voleurs sont en prison pour des sommes de quelques centaines d'euros, personne n'est encore en prison dans ce dossier qui représente au bas mot un détournement de plus de 63 millions d'euros.

Fautes d'orthographe

Le gouvernement a fait refaire à des élèves de la Somme la même dictée que celle soumise à 6000 de leurs aînés en 1920. En 1920, la moyenne était de 5 fautes. En 2002, la moyenne est passée à 17. *(Canard enchaîné, 16 octobre 2002)*

Informatique : tout est sous contrôle

Dans les années 1950, la société suisse Crypto AG met au point un système de cryptage des messages réputé inviolable qui va être développé dans les télex puis en informatique. 120 pays vont adopter le principe. En 1986, les Libyens sont étonnés de certaines révélations faites par les Etats-Unis à la suite d'un attentat à Berlin. En 1992, l'Iran est persuadé que les messages entre ses ambassades sont lus par les Etats-Unis. Le représentant de la firme Crypto AG est alors enlevé lors d'un passage en Iran. La firme est obligée alors de rendre public ce dont se doutaient plusieurs pays : depuis l'origine, la firme travaille avec la NSA, service de contre-espionnage américain, et lui fournit automatiquement la clé des messages cryptés qui sont émis par toutes les ambassades. Ainsi, pendant 40 ans, les services secrets américains pouvaient lire tous les échanges écrits entre diplomates. Les Libyens ont alors testé une autre firme suisse Gretag Data Systems, mais ils se sont aperçus que le résultat était le même. En 1999, un reporter, Duncan Campbell, a révélé qu'un accord similaire avait été passé entre NSA et Microsoft permettant à NSA de lire tous les messages qui circulent sur internet, même codés. En 2000, un rapport de la délégation des affaires stratégiques, des services secrets français, a révélé que Microsoft a été financé dès le départ par des fonds fournis par le NSA. NSA a ensuite négocié avec le géant IBM pour imposer la norme Microsoft, permettant ainsi aux services secrets militaires américains d'entièrement contrôler les échanges sur Internet.

STRASBOURG

Contre la peine de mort

Regardez les murs ! Ceux de la prison comme ceux de vos rues, et cherchez à savoir pourquoi à la peine il faudrait ajouter la mort. Une journée contre la peine de mort se déroulera le 8 mars, de 15h00 à 24h00, salle Molodoï, 19, rue du Ban-de-la-Roche à Strasbourg. L'après-midi, il y aura différentes expositions, une bibliothèque d'information sur le sujet, des tables de presse militantes et un atelier d'écriture (et dessin) aux prisonniers du monde (condamnés à mort ou pas). La soirée se conclura par un débat qui suivra le spectacle (à 20h30) «Couloirs de la mort» de l'humoriste Manuel Pratt. De 15 h à 18 h, le prix d'entrée sera de 2 euros puis il passera à 5 euros. L'argent récolté sera quasi-exclusivement versé aux prisonnier-ères. Venez découvrir et dénoncer l'univers carcéral et mortifère. *ACLS, Les Libéraleuses c/o Maison des Associations, 1 A, place des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 06 89 14 34 94.*

Lutter contre le cancer

Le président Jacques Chirac veut diminuer de moitié le nombre des malades du cancer en France. L'association *Pro Anima* lui donne le moyen d'y parvenir. Au lieu d'augmenter, en vain, les crédits pour la recherche contre les cancers quand ils sont déjà là, l'association de scientifiques demande que l'on mette l'accent sur la prévention. Car si les cancers mortels sont passés de 60 000 par an en 1970 à 90 000 aujourd'hui, c'est avant tout parce que l'on ne tient pas compte que 90 à 95 % de ces cancers ont des origines environnementales. Les pollutions chimiques sont sans doute les premières à mettre en cause. Un moyen de diminuer le nombre de cancers serait donc d'interdire les produits présents dans l'alimentation et suspectés d'être cancérigènes. Ceci permettrait à l'Etat d'économiser d'énormes sommes d'argent et de mettre fin à des recherches sur les animaux qui depuis plus de dix ans ne donnent aucun progrès thérapeutique. *Pro-Anima, 16, rue Vézelay, 75008 Paris, tél : 01 45 63 10 89.*

Bougies dangereuses

DR

La revue de consommateurs *De Konsument* (Belgique) de novembre dernier donne les résultats d'analyses de l'air après avoir brûlé des bougies «longue durée». Ces bougies, qui viennent d'Asie, contiennent un fil de plomb qui colore la flamme et ralentit la combustion. L'air d'une pièce peut contenir jusqu'à plusieurs centaines de fois les valeurs limites en plomb. De même, les bâtonnets d'encens libèrent des particules extrêmement fines pénétrant dans les poumons dont les dangers sont encore peu connus, mais ne seraient pas négligeables. *(Tam-Tam, février 2003)*

DR

Tabac

■ **Chine : aucune limitation.** Environ le tiers du tabac se consomme en Chine. Ce pays compte plus de 350 millions de fumeurs et aucune restriction n'est apportée à cette consommation. Pour le moment, 99 % de la production du tabac est locale. La Chine venant d'adhérer à l'OMC, elle va devoir ouvrir ses frontières et les multinationales du tabac espèrent s'engouffrer sur ce marché. *(Alternatives Economiques, janvier 2002)*

■ **Europe : fin de la publicité.** A partir du 31 juillet 2005, au plus tard, plus aucun événement sportif ne pourra faire apparaître de la publicité pour le tabac. Cette mesure vise surtout les courses de voitures. *(60 millions de consommateurs, janvier 2003)*

Téléphones mobiles

■ **En baisse !** alors qu'environ deux tiers de la population a adopté le téléphone portable, les opérateurs ont, pour la première fois depuis l'apparition de cet appareil, constaté une baisse du nombre d'utilisateurs : de 0,1 % entre juin et septembre 2002. *(60 millions de consommateurs, janvier 2003)*

■ **Opinion.** Selon un sondage commandé par l'INC, Institut national de la consommation et publié dans *60 millions de consommateurs* de février 2003, 32 % des utilisateurs de téléphones portables sont inquiets pour leur santé. 41 % de la population totale se déclarent inquiètes des radiations émises par les antennes-relais, 63 % disant être opposés à la pose d'une telle antenne sur leur toit, 75 % sont pour les interdire à proximité des écoles, 70 % sont pour une réglementation pour en limiter le nombre, 66 % préfèrent que l'on en diminue le nombre quitte à ce que les téléphones portables ne puissent pas fonctionner partout.

■ **Journée sans portable.** L'association *Autremonde* a lancé le 14 décembre dernier une journée sans téléphone portable, demandant à ce que chacun profite de cette journée pour réfléchir au rôle «indispensable» de ce gadget. «Le 14 décembre éteignez votre portable, le 15 décembre, ne le rallumez pas». La journée sera reconduite l'année prochaine. *Autremonde, Julien Demerval, Petit Grammont, 87470 Peyrat-le-Château, tél : 05 55 69 76 54.*

■ **Nouvelle génération, nouveaux émetteurs.** Les associations regroupées dans la campagne d'Agir pour l'environnement demandent le lancement d'une étude épidémiologique et d'une enquête d'utilité publique relatives à la troisième génération de téléphonie mobile qui nécessitera l'implantation de plus de 500 000 nouvelles antennes-relais nouvelles à travers toute l'Europe.

Benzène dans la maison

Le benzène présent dans l'essence sans plomb est connu comme cancérigène et pose des problèmes de santé pour ceux qui travaillent dans les stations-services. Mais le benzène est aussi présent dans des produits comme des peintures, certains revêtements de sols (en plastique) ou même dans la fumée des cigares. Alors que la quantité de benzène baisse à l'air libre, l'Institut français de l'environnement montre que les taux peuvent être élevés dans certains appartements. *(60 millions de consommateurs, décembre 2002)*

SUISSE

Centre prévention et santé

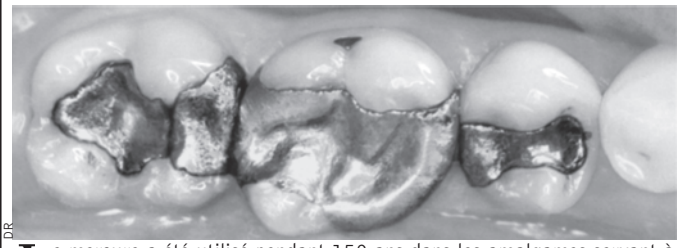
Le Centre prévention et santé de Colombier vous propose des animations-débats sur différents sujets : les OGM (7 mars), l'aromathérapie (8 et 9 de 9h30), la méthode Feldenkrais (vendredi 14 mars), la méthathérapie (15 et 16 mars), jeunes et contraception (19 mars), l'ostéoporose (21 mars), l'hyperactivité (21 mars), les hormones (27 mars), le yoga des yeux (29 et 30 mars), les amalgames (29 mars)... Centre prévention et santé, rue Haute, 21, CH 2013 Colombier, tél : 032 841 36 08.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Graines de vie

L'association *Graines de vie* propose de multiples activités : conférence «une bonne santé par la nutrition consciente, avec Mario Kaplan, le vendredi 7 mars (stage complémentaire les 22 et 23 mars), stage de géobiologie les 8 et 9 mars ou 5 et 6 avril, stage de feng shui les 8 et 9 mars, conférence «mon passé, une opportunité de construire ou détruire ma vie» avec Ginette Laliberte, le vendredi 14 mars, un jour bio en pays d'Aix, le 15 mars, journée cueillette le samedi 5 avril, conférence «l'intelligence du cœur» avec Isabelle Filliozat, le mardi 8 avril... *Graines de vie, 450, allée de la vieille Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

Danger du mercure dentaire



DR

Le mercure a été utilisé pendant 150 ans dans les amalgames servant à obstruer les trous dans les dents (avec de l'argent, de l'étain et du cuivre). Entre 35 et 40 millions de Français en ont aujourd'hui dans la bouche. En moyenne, chacun en a un gramme... soit un million de fois la dose tolérée dans un litre d'eau potable. Or ce mercure se libère sous forme liquide et gazeuse dans la salive, constituant une source d'empoisonnement régulière et provoquant des dégâts neurologiques. Des travaux médicaux ont mesuré les fuites : elles sont de 0,5 à 1 % par an. Alors que l'on multiplie les tests de toxicité sur les aliments, rien n'est fait pour des produits qui, placés dans la bouche, vont polluer la personne pendant toute sa vie. La solution consisterait à enlever les amalgames pour les remplacer par des produits moins toxiques, mais actuellement cette opération n'est généralement pas bien maîtrisée provoquant une forte contamination qui peut s'avérer dramatique. Une association se bat pour demander des études épidémiologiques sur les conséquences du mercure dans les dents et pour la mise en œuvre de méthodes d'élimination du mercure sans danger pour le patient. *Non au mercure dentaire, BP 6051, 34030 Montpellier cedex 1.*

Le droit dévié

Ce qui se passe avec les inculpés pour cause d'OGM et, plus largement, avec la mondialisation à la mode libérale, est une utilisation totalement déviante des règles du droit.

José Bové en train de faucher des OGM.

DR

Tous les non-spécialistes, comme vous et moi, ressentons qu'il y a quelque chose qui ne va pas, qui heurte ce que, en notre conscience, nous appelons «justice» quand les défenseurs des OGM, comme les tenants de la mondialisation libérale, utilisent sans vergogne aucune le Droit à majuscule et la liberté du commerce pour justifier leurs méthodes.

On s'est battu pour les Droits de l'Homme et la défense de la liberté et ils nous les resservent trafiqués, dénaturés.

Ainsi, la recherche scientifique exige aujourd'hui que soit officiellement reconnu le droit intangible de procéder à tout type de recherche. Les bébés-clones seront licites tout autant que la dispersion des gènes des plantes modifiées et c'est sans compter sur l'imagination de nos sorciers de ce siècle, lorsqu'ils sont grassement rétribués par les grandes firmes qui veulent être les premières sur le marché et bientôt les seules.

Il est certain que les OGM ne sont pas conçus pour résoudre les famines mais pour que Monsanto et deux ou trois autres réussissent à imposer, à terme, l'achat de leurs seules semences aux agriculteurs de toute la planète. D'où la ruine et la faim chez ceux qui pouvaient encore, jusqu'ici, tirer parti d'un petit champ pour se nourrir et produisaient leurs propres semences pour assurer la récolte suivante.

De la jurisdéviance

A ceux qui protestent et vont jusqu'à oser faucher les plantes dangereuses, on oppose...la loi. Car on peut toujours trouver dans le code un terme, un article, en vertu duquel on punira la bonne conduite et non pas le coupable. Ce n'est plus de la jurisprudence, c'est la nouvelle jurisdéviance.

Donc, par exemple, pour des expérimentations en plein champ d'OGM, on ne se pose pas la question de leur légitimité et de l'absence de risques, mais on brandit le «droit de propriété» pour punir celui qui fauche la récolte. Joli tour de passe-passe...

C'est un peu comme si, voyant une maison en flammes, un voisin s'y précipitait pour sauver un enfant, et que, au lieu de le remercier, les parents portaient plainte pour entrée par effraction dans leur domicile !

Que les puissants aient les moyens de s'octroyer tous les droits, c'est vieux comme l'humanité et ça s'appelle la raison du plus fort. Mais dans l'inique, dans l'intolérable, on n'a pas arrêté le progrès.

Les OGM sont conçus pour que les firmes réussissent à imposer l'achat de leurs semences aux agriculteurs.

On parle souvent de justice à deux vitesses en constatant les peines et amendes exorbitantes infligées avec grande diligence aux contestataires (la Confédération paysanne ou Greenpeace par exemple) alors que certains gros malfrats attendent pendant plusieurs années un procès où ils n'écoperont que d'une condamnation de principe.

A mon avis ce n'est pas une justice à deux vitesses. C'est une inversion du sens de la justice sous prétexte de droit.

Quelle farce on nous joue là ! Ni Kafka ni Molière n'auraient pu imaginer mieux dans l'absurdité perverse ! Vite condamner ceux qui œuvrent pour le bien commun, avant que l'exemple ne soit suivi, pendant qu'on fait semblant d'enquêter pour ceux qu'il ne faut pas ennuyer.

On peut noter un phénomène comparable avec les labos pharmaceutiques dans l'affaire des vaccinations à outrance sans que soit prouvée leur innocuité (les graves effets secondaires de celui de l'anti-hépatite B dénoncé depuis des années par *Alternative Santé - l'Impatient* viennent d'être confirmés par un rapport mais aucun vrai responsable n'a été inquiété). Mieux : l'Académie des Sciences — ah ! les bons apôtres ! — viennent de déclarer qu'il n'y a eu aucun lien de cause à effet.

Pourtant, à propos des OGM présentés jusqu'à maintenant comme une panacée, un autre rapport vient d'être publié, celui de la *Soil Association* qui défend l'agriculture bio en Angleterre. Après une enquête portant sur 6 ans de pratique des OGM en Amérique du Nord, le bilan s'avère désatreux (le soja Roundup Ready aurait un rendement inférieur de 6 à 11 % par rapport aux autres modes de culture et la nécessité du recours aux traitements chimiques a été accrue). Le Département américain de l'Agriculture parle de résultat négatif. Aux USA et au Canada les contaminations des champs voisins sont de plus en plus fréquentes et font disparaître les cultures biologiques (1).

José Bové ou non

Le 16 janvier, trente-deux personnalités, artistes et élus, parmi lesquels Robert Guédiguian, Lambert Wilson, Anémone, Philippe Torreton, Noël Mamère, Harlem Désir, Monseigneur Gaillot, ont mené une action d'arrachage de colza transgénique dans la Marne, en soutien à José Bové. Ils ont ensuite replanté du colza non-transgénique. L'action a été soutenue par Droits Devants, la Confédération paysanne, Attac, les Verts, Greenpeace...

Le 29 janvier, la cour de justice de Montpellier a refusé l'appel fait par les avocats de José Bové et René Riesel demandant que ne soient pas cumulées les deux peines avec sursis déjà prononcées.

A cette date, plus de 100 000 lettres ou cartes envoyées de France sont arrivées chez Chirac, pour demander la grâce de José Bové. Le mouvement s'internationalise avec des campagnes de cartes jusqu'au Japon (5000 courriers).

Mais cette campagne de demande de grâce ne satisfait pas tout le monde. Et plusieurs centaines de personnes, notamment dans les associations locales engagées contre les OGM, ont choisi une autre démarche : aller en groupe dans une gendarmerie pour revendiquer sa participation à une action de fauchage et demander à aller en prison.

Pour rappel :«*J'ai détruit publiquement des semences de maïs génétiquement modifiées. S'il faut aller en prison pour cela, je l'accepte. C'est une action légitime, dans le droit chemin de celle de Gandhi*». Déclaration de José Bové, en Inde, lors d'un rassemblement de paysans à Bangalore, capitale du Karnataka, contre les OGM de Monsanto, AFP, 26 septembre 2000.

■ **USA : contamination.** Cet automne, 13 500 tonnes de soja ont été retirées du marché après avoir découvert qu'elles avaient été contaminées par des repousses de maïs transgénique modifié pour produire de l'insuline, substance indispensable aux diabétiques. Cette pollution montre qu'une fois les OGM cultivés, il est impossible de contrôler leur dissémination. *(Campagnes solidaires, décembre 2002)*

■ **Canada : paysans ruinés par les OGM.** 950 paysans du Saskatchewan, certifiés en agriculture biologique, ont vu leurs récoltes de colza refusées en bio car contaminées par des OGM. Cela malgré les distances prévues pour théoriquement protéger les parcelles bio. Les paysans touchés ont entamé des procédures judiciaires contre Bayer et Monsanto, leurs pertes totales étant estimées à plus de 14 millions de dollars ! *(inf'OGM, 14 janvier 2003)*

■ **Inde : refus de l'aide alimentaire US.** Faute de certificats de non pollution par les OGM, le gouvernement a refusé de laisser décharger un cargo transportant 1000 tonnes de soja et de maïs et destinées à l'aide alimentaire. *(inf'OGM, 6 janvier 2003)*

■ **Suisse : agriculteurs et distributeurs renoncent aux OGM.** Le 22 octobre, répondant à une campagne des consommateurs, plusieurs associations professionnelles agricoles et de la grande distribution se sont engagées à refuser l'usage des OGM. Si l'on retrouve évidemment les agriculteurs biologiques, l'accord a été également signé par l'Union suisse des paysans, les producteurs suisses de lait, les patrons boulangers-pâtissiers et les distributeurs Migros, Carrefour et Coop. Un label «Suisse qualité» va être mis en place pour garantir les produits sans OGM. Les associations de consommateurs demandent maintenant un même engagement de la part des restaurateurs. *(Collectif Danger OGM Ariège)*

■ **Mille communes contre les OGM.** Un millier de maires ont essayé de prendre des arrêtés contre les OGM sur leurs communes. Mais le gouvernement fait briser ces arrêtés par le tribunal administratif. Les élus font remarquer qu'il y a une faille dans la loi : si demain une contamination aux OGM avait lieu dans la commune, les personnes ayant subi un préjudice pourrait se retourner contre la commune qui aurait les moyens de se protéger par un arrêté. Les maires des communes rurales font donc de la résistance en ce moment devant les tribunaux. *(Le Monde, 23 janvier 2003)*

■ **Académie des sciences : demande d'enquête.** Quatre députés (Yves Cochet, Verts, Geneviève Perrin-Gaillard, PS, Jean-Claude Lefort, PCF, Chantal Robin-Rodrigo, NI) ont demandé, le 3 février, la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire concernant le rapport sur les OGM publié le 12 décembre dernier par l'Académie des sciences. Yves Cochet dénonce que la majorité des auteurs du rapport ont des relations étroites avec l'industrie des biotechnologies.

■ **Grenoble : procès de dix faucheurs d'OGM.** Le 31 janvier 2003, dans Grenoble enneigée et bise glacée — avec le changement climatique, ce schéma très normal surprend — la manif grelottante en soutien aux «dix de Valence» a eu lieu. 5000 personnes selon la police et les organisateurs, pour une fois d'accord. Les plus courageux ont été les marcheurs venus de Valence en cinq jours. Météorologiquement efficaces, Longo Maï et ATTAC, aux cuisines, ont prévu d'énormes chaudrons de bonne soupe chaude. Cuisinés aussi, nos dix inculpés durent l'être, mais écoutés plus de dix minutes chacun dans un tribunal attentif à leurs propos on ne peut plus sensés. Verdict en délibéré au 14 mars, mais on a requis seulement de courtes peines avec sursis. (à noter que dans ce nouveau tribunal tout en verre — la transparence ? — on a totalement oublié l'isolation thermique, il y avait 11° dans le bureau d'accueil ce jour-là !).

Aux alentours, dans plusieurs salles, des forums très suivis, avec notamment des paysans qui veulent retrouver leur vraie place, conscients de la valeur de savoirs à sauvegarder en même temps que la terre et qui ne veulent plus être les esclaves robotisés d'une machinerie agricole libérale. Quelques idées pour la suite, par exemple demander à tous les maires, dans tous les villages, de promulguer des arrêtés pour interdire la culture d'OGM sur le territoire de la commune (difficile de prouver leur nocivité mais les migrations sont avérées d'un champ au voisin et les maires ayant le pouvoir — et le devoir — de protéger les intérêts économiques de leurs administrés peuvent invoquer les cultures bio ou traditionnelles qui risquent de disparaître en causant la ruine des agriculteurs locaux).

■ **Aude : inculpations.** un fauchage anti-OGM a été effectué à l'automne 2001 dans une ferme expérimentale de l'AGPM (une structure contrôlée par la FNSEA). Dix-huit personnes ont été inculpées dans un premier temps et finalement deux ont été inculpées : Daniel Obled et Michel David. Des gardes à vue ont eu lieu en octobre 2002. Les deux sont des animateurs de la revue *Le Grumeau alternatif, Gérard Mouret, rue des Genêts, 11290 Alairac, tél : 04 68 26 88 02.*

Reconnaître la désobéissance civile

On constate donc clairement que la législation actuelle permet de manipuler le droit pour protéger les intérêts commerciaux et c'est cette notion du droit qui est à repenser fondamentalement, car on confond allègrement légalisation, droit et justice.

Ce qui pourrait faire référence, pour assainir ce système judiciaire, ce serait de revenir à la notion de «droit naturel» dont a parlé le philosophe Léo Strauss (2), tant il est vrai qu'un code subit toutes sortes d'influences politiques ou financières dans une société donnée alors que la justice devrait en être totalement affranchie.

DR

Incendie d'OGM en Inde.

Il serait bon d'y intégrer également la notion de «désobéissance civile», ce qu'ont pratiqué nos faucheurs d'OGM lorsqu'ils ont transgressé délibérément une loi, celle de la propriété du terrain, pour faire changer une décision politique, celle qui autorise de telles expériences au mépris des conséquences. Et la recherche de la médiatisation par les inculpés prouve, s'il en était besoin, qu'il ne s'agit rigoureusement pas d'un délit, les délits répréhensibles se pratiquant plus volontiers en cachette. Il s'agit là d'actes répondant à des «motivations éthiques» et il serait urgent que ce droit-là soit reconnu comme une liberté fondamentale (3).

En attendant (une attente qui risque d'être extrêmement longue...), deux attitudes sont possibles : soit continuer des actions **pour** aller en prison, **pour** provoquer des procès afin que les problèmes graves soient enfin portés à la connaissance de tous, afin qu'un excès de ces procédures gêne les pouvoirs publics, soit l'alternative de l'initiative judiciaire.

J'appelle initiative judiciaire toute tentative d'inversion du processus en portant plainte les premiers contre les vrais coupables. Contre les semeurs de grains transgéniques pour mise en danger d'autrui, contre ceux qui tolèrent ces expérimentations (ils peuvent être poursuivis pour non-assistance à personnes en danger) (4).

Les lois et les règles ont toujours été partiales et faillibles mais devant les technologies actuelles, elles sont totalement dépassées. Et les lois récentes ou en cours d'élaboration sont précisément en train de verrouiller encore plus le système (voir immunité présidentielle).

Il s'agit aujourd'hui de défendre le monde du vivant, de rendre impossible que quiconque puisse avoir l'outrecuidance de le breveter.

Il nous faut une justice universelle et non plus des lois poussiéreuses et sujettes à toutes les interprétations nocives. Ceux qui n'agissent que pour leur profit au mépris de toute prudence sont à mettre hors la loi.

Madeleine Nutchey ■

(1) Dernière nouveauté, l'introduction de gènes cancérigènes pour accélérer considérablement les mutations (hypermutabilité), méthode préconisée par la société américaine Morphotek à cause de son intérêt dans l'industrie pharmaceutique et l'agro-alimentaire.

(2) *Droit naturel et histoire* Léo Strauss. Et aussi : *Théorie de la justice* de John Rawls, ainsi que les textes de Henri David Thoreau.

(3) Lire les réflexions de l'avocat François Roux dans *En état de légitime révolte.*

(4) note de Michel Bernard : plus de 10 000 plaintes pour ce motif ont été déposées entre 1995 et 1997 contre Superphénix. Elles ont toutes été classées sans suite ! Le citoyen peut multiplier les plaintes, cela n'en fait pas pour autant une affaire judiciaire.

Petites phrases

«Les inégalités sont criantes dans nos pays. Et elles ne sont pas une tare du système que l'on pourrait corriger, elles lui sont inhérentes. C'est le prix à payer pour qu'il y ait plus de riches. Des gens aussi éloignés l'un de l'autre comme Alain Minc, qui parle de mondialisation heureuse, et Christian Comeliau le disent : le système produit à la fois de l'efficacité et de l'inégalité. C'est ça le développement et nous ne sommes pas obligés d'accepter cette logique»
Gilbert Rist, Courrier de la Planète, n°67, 2002.

ARGENTINE

Les gros raflent la mise

La crise en Argentine provoquant un effondrement de sa monnaie, certains en profitent comme la firme Jet Tours qui informe dans le *Chasseur français* (décembre 2002) qu'elle propose désormais un domaine privé de 100 000 hectares aux chasseurs !

Décroissance

«Sortir de l'économie consiste à remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Cela doit certainement entraîner un dépassement de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation illimitée du capital. Cela doit encore aboutir par conséquent à un abandon du développement puisque ses mythes fondateurs, en particulier la croyance au progrès, auraient disparu. L'économie entrerait simultanément en décroissance et en dépérissement. La construction d'une société moins injuste serait à la fois la réintroduction de la convivialité, d'une consommation plus limitée quantitativement et plus exigeante qualitativement» Serge Latouche, «Le marché, l'agora et l'acropole», *Réfractions,* automne-hiver 2002.

Marchandisation du monde

■ **USA : l'argent avant la lutte contre le Sida.** Il semblait acquis qu'après d'âpres discussions, l'OMC ne poursuivrait pas les Etats qui pour raison d'épidémie de Sida, fabriquaient sans licence des médicaments contre la maladie. C'était compter sans les Etats-Unis qui, début janvier, viennent de porter plainte devant l'OMC contre l'Afrique du Sud, estimant qu'accepter ces médicaments génériques ouvrait un dangereux précédent en cas de gestion d'autres épidémies.

■ **Concentration.** Les 225 patrimoines les plus élevés de la planète possèdent autant que les 2,5 milliards les plus pauvres, soit 47 % de la population totale.

■ **L'eau : un bien public.** Il existe deux pays européens, les Pays-Bas et l'Irlande, où l'accès à l'eau est libre. Dans ces deux pays, les compteurs d'eau n'existent pas.

■ **Glencore.** Vous ne connaissez pas cette société ? C'est pourtant l'actionnaire principal de *Métaleurop,* la société spécialisée dans l'abandon des sites industriels pollués. C'est aussi la maison-mère de *Crown Resources*, l'affréteur du *Prestige.* Le siège de cette société est à Zoug, en Suisse, pays qui protège très bien ses capitaux. *(Rouge, 30 janvier 2003)*

■ **Après les violences du sommet de Gênes.** L'enquête judiciaire sur les violences policières perpétrées durant le sommet de Gênes (juillet 2001) a montré que les cocktails molotov trouvés au siège du forum social avaient été préalablement déposés sur les lieux par la police. Elle a aussi montré que les manifestants du «black block», montrés en pleine action de saccage dans tous les médias pour justifier la stratégie musclée de la police, n'étaient autres que des anges noirs «invités» par la même police italienne. La plupart des grands médias qui à l'époque des faits offraient une couverture à sensation axée sur la violence des manifestants, choisissent aujourd'hui d'ignorer totalement l'enquête italienne. *(Les Pénélopes, février 2003)*

La bouteille compactable.

■ **Danone, sponsor du sommet.** Le sommet du G8 à Evian se tiendra dans deux hôtels de luxe et un golf qui appartiennent à une filiale de Danone.

Du côté des

Dominique Zanda

■ **Kenya : Wangari Maathai.** Opposée au régime dictatorial du Kenya dirigé par Jomo Kenyatta puis par Daniel Arap Moi, Wangari Maathai avait fondé le *Green Belt mouvement*, mouvement de femmes qui s'opposait à l'exploitation de la forêt par des grands groupes forestiers, les femmes enlaçant les arbres menacés d'être abattus. Elle développait ensuite tout un mouvement de femmes autour de la réappropriation des cultures et des replantations d'arbres. Elle a reçu plusieurs prix écolo (dont le Nobel alternatif), était intervenue à Lyon en 1996 pendant le contre G7 et avait fondé ensuite le parti Vert kenyan. Le 27 décembre dernier, elle a été nommée secrétaire d'Etat à l'environnement dans le nouveau gouvernement.

■ **Brésil : Gilberto Gil et Marina Silva.** Star mondial de la samba, Gilberto Gil était devenu l'un des porte-parole des Verts au Brésil. Il a été nommé ministre de la culture dans le gouvernement de Lula. Marina Silva, analphabète jusqu'à 16 ans, est née dans la forêt tropicale, elle a rejoint la lutte de Chico Mendès, le leader syndical assassiné par les grands propriétaires terriens en 1988. Elle a poursuivi son combat et a rejoint le PT, le parti de Lula, devenant à 32 ans la plus jeune sénatrice du Brésil. Surnommée «Selva» (la forêt), elle vient d'être nommée ministre de l'environnement.

DR

DR

■ **Décroissance.** La seule liste qui parlait de décroissance soutenable, avec des idées proches de Silence fait 2,43 %. Les autres parlent tous de «développement durable».

■ **Nouvelle direction.** Le 14 et 15 décembre, à Nantes, le Congrès des Verts devait se choisir une nouvelle direction. La liste *Désir de Vert* menée par Alain Lipietz, Yves Contassot, Marie-Christine Blandin et Martine Billard avait passé un accord avec la liste *Ecolo !* animée par Maryse Arditi et Guy Hascoët. Cet accord s'est fait sur un bilan extrêmement critique de la participation des Verts au gouvernement, sur la volonté de rapprochement avec les mouvements sociaux, sur l'adhésion au principe d'autonomie contractuelle rejetant le désistement automatique en faveur d'un autre candidat de gauche et sur le refus du cumul des mandats. Ces deux motions totalisaient 54,3 % des délégués. Les statuts des Verts prévoient qu'il faut 60 % pour être élu au sein du collège exécutif (le conseil des ministres). Les minoritaires (autour de Noël Mamère et Dominique Voynet) ont voté contre les candidatures empê-

Votation citoyenne

A l'initiative d'un grand nombre de mouvements et de partis de gauche (Verts, PS, PC, Alternatifs...), une votation citoyenne a été organisée sur le modèle suisse pour demander aux gens de s'exprimer pour ou contre le droit de vote des immigrés aux élections locales. Si les sondages indiquent que cette idée est majoritairement acceptée par la population (après trois ans de résidence), l'opération n'a pas connu un grand succès : sur toute la France, 135 000 personnes seulement ont voté (à 92 % oui) essentiellement dans les grandes villes gérées par la gauche. C'est toutefois une initiative à soutenir car elle pourrait — mieux organisée — servir à contrer les décisions de nos députés pas toujours en phase avec les idées de la population.

Israël dans l'impasse

Après les élections du 28 janvier, avec 37 sièges sur 120, le parti de Sharon est en tête, mais ne dispose d'aucune majorité stable possible. La gauche totalise au mieux 34 sièges et ne veut pas siéger avec le Likhoud. Quant à l'abstention, elle a atteint 30 %, un score jamais vu dans le pays.

Verts

chant toute élection. Mi-janvier, après bien des négociations, les Verts ont trouvé un compromis. Les porte-parole sont Marie-Hélène Aubert (ex-députée), Yves Contassot (adjoint à la mairie de Paris), Mireille Ferri(représentante de la tendance Voynet-Mamère) et Yann Wehrling (Alsacien). On compte huit femmes et sept hommes. Bonne parité. Mais, par contre, sept sont de l'Ile-de-France et seulement six autres régions sont représentées.

■ **Gilles Lemaire.** C'est le nom du nouveau secrétaire national, qui prend donc la succession de Dominique Voynet. Inconnu des écolos en dehors de la région parisienne, son CV indique qu'il a commencé dans les jeunesses chrétiennes en 1968, puis est passé au PSU, aux maoïstes, avant de rejoindre le PS de 1982 à 1992. Il n'entre aux Verts qu'en 1999. Chez les Verts, on peut faire carrière rapidement.

■ **Dérapage du CRIF.** Le 25 janvier, le Conseil représentatif des institutions juives, le Crif, organisait son repas annuel. Gilles Lemaire, nouveau secrétaire national des Verts, était invité. Le président du Crif, Roger Cukierman, a alors lancé un vibrant appel à soutenir la politique de Bush, expliquant que les opposants à l'intervention en Irak représentent une «alliance brun-vert-rouge» à la limite de l'antisémitisme, mettant sous ce vocable aussi bien l'extrême-gauche que l'extrême-droite, la Confédération paysanne ou les Verts. Une nouvelle fois pour le Crif, ne pas soutenir Israël revient à être antisémite ! Gilles Lemaire a quitté la salle en déclarant «on n'appelle pas à la laïcité et à la démocratie en employant ces mots-là». Laurent Fabius pour le PS et Marie-George Buffet pour le PC n'ont pas bronché.

Issus de l'immigration

Si les enfants issus de l'immigration ont la nationalité française et peuvent voter, ils ne sont presque pas représentés dans les instances politiques. Ainsi selon une étude publiée dans *Rouge et Vert* (10 janvier 2003), il n'y avait qu'un fils d'immigré, Koffi Yamgnane, élu aux législatives de 1997, lequel n'a pas été réélu en 2002. Il n'y a aucun élu au Sénat non plus. Au niveau régional, on ne compte que 4 élus (0,24 %), également 4 élus au Parlement européen (5%), 150 élus dans les conseils municipaux des villes de plus de 50 000 habitants (et 16 issus de l'Europe) soit 3,4 %. A comparer avec leur importance dans la société : ils sont normalement 7 % dans la population.

Cela provient-il d'un rejet des électeurs ou d'une démarche des partis qui ont peur de les présenter ? Si l'on prend les responsables nationaux des différents partis en 2001, on constate qu'il y en a 0 % au MNR, au RPF, au MPF, 0,85 % au FN et chez les Verts (!), 1 % à l'UDF, 1,5 % au RPR, 2 % au PS. Ils sont par contre 10 % au MDC et 11 % au PC. Soit une moyenne de 2 %. Ceci peut s'expliquer en partie par l'appartenance des enfants d'immigrés aux classes les plus défavorisées, mais pas seulement.

De la santé du commerce extérieur

Au delà d'une certaine somme, les exportations françaises sont couvertes par la Coface, une société qui fonctionne comme un assureur. Si le client ne paie pas, c'est la Coface qui rembourse l'entreprise française exportatrice. Et cela arrive assez régulièrement, particulièrement dans le domaine de l'armement. Cette société, en théorie privée, est toujours renflouée par l'Etat. En octobre dernier, son président, M. David, sur la radio BFM, a reconnu que le déficit actuel de la Coface est «égal à celui de la sécu». Lorsque vous entendrez parler du trou de la sécu, ou des bons chiffres du commerce extérieur, vous serez désormais autorisé à sourire !

BRUXELLES

Manifestation pour le Tibet

Les associations européennes de soutien à la cause tibétaine organise une manifestation à Bruxelles le 9 mars.

Lions des Neiges, 10, rue Louis-Alagne, 69600 Oullins.

Népotisme

Françoise Villain a été nommée par décret du premier ministre, le 6 octobre 2002, membre de la section finances du conseil économique et social. Elle est la sœur cadette du même premier ministre. *(Canard enchaîné, 20 novembre 2002)*

EDF au service de la désinformation

Dans une brochure d'EDF, les éoliennes seraient dangereuses car elles soulèvent de la poussière ! Mettre trop de capteurs solaires au sol pourrait provoquer un changement climatique (rappelons que pour fournir toute l'énergie dont nous avons besoin, il suffirait de prélever 1/10.000e du rayonnement solaire !), capter l'énergie des marées pourrait aussi modifier le climat ! Et surtout, l'énergie éolienne ne peut pas se stocker (EDF ne précise pas que c'est aussi le cas de l'énergie nucléaire).

Renouvelables : penser l'énergie autrement

DR

Dans une centrale électrique classique (nucléaire, fuel ou autres), un quart seulement de l'énergie produite arrive à destination. 70 % sont perdus lors du passage du thermique à l'électricité, 3 % de pertes dans la salle des machines et encore 3 % lors du transport de l'électricité par les lignes à haute tension. Si l'on raisonne au niveau de l'éolien en cherchant seulement à remplacer la production d'électricité par une autre source de production, on maintient cette perte inévitable des trois quarts de l'énergie.

Penser autrement l'énergie, consiste alors à réfléchir aux besoins de l'utilisateur et à chercher quel est le meilleur moyen de répondre à cette demande. Ainsi, il ne sert à rien de penser à une éolienne (de taille industrielle ou de taille individuelle) pour le chauffage d'une maison individuelle. Il est beaucoup plus efficace de penser au solaire passif (serres) et à l'isolation du bâtiment. Il existe ainsi des lotissements en Suisse qui fonctionnent uniquement par solaire passif et qui n'ont même plus besoin de chauffage d'appoint... et ceci en zones de montagne, particulièrement froide.

Il est aujourd'hui possible d'avoir une installation de cogénération individuelle. Un cogénérateur est un moteur qui produit de l'électricité, mais dont les 70 % de pertes sont récupérés pour faire de la chaleur. Ce cogénérateur peut fonctionner au gaz de ville ou, solution renouvelable, à partir de biogaz, technique pour le moment encore difficile à maîtriser, mais qui se développe au niveau collectif, particulièrement en Allemagne.

Cette électricité individuelle peut dans beaucoup de cas être fournie par un toit solaire, un ensemble de photopiles, dont le coût est encore élevé, mais qui permet de profiter directement de l'énergie du soleil.

Le vrai problème n'est donc pas au niveau des maisons individuelles, mais au niveau des consommations d'électricité de l'industrie et du tertiaire. Les éoliennes ou le solaire peuvent, à ce niveau, obliger à penser des installations de grandes tailles. Cela ne justifie pas pour autant la plupart des projets de grandes éoliennes qui sont conçues pour être placées dans des endroits bien ventés et désertiques, loin des lieux de consommation. Il faut donc promouvoir les grandes éoliennes dans les sites industriels qui ont besoin d'électricité, même si le vent y est moindre : l'éolienne produira peut-être moins, mais cela peut être compensé par moins de pertes dans les transports. Il existe même des modèles d'éoliennes pour produire directement de la chaleur : les pales entraînent d'autres pales en direct qui tournent dans des bains d'huile qui par frottement chauffent ce bain d'huile. Enfin, une éolienne peut fournir de la force directement comme dans les moulins à farine. Souvent un utilisateur à besoin de force, de chaleur, mais pas d'électricité.

Pour penser autrement une politique de l'énergie, sans penser forcément aux grandes centrales éoliennes, il faudrait pour cela qu'existent des petites structures, soit des coopératives d'utilisateurs, soit des syndicats intercommunaux, comme cela se fait par exemple aux Pays-Bas et en Allemagne. Directement en lien avec les besoins locaux, ces petites structures peuvent au mieux gérer les différents modes de production (chauffage par le bois, électricité quand c'est nécessaire par l'éolien ou le solaire, carburant par la biomasse...). Cela suppose qu'au niveau du gouvernement, les lois soient faites pour favoriser ce genre de structures, ce qui n'est absolument pas le cas en France où seules les grandes multinationales arrivent à empiéter sur le domaine réservé d'EDF. **MB**

La paix par le soleil

Voulons-nous une guerre pour le pétrole ou une paix par le soleil ; une danse de mort pour un liquide puant et polluant ou une stratégie solaire durable ? Le monde s'engagera-t-il dans la voie trompeuse américaine, bardée d'extorsions, de guerre et de morts (ciblées !) pour un liquide en voie de disparition ? Et si quelques êtres sensés, raisonnables, logiques en fait, ouvraient, grâce au solaire, la porte à une cohabitation pacifique… La terreur mondiale ne peut-elle être combattue que par une expédition sanglante «à la Bush» ? Des efforts ciblés pour une justice globale et contre la pauvreté et la faim ne seraient-ils pas plus efficaces ?

C'est un fait, la dépendance du monde (riche surtout) envers le pétrole, le charbon, le gaz naturel crée la terreur et les guerres. L'économie est devenue une «économie des morts» dont les drogues sont, outre les religions prétextes, l'atome et les matières fossiles. Les compagnies pétrolières ou nucléaires sont devenues des états dans l'Etat. Tout cela pour assurer, pour quelques décennies seulement (même nos enfants n'y auront plus droit), un approvisionnement que le soleil peut assurer pour toujours.

Ce soleil, personne ne peut se le disputer ou l'occulter, surtout pas le facturer. Le soleil, c'est 15 000 fois plus d'énergie que le monde n'en a besoin. Si, comme disait Rockfeller, le pétrole c'est *«les larmes du diable»*, le soleil est, sans conteste, un cadeau du ciel.

L'humanité fait face à un dilemme : ou le monde supprime les énergies d'aujourd'hui - préservant la paix et l'avenir des enfants — ou les énergies d'aujourd'hui… tueront le monde. Tous nos élus feraient bien d'y songer. Il y va de leur responsabilité.

Christian Jacques ■
Editorial de *Tam-Tam*, février 2003.

Investissements rentables

Après l'effondrement de la bulle «internet», les fonds de capital-risque américains se sont maintenant tournés vers le marché qui semble le plus prometteur pour les années à venir : les énergies renouvelables. L'hydrogène, qui permet le stockage de l'énergie et sa restitution dans le moteur d'un véhicule, perçu comme l'alternative au pétrole, connaît aussi une grande arrivée de capitaux. Le troisième secteur sont les recherches sur les technologies propres. *(Alternatives Economiques, janvier 2002)*

SRI LANKA

Ampoules économes

L'association canadienne *Light up the World* a travaillé sur la mise au point de nouvelles ampoules économes : au lieu de tubes fluorescents, ce sont des diodes qui sont utilisées. Ces dernières sont quasiment inusables et consomment beaucoup moins. Ces diodes sont celles que l'on voit pour indiquer la veille de nos appareils électroménagers. Elles se développent chez nous pour les feux de circulation. L'association a développé une lampe à diode de 0,1 watt de puissance qui permet de diffuser un halo suffisant pour se déplacer, faire la cuisine et même lire. Des villages du Sri-Lanka ont été ainsi équipés, les lampes étant alimentées par des mini-éoliennes ou des micro-barrages. Un village complètement équipé de 700 habitations ne consomme ainsi que 70 W, l'équivalent d'une seule ampoule à filament ! L'association a reçu pour cette expérience réussie le prix Rolex Award 2002. A long terme, la généralisation de cette nouvelle génération d'ampoules devrait permettre de diminuer encore considérablement notre consommation pour l'éclairage. *(Le Point, 1er novembre 2002)*

Record de consommation

Début janvier, la France a battu à deux reprises son record de consommation électrique dépassant pour la première fois une demande supérieure à 80 000 MW. Ce record provient de la politique stupide de laisser installer des chauffages électriques (on est passé de 6 % d'habitations au chauffage électrique en 1975 à 30 % aujourd'hui, 43 % des logements neufs sont actuellement équipés en chauffage électrique, un chiffre qui baisse mais lentement). Comme en période de demande forte, les réacteurs nucléaires ne peuvent augmenter leur puissance, EDF doit mettre en route ses vieilles centrales thermiques qui polluent énormément… Ces centrales fonctionnent principalement au gaz et au fuel… Lesquels utilisés dans des chauffages individuels, du fait des meilleurs rendements, pollueraient beaucoup moins. Le nucléaire ne nous protège donc par des émissions de gaz à effet de serre.

Economies d'énergie

■ **ADEME : de nouveau sabordée !** Après cinq ans passé à la tête de l'agence pour la maîtrise de l'Energie, Pierre Radanne, proche de Dominique Voynet, a été remercié en janvier 2003. Ce changement politique prévisible s'accompagne d'une baisse du budget de l'agence de 34,5 %, ce qui augure mal des engagements de Jacques Chirac pris à Johannesburg sur sa volonté d'être le premier des écologistes. *(Sortir du nucléaire)*

■ **Lorient : Journées techniques des économies d'eau et d'énergie.** La ville de Lorient mène depuis de nombreuses années une politique efficace d'économie et d'énergie dans la commune (-50 % en 13 ans !). Pour faire partager son savoir et rencontrer d'autres communes menant de telles expériences, elle organise les 2 et 3 avril, les rencontres nationales sur les économies d'eau et d'énergie. *Tél : 02 97 35 32 72 www.lorient.com.*

Eolien

■ **Europe : prévision en hausse.** L'objectif de 40 000 MW éolien prévu par la Commission européenne pour 2010 devrait être atteint dès 2006. *(Tam-Tam, février 2003)*

■ **Aude : accident.** Alors que le vent soufflait à moins de 100 km/h, vitesse à laquelle les éoliennes se bloquent en principe automatiquement, une pale d'éolienne s'est brisée, le 28 décembre, sur le site de Névian où sont installés 18 aérogénérateurs. La pale a entraîné le reste de l'éolienne dans sa chute. L'éolienne de 75 m de haut (600 kW) était neuve et venait juste d'être installée. Il n'y a eu aucun mort, aucun blessé… bilan plus satisfaisant qu'avec un réacteur nucléaire.

■ **Manche : pressions du lobby nucléaire.** Le département de la Manche est le deuxième, après l'Aude, pour le potentiel éolien. Pourtant, à part quelques installations individuelles, aucune grosse éolienne n'a vu le jour dans ce département. Pourquoi ? Les projets y sont pourtant nombreux, mais les communes du département bénéficient des retombées des taxes du centre de retraitement d'Areva à Beaumont-Hague, des réacteurs nucléaires de Flamanville, des activités du centre d'enfouissement de déchets toujours à La Hague, du centre de triage de Valognes, des arsenaux militaires de Cherbourg…. Les syndicalistes CGT d'EDF ont été jusqu'à écrire aux mairies pour leur déconseiller d'accueillir des éoliennes. Michel Lajoinie, maire de Sortosville-en-Beaumont, retraité d'EDF, reconnaît le problème. Depuis 1996, un projet de cinq éoliennes de 60 m est prévu sur sa commune. Le permis de construire accordé en 2000 a été attaqué au tribunal par des associations d'opposants qui se sont multipliées ces derniers temps. Là où cela devient kafkaïen, c'est à Clitourps où une demande de permis de construire de six éoliennes a été également déposée… par SIIF-Energie, une filiale d'EDF ! Il serait temps que les syndicalistes du département sortent du Moyen-Age !

DOM

EDF contre la climatisation

Le service public impose que l'électricité soit vendue le même prix sur tout le territoire français. Pour EDF, cela lui coûte extrêmement cher quand l'habitat est dispersé ou quand les modes de production sont anciens, comme en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique. Dans ces départements d'outre-mer, depuis 1997, EDF, avec l'ADEME et les conseils généraux, a mis en place le label Ecodom qui fait la promotion des bâtiments conçus spécialement pour être adaptés au climat tropical et qui peuvent se passer de climatisation. Une aide financière est donnée ainsi que des conseils pour assurer une bonne isolation et une ventilation naturelle. Au lieu de faire de même en métropole, EDF ici fait la publicité pour cette même climatisation qui ne se justifie absolument pas.

ADEME

Les ouvertures sous plafond assurent une ventilation naturelle.

COLMAR

Energies habitat

La 24e édition de ce salon tout public se tiendra à Colmar, au parc des expositions, du 14 au 17 mars. 300 exposants autour des thèmes du chauffage, de l'isolation, de la décoration, de l'habitat sain, des énergies renouvelables, des ondes nocives, etc. Une vingtaine de conférences sont prévues. *Normalu Expo, 18, quai de l'Alma, 68100 Mulhouse, tél : 03 89 45 89 36.*

Essais nucléaires

■ **Vins de Bordeaux : pire que Tchernobyl ?** Les analyses du césium dans le vin sont une méthode pour détecter précisément l'année du cru. Or cette courbe indique que l'on trouve le maximum de césium 137 radioactif dans les crus situés vers 1965. Il faut rappeler que de la fin des années 50 au début des années 60, les essais nucléaires américains, français et russes se faisaient dans l'hémisphère nord et que les nuages radioactifs allaient ensuite se déposer n'importe où sans qu'on s'en inquiète à l'époque. Or les concentrations de césium atteignent en 1964 le maximum de 1100 mBq/l, chiffre qui tombe quasiment à zéro en 1985 et qui remonte, suite à l'accident de Tchernobyl... seulement à 100 mBq/l, soit onze fois moins. Une bonne partie de la hausse des cancers que l'on observe actuellement pourrait provenir de l'exposition aux nuages radioactifs des années 50 et 60.

■ **Les Pyrénées touchées.** Alors que jusqu'à maintenant les cartes officielles n'annonçaient que de faibles retombées radioactives sur les Pyrénées, la CRII-Rad a mené une campagne de mesure, à la demande des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, sur la Montagne Noire, à la limite entre les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Les prélèvements effectués entre décembre 2001 et mai 2002, au col de Salette, en forêt de Montaud et au col de Cabarétou ont montré une importante présence de césium 137 : de 5800 à 16 200 Bq/m2, valeurs élevées pour une région où la pluviométrie avait été faible en mai 1986. Des analyses complémentaires ont montré d'une part l'absence de césium 134, caractéristique du nuage de Tchernobyl et la présence d'américium 241 dont la présence provient de la désintégration du plutonium. Ceci prouve que l'on a là une pollution provenant des essais nucléaires et non de l'accident de Tchernobyl. Il est possible que cette radioactivité a été déposée par des pluies après que des nuages aient survolé les essais nucléaires français au Sahara. *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50 ou Amis de la Terre, c/o Henri Bouchard, 10, rue d'Auriol, 31400 Toulouse, tél : 05 61 25 22 27.*

BRÉSIL

Relance du nucléaire ?

DR *Le seul site nucléaire brésilien.*

Le lobby nucléaire fait le forcing auprès du nouveau gouvernement pour obtenir le lancement d'un nouveau programme nucléaire. Lula s'est prononcé pour le moment pour finir le troisième réacteur dont le chantier avait été arrêté en 1995. Le Brésil produit actuellement 95 % de son électricité grâce à des barrages hydrauliques, le reste à partir de chaudières où sont brûlés les restes de la canne à sucre. Il y a actuellement deux réacteurs en fonctionnement à Angra, totalisant 1300 MW. Le 3e réacteur est de 1000 MW. Lula, qui ne connaît guère le dossier, serait intéressé par des réacteurs plus petits, plus décentralisés, et ne générant pas de déchets radioactifs.

Tchernobyl

■ **Enfants malades.** Lors de rencontres organisés par des pronucléaires après des études sur le district de Stolyn où les populations sont restées en place après l'accident, malgré une assez forte contamination, un pédiatre a quand même donné des chiffres pour le moins affolants : en 1986-1987, le nombre d'hospitalisations pour 1000 enfants était de 150 par an. Ce nombre est passé à 500 en 1990 et 1200 en 2000. *(CRII-Rad, automne 2002)*

■ **Vers le démantèlement ?** Areva et quelques autres firmes occidentales sont à pied d'œuvre à Tchernobyl pour reconstruire un nouveau sarcophage sur le réacteur endommagé et aussi pour construire des bâtiments dans lesquels seront stockés le combustible usagé des quatre réacteurs, avant de pouvoir commencer à nettoyer les lieux. Le nouveau sarcophage est annoncé à un prix de 850 millions d'euros, le chantier de démantèlement à 3,35 milliards d'euros. *(Tam-Tam, mai 2002)*

Tchernobyl en 2002

DR

■ **5000 emplois.** La gestion du site, la surveillance, la maintenance et les chantiers de nettoyage autour du site de Tchernobyl emploient actuellement environ 5000 personnes. Toutes travaillent dans de conditions d'irradiation particulièrement mauvaises.

Japon

■ **Démissions en série.** La multiplication des révélations sur les manipulations des rapports de sûreté pour cacher les pannes et les erreurs dans les réacteurs nippons a provoqué une perte de confiance du public, mais également une avalanche de démissions dans l'industrie nucléaire. 2002 aura vu la démission du PDG de Tepco, première compagnie d'électricité, mais également de 35 directeurs dont celui de la coordination des différents réacteurs. *(Sortir du nucléaire)*

■ **Pollution au plutonium.** Parmi les scandales révélés par les associations antinucléaires, à qui les employés des centrales ont de plus en plus recours pour rendre public des documents internes, un document indique que la centrale de Fukushima a rejeté dans l'atmosphère du plutonium de 1979 à 1981.

■ **Viande à rems.** Dans le milieu syndical, on appelle «viande à rems» les intérimaires qui viennent faire de la sous-traitance dans les centrales nucléaires. Ce sont eux qui vont en «zone chaude» pour les réparations. Jusqu'il y a peu, aucun suivi médical n'était fait sur ces employés provisoires, ce qui explique sans doute

pour une bonne part que l'on ait, officiellement, peu de cancers dans les employés des centrales. Au Japon, la pratique est tellement systématique, qu'une étude a montré que depuis 1995, sur l'ensemble des centrales du pays, seuls 2,17 % du nombre d'employés sont des travailleurs fixes. 97,83 % ne sont donc pas considérés dans les statistiques médicales comme travaillant dans le nucléaire ! *(Nuke-Info Tokyo, septembre 2002)*

ALLEMAGNE

Assurance en hausse

En France, EDF étant un service de l'Etat, c'est ce dernier qui paiera (donc nous) en cas d'accident nucléaire. Les réacteurs nucléaires ne sont donc pas assurés. En Allemagne

RUSSIE

Fin du retraitement

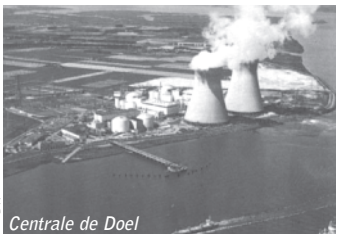
La Russie a bluffé les Occidentaux en annonçant qu'elle accepterait une importation des déchets des réacteurs de l'Ouest. Elle espérait ainsi récupérer des fonds pour achever la construction d'une deuxième usine de retraitement à Krasnoïarsk (Sibérie) dont la construction a stoppé faute d'argent en 2000. Mais les contrats ne suivant pas, le gouvernement russe a annoncé le 26 novembre dernier, par la voix de Iouri Vichnievski, chef de la sécurité nucléaire, que la première usine allait être fermée. Selon les autorités russes, le retraitement est coûteux et ne sert plus à rien (avant, il servait à extraire du plutonium militaire). Rappelons que les USA ont aussi arrêté le retraitement à la fin des années 70. Seuls la France et le Japon poursuivent. L'usine de retraitement japonaise étant fortement sous l'influence de l'Areva française. *(Sortir du nucléaire)*

DR

où les centrales sont privées, les producteurs d'électricité doivent s'assurer jusqu'à couvrir une certaine somme. Celle-ci était jusqu'à maintenant de 200 millions d'euros. Le gouvernement, avec à l'appui les coûts de gestion de l'accident de Tchernobyl, vient de multiplier cette somme par dix. Cela devrait contribuer à rendre le nucléaire encore moins intéressant.

BELGIQUE

Lente sortie du nucléaire


DR
Centrale de Doel

Le parlement belge a adopté le 6 décembre un texte qui annonce que la Belgique ne construira plus de réacteurs nucléaires et fermera les sept réacteurs actuellement en fonctionnement entre 2015 et 2035.

Francis Mer, juge et partie

Avant d'être nommé ministre de l'industrie, Francis Mer était membre des conseils d'administration d'Air France, du Crédit Lyonnais et de Framatome. Nul doute qu'il veillera à relancer cette dernière entreprise.

AREVA fait sa propagande

Areva, industriel du nucléaire, a lancé à l'automne un magazine gratuit diffusé auprès des journalistes, des élus et des «leaders d'opinion» (?). Le tirage est de 200 000 exemplaires et claironne bien fort qu'il n'y a pas d'énergie miracle ni d'énergie diabolique. Le titre de la revue ? *Alternatives* !

Réseau Sortir du nucléaire Pétition contre l'EPR

La sixième assemblée générale du Réseau Sortir du Nucléaire s'est déroulée les 1er et 2 février 2003 à Bordeaux. Une centaine de représentants des 650 groupes signataires de la charte du Réseau et des délégations venant de Catalogne, Hollande et Allemagne y ont participé.
Le Réseau organisera des rassemblements et des contre-débats lors des débats officiels sur l'énergie, organisés par le gouvernement, du 18 mars au 24 mai 2003 (à Paris, Strasbourg, Nice et Rennes). Il s'agit de dénoncer une parodie de démocratie dans la mesure où de multiples déclarations concordantes de responsables politiques annoncent, déjà, le lancement d'un second programme électronucléaire français à la fin de cette année. Lors de ces rassemblements, une pétition européenne sera lancée exigeant le retrait pur et simple du second programme électronucléaire (projet EPR). L'objectif de cette pétition est de réunir 1 000 000 de signatures. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.*

NÎMES

Manifestation contre le MOX

Le MOX est un combustible mis au point pour essayer d'utiliser du plutonium dans les centrales nucléaires classiques. Cela justifie le maintien de l'activité d'Areva à La Hague, mais surtout, cela augmente considérablement les dangers tout au long de la chaîne de production et d'utilisation de ce combustible. Le gouvernement vient d'autoriser une augmentation de la production de MOX à Marcoule. Une manifestation contre cela est organisée à Nîmes le 1er mars. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.*

MARCOULE

Inondations

A la suite de violentes pluies, le réacteur Phénix avait déjà à l'automne été victime d'un feu de sodium (celui-ci prend feu au contact de l'eau), heureusement sans gravité. Décidément, le site de Marcoule n'aime pas l'eau. A la suite d'inondations, début décembre, des produits radioactifs ont été lessivés et entraînés dans le Rhône. Bien sûr, ce *«dysfonctionnement du dispositif de rejets des effluents liquides n'a aucune conséquence sur l'environnement»*. Et tout aussi bien sûr : *«Tout a été réparé»*. Jusqu'à la prochaine crue. *(Sortir du nucléaire)*

DR
Monument dressé lors du camp d'été 2002.

Bure

■ **Chantier relancé.** Depuis le 20 juin 2002, le chantier du site d'enfouissement des déchets de Bure avait été arrêté à la suite d'une inspection du travail. Après un accident mortel, l'inspection avait révélé de graves manquements à la sécurité des ouvriers. Le tribunal a de nouveau autorisé le chantier à redémarrer le 21 novembre, après cinq mois d'arrêt et des engagements précis de l'Andra et de Bouygues sur la manière de mener le chantier. Concrètement, une restructuration sur place a pris trois mois et le chantier n'a redémarré qu'en février. *(Sortir du nucléaire)*

■ **Géothermie contre déchets.** Selon la règle fondamentale de sûreté (RFS) publiée le 1er juin 1991 par la Direction de sûreté des installations nucléaires, «les sites retenus [pour l'enfouissement des déchets nucléaires] ne devront pas présenter d'intérêt particulier du point de vue de la géothermie». Ceci afin de ne pas se priver d'une ressource future exploitable. Or, le Bureau de recherches géologiques et minières, BRGM, a publié, en 1979 et 1981, une carte de la région de Bure qui montre qu'elle est une région favorable pour la production d'énergie par géothermie. De fait, la construction du site de l'Andra est à ce jour, en pleine illégalité. *Collectif Bure-Stop, 33, rue du Pont, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*

LA HAGUE

Décrets signés

En 2000, une enquête publique se déroulait dans la presqu'île de la Hague concernant l'extension de l'usine Cogéma-Areva. Le CRILAN relevait que le président de la commission d'enquête était rémunéré par la Cogéma, moins de cinq ans avant, ce qui est interdit par la loi. Malgré cela, la Cogéma, se félicite, mi-janvier 2003, d'avoir obtenu les décrets l'autorisant à une extension des capacités de stockage en piscine de 30 %, une extension des capacités de traitement pour atteindre un maximum de 1700 tonnes par an (contre 1000 aujourd'hui), la possibilité de traiter des déchets spéciaux, comme les déchets australiens qui contiennent de l'uranium plus enrichi, comme le MOX (mélange uranium et plutonium) ou encore les déchets provenant des surgénérateurs. Tous ces nouveaux déchets sont plus difficiles à manipuler, plus dangereux et plus susceptibles de provoquer des accidents. Tous ces décrets sortent dans la discrétion... avant le débat sur l'énergie. Ces décrets ne sont pas en conformité avec la convention Ospar signée par la France qui interdit les rejets liquides en mer de produits radioactifs ou chimiques : les décrets ne précisent rien dans ce domaine. Ces décrets ne répondent pas non plus à la question du stockage de plutonium sur le site, stockage qui n'a jamais été autorisé. Alors que la Russie vient à son tour d'arrêter le retraitement, que l'Allemagne et la Belgique attendent la fin de leurs contrats avec la Cogéma pour en faire autant, à quoi sert de prévoir une extension des capacités de l'usine ? Bref, le lobby nucléaire continue d'avancer dans la plus grande illégalité, avec le soutien du gouvernement, et de la justice qui n'ose pas s'y opposer. *CRILAN, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.*

TRICASTIN

Tremblements de terre

Entre le 8 décembre et le 1er janvier 2003, à cinq reprises, les habitants de Clansayes, à quinze kilomètres de la centrale du Tricastin, ont ressenti des vibrations et entendu des craquements dans le sol. Le village a déjà été deux fois détruit par des tremblements de terre en 1772 et en 1934. Pour les réacteurs nucléaires, rien à craindre... nous dit-on.

Petites phrases

«L'équivoque de l'expression 'développement durable' garantit son succès, y compris, voire surtout, dans les négociations internationales d'autant que, puisque le développement est proclamé durable, donc implicitement sans effets négatifs, il est consacré comme le modèle absolu à généraliser sur l'ensemble de la planète» Marcel Deneux, sénateur, rapport du Sénat sur les changements climatiques.

NEW YORK

Pollution industrielle

Plusieurs manifestations ont eu lieu pour l'anniversaire des attentats du 11 septembre par des personnes malades de la «toux du World Trade Center». Le nuage qui s'est propagé sur la presqu'île de Manhattan et dans Brooklin, après l'effondrement des tours était en effet extrêmement toxique. Les tours contenaient une grande quantité d'amiante qui s'est pulvérisé dans l'air. Des médecins qui ont examiné les malades ont également découvert des fines particules de verre (de l'ordre du micron) qui ont une action similaire à l'amiante dans les poumons. Plusieurs associations de victimes du nuage dénoncent le fait que la mairie n'ait pas osé faire évacuer les quartiers pollués.

Eaux Traitements inefficaces

Un institut allemand, le Stiftung Warentest, spécialisé dans les tests de produits mis en vente, a testé les dix modèles d'anticalcaires magnétiques vendus sur le marché. Il s'agit de ces appareils que l'on met autour du tuyau d'eau entre le compteur et le robinet. Ils sont vendus entre 40 et 1800 euros et, selon l'étude, sont tous aussi complètements inefficaces. *(Tam-Tam, janvier 2003)*

AUDE

Barrage inutile

Un projet de barrage est prévu près d'Espéranza, 270 m de long, 11 m de haut, 12 hectares noyés. Ce projet est vieux de trente ans. Le maire qui portait le projet avait été battu après la déclaration d'utilité publique en 1995. Le nouveau maire, alors soutenu par les opposants au barrage, a finalement cédé à la pression de ses amis communistes (ceux qui n'arrêtent pas le progrès). Après une campagne trompeuse, un référendum se prononce en faveur du barrage (ça va créer des emplois dans le tourisme !). Comme la loi Montagne interdit de construire à moins de 300 m d'une retenue d'eau, depuis 1995, un lotissement et un supermarché se sont installés près de la future limite d'eau. Une association s'oppose au projet : *AIRE, rue du Docteur-Roueylou, 11500 Quillan.*

Marée noire

■ **Bénévoles malades.** Le manque de préparation des chantiers de nettoyage en Espagne provoque les mêmes conséquences que lors des nettoyages en Bretagne : de nombreux bénévoles sont victimes d'intoxications par les vapeurs du mazout. Au 10 janvier 2003, on comptait déjà 400 bénévoles qui ont dû être soignés pour des nausées, des difficultés respiratoires, des irritations des yeux et de la gorge... Le pétrole du *Prestige* contient 37,6 % d'hydrocarbures aromatiques, les composés les plus toxiques et les plus cancérigènes du pétrole.

■ **Manifestation monstre.** Plus de 100 000 Espagnols ont de nouveau manifesté le 4 janvier à Vigo (Galice) pour demander que «les responsables de la marée noire prennent leur responsabilité».

Gabas vivante Marche pour une eau vivante

Les opposants au barrage d'Eslourenties, dans les Pyrénées-Atlantiques (voir n°291/292) organisent une marche pour une eau vivante du 5 au 14 juillet. La marche se fera par petit tronçon près des sites où l'eau est menacée par un projet d'aménagement. Elle se terminera à Paris. *Gabas Nature et patrimoine, Xavier Bouchet, 64330 La Tuilerie Garlin, tél : 05 59 04 74 55.*

Déchets

■ **Demande de moratoire sur les incinérateurs.** Une centaine d'associations (dont les collectifs Recyclons dans les Bouches-du-Rhône, le collectif girondin Déchets, Collines humaines en Saône-et-Loire, Citoyens en action à Andorre...) ont remis une pétition au ministère de l'écologie le 30 novembre dernier demandant un moratoire sur la construction de nouveaux incinérateurs. Elles rappellent que la loi de 1992 prévoyait, parallèlement à la fermeture des décharges, une réduction efficace du volume des déchets, ce qui, à de très rares exceptions près, n'a jamais été mis en place. Elles rappellent que les incinérateurs, aussi modernes soient-ils, libèrent des produits toxiques comme les dioxines, que l'incinération ne fait que séparer les déchets entre phases gazeuse, liquide et solide, relâchant dans l'air les deux premières, que la stratégie des industriels de l'incinérateur compromet une politique efficace de recyclage, que l'énergie récupérée est rarement intéressante et que les contrats avec les collectivités manquent de transparence. *ICI-Rom, c/o AVEC, BP69, 34401 Lunel cedex.*

■ **Arrêt d'incinérateurs ?** Roselyne Bachelot a annoncé début janvier l'arrêt des derniers incinérateurs hors-normes (une vingtaine). Elle n'a pas précisé que la solution envisagée pour les remplacer est la construction de nouveaux incinérateurs qui, bien qu'aux «normes» continueront à polluer abondamment.

■ **Alsace : collecte remise en cause.** Depuis 1992, la communauté de communes de la porte d'Alsace a mis en place une collecte sélective faisant passer les déchets non triés de 370 kg par an et par habitant à 77 kg. Tout un travail de sensibilisation avait été fait pour non seulement favoriser le tri mais aussi pour agir en amont en expliquant comment ne pas utiliser d'emballages superflus. Conséquence de cela : un manque de volume pour l'incinérateur en bout de traitement, et un manque à gagner pour la communauté de communes qui touche de l'argent, via les taxes à l'enlèvement ! La communauté de communes a pris la décision en août 2002 de supprimer la collecte sélective ! Dany Dietmann, maire de la commune de Mannspach, une des communes concernées, a lancé un appel contre cette décision absurde. On peut obtenir le dossier en lui écrivant : *Dany Dietmann, Mairie, 68210 Manspach.*

Transports

■ **Un membre de la famille.** Un sondage aux USA indique que 63 % des automobilistes parlent à leur voiture, 78 % déclarent aimer leur véhicule, 43 % estiment même qu'elle fait partie de la famille ! Ça va être dur de s'en passer ! *(Ekwo, janvier 2003)*

■ **Chine : accidents mortels !** Le nombre de voitures augmentant rapidement, le nombre de morts de la route augmente en proportion. Fin 2002, le gouvernement chinois annonçait avoir passé le cap des 10 000 morts par mois (pas par an !). Cela ne comptabilise évidemment pas ceux qui meurent des nuages de pollution présents tout au long de l'année dans les grandes villes.

■ **Japon : trente-quatre ans contre un aéroport.** Depuis la fin des années 60, le gouvernement veut agrandir l'aéroport de Tokyo situé à Narita, au

Incinérateurs et malformations

Le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, s'est procuré une étude confidentielle menée conjointement par l'INSERM, Institut national de la recherche médicale, l'Institut européen des génomutations et l'AFSSAPS, Agence française de la sécurité sanitaire. Cette étude portant sur les incinérateurs de la région Rhône-Alpes met en évidence l'apparition d'enfants malformés autour des incinérateurs. Le rapport montre *«globalement des risques significatifs (...) pour deux types de malformations : les anomalies chromosomiques et les autres malformations majeures».*

L'étude épidémiologique conclut sur les chiffres suivants : les anomalies chromosomiques augmentent de 20 %, les malformations de la bouche de 29 %, les malformations des intestins de 44 %, les malformations des reins de 51 % ! Cette étude épidémiologique vient confirmer les résultats déjà observés dans la région de Besançon. Le CNIID a écrit aux ministres responsables pour leur demander un moratoire immédiat. *CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

Mireille Oria

DR

■ **Lyon : j'en ai pour deux minutes.** Les voitures sont mal garées, sur les trottoirs ou les pistes cyclables et vous protestez. Réaction du conducteur : «j'en ai pour deux minutes». Les associations de cyclistes et de piétons ont décidé de répondre par l'humour. Le samedi 22 mars, une manifestation est organisée à Lyon pour bloquer des voies automobiles à chaque fois «pendant deux minutes». *Regroupement pour une ville sans voiture, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 23 57.*

sein d'une zone maraîchère. Les paysans locaux ont toujours refusé leur expropriation. Dans les années 1970, des échanges avaient été faits avec les paysans du Larzac. Alors que ces derniers ont gagné en 1981, la lutte se poursuit toujours à Narita. Les autorités n'ont réussi en trente ans à construire qu'une piste laquelle est cernée par les champs. Tous les maraîchers sont aujourd'hui en agriculture biologique et vendent en direct sur les marchés de la capitale. Ils bénéficient d'un soutien important de la population urbaine.

■ **Pédibus pour aller à l'école.** Les enfants qui vont à l'école, en ville, font en général moins d'un kilomètre. Et pourtant, ils sont très nombreux à être accompagnés par leurs parents en voiture… parce que ces derniers ont peur qu'ils se fassent renverser par… une voiture. Cercle vicieux que la ville de Lausanne, en Suisse, a résolu en mettant en place l'opération *Pédibus* en 1999. Les parents, à tour de rôle, assure, à pied, l'accompagnement des enfants sur un parcours qui comporte des points de regroupements. L'initiative permet de réduire efficacement les petits trajets et l'initiative est actuellement reprise dans plusieurs villes françaises, avec le soutien de l'ADEME qui a publié une petite brochure explicative «Inventons de nouveaux chemins vers l'école» que l'on peut obtenir en téléphonant au *08 10 06 00 50.*

Gaucho Pas de principe de précaution !

Les apiculteurs dénoncent depuis des années les ravages que provoque l'insecticide de la firme Bayer. La production de miel est en chute dans de nombreuses régions. Les abeilles sont décimées. Et sans abeilles, pas de pollinisation, d'où des problèmes prévisibles pour la production agricole. Qu'à cela ne tienne, le 21 janvier, le gouvernement a décidé de maintenir l'autorisation du produit pour le maïs. De même, alors que les apiculteurs demandent l'interdiction du principe actif réutilisé dans un nouveau produit, le Régent (de la firme BASF), aucune mesure n'a été prise pour ce produit.

Et maintenant quelle est la justification du gouvernement ? Celui-ci aurait écouté Bayer qui affirmait que l'interdiction du Gaucho entraînerait une suppression de 75 à 159 emplois ! Combien d'emplois sont supprimés dans l'apiculture pendant ce temps ?

DR

ALLIER

Cinéma Nature

Les 14es rencontres Cinéma Nature de Dompierre-sur-Besbre se dérouleront du 21 au 23 mars au cinéma René-Fallet et à la salle du marché couvert. Environ 25 films en compétition et une vingtaine d'exposants (associations de défense de la nature et de l'environnement). *Association Rencontre Cinéma Nature, place Yves-Doret, 03290 Dompierre-sur-Besbre, tél : 04 70 34 62 81.*

TOULOUSE

Après AZF

La direction de TotalFinaElf avait promis de remplacer les 451 emplois supprimés après la fermeture d'AZF. Les conseillers en communication ont sans doute bien travaillé puisque la firme annonce la création sur le site d'une usine de capteurs solaires. Celle-ci ouvrira en principe en 2004… mais ne crée pour le moment qu'une quarantaine d'emplois. *(Sortir du nucléaire)*

Vélo Randonnée Paris-Tours

Pour faire la promotion des véloroutes entre les villes et en particulier de la liaison Moscou-Paris-Saint-Jacques-de-Compostelle, une randonnée cycliste est organisée du 6 au 15 juillet pour joindre Paris à Tours, en passant par Sénart, Champagne, Souppes-Lorris, Orléans, Beaugency, Blois, Tours. *Transeuropéenne, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 46 24 69 44.*

GRENOBLE

Les élus aiment le phosgène

L'usine Rhodia de Pont-de-Claix a vu sa production de toluène diisocyanate (TDI) passer de 7000 tonnes à 120 000 tonnes par an. Le TDI est un composé qui sert à la fabrication de peintures aéronautiques et automobiles, ainsi qu'à celle de mousse polyuréthane souple pour l'ameublement. Ce TDI est obtenu à partir de phosgène, un gaz mortel.

La commune de Toulouse, après l'accident AZF, vient d'interdire la fabrication de phosgène à proximité de la ville. L'usine Rhodia pour régulariser sa situation vis-à-vis de la directive Seveso, a dû se plier à une enquête publique en septembre 2002. Le conseil municipal de Grenoble a donné un avis favorable, seuls les élus écologistes votant contre. *(Soleil vert, février 2003)*

DR

Vallée d'Aspe

■ **La route est encore longue.** A l'occasion de l'inauguration du tunnel du Somport, le 7 janvier dernier, le ministère des transports a présenté la suite des travaux dans la vallée. Pour le moment, le projet autoroutier n'apparaît plus, mais la mise à quatre voies de l'actuelle RN134 semble bien difficile : le gouvernement espère la fin des travaux en 2018. Rappelons que ces travaux ont démarré à la fin des années 80 !

■ **Liaison ferroviaire.** Le ministère a également confirmé son intention de remettre en route la voie de chemin de fer, en particulier pour le transport de matières dangereuses. Mais aucune date de chantier n'a été annoncée.

■ **Le contribuable paie.** Alors qu'il ne sera emprunté que par 1400 véhicules par jour, dont 250 poids lourds, du fait de son inaccessibilité par la vallée d'Aspe, le tunnel de 8800 m a déjà coûté 275 millions d'euros. Et ce n'est pas fini, puisqu'il nécessite la présence permanente de pompiers et de gendarmes pour sa surveillance.

Sorties nature

■ **Midi-Pyrénées : reptiles et amphibiens.** Nature Midi-Pyrénées organise un stage sur ce thème en deux sessions : 8 et 9 mai, 10 et 11 mai, à Orniac, vallée du Célé, dans le Lot, avec hébergement en gîte rural collectif. *Nature Midi-Pyrénées, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 32.*

■ **Drôme : FRAPNA.** La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature organise une soirée sur l'ours brun (le vendredi 7 mars), une sortie sur les traces du loup dans le Vercors (dimanche 9 mars), une autre sur les traces des petits animaux (même jour), une autre sur les traces des ongulés (samedi 29 mars), enfin une journée «respect du cycliste» le mercredi 12 mars, une bourse aux vélos le samedi 29 mars, à Valence. *FRAPNA, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.*

Trucs bioclimatiques

Et si l'architecture bioclimatique consistait à retrouver le bon sens ? Et comme nous en avons au moins cinq, à ne pas se limiter, comme le font trop souvent les architectes, au seul aspect visuel.

Les notions de base de l'architecture bioclimatique, si elles ne sont pas d'une absolue simplicité, sont parfaitement décrites dans plusieurs publications anciennes et récentes (1). Très brièvement résumée, la conception bioclimatique d'un espace habité va prendre particulièrement en compte :

- la compacité des volumes chauffés (pour éviter la multiplication des parois froides),
- l'inertie thermique des planchers et/ou des murs,
- la réalisation d'espaces tampons au nord (espaces non chauffés mais dûment fermés tels que celliers, ateliers, abri bois…),
- la protection solaire des larges ouvertures vitrées au sud (par effet de «casquette») et à l'ouest pour réduire les surchauffes d'été,
- la plantation de résineux (persistants) au nord de la construction pour la protection contre les vents froids et de feuillus (feuilles caduques) au sud et à l'ouest (peu d'ombre en hiver, feuillage protégeant des surchauffes d'été),
- l'inclusion de serres solaires de préférences orientées au sud-est et dotées d'ouvrants en parties hautes pour pouvoir évacuer l'air surchauffé en été,
- la gestion des circulations naturelles d'air frais,
- la mise en œuvre d'isolations renforcées évitant au maximum les ponts thermiques et les effets d'ailettes de refroidissement (dalles des balcons, murs de refends prolongés à l'intérieur),
- enfin, il est toujours conseillé d'observer attentivement les constructions plus anciennes d'un secteur et de lire leurs formes et leurs implantations dans l'optique d'en déduire les caractéristiques les plus locales du climat.

Les plans-types, modèles, pavillons sur catalogue et autres projets du genre «prêt à bâtir», quelle que soit l'attention qui ait été portée à leur conception, ne peuvent qu'exceptionnellement se targuer d'être bioclimatiques : les principes fondamentaux ne sont valables qu'adaptés au site exact, aux vents dominants, au microclimat et aux degrés-jours du lieu (dju), aux éventuels masques solaires, aux vues, aux pentes de terrain, aux accès possibles, aux voisinages et bien sûr aux détails du programme.

En conclure, par opposition, que tous les constructeurs de bâtiments «sur mesure» connaissent sur le bout des doigts les principe de l'architecture solaire passive est là pourtant hâtif : l'exemple désastreux d'un collège réalisé récemment en Isère est là pour montrer, malheureusement, que c'est loin d'être le cas ; en juin, la température monte à 40°C à l'intérieur des classes et seule l'installation d'une coûteuse climatisation pourra atténuer, à coup de force kilowattheures, les problèmes de surchauffe d'été ; le bâtiment est par ailleurs apprécié pour son esthétique et il faut le connaître en été ou bien avoir à payer sa facture d'électricité pour en comprendre les défauts…

La vue et rien que la vue

Quittons le bioclimatique pour nous aventurer vers d'autres notions, a priori fondamentales, mais qui ne font l'objet que de rares publications ou ne sont qu'un peu enseignées (recherches sur les ambiances en architecture) : il n'est pas difficile de se faire une idée sur leurs taux d'applications pratiques. Attaquons-nous, pour voir, aux cinq sens : les bâtiments et les espaces extérieurs sont conçus et rénovés pour être utilisés par des êtres humains. Jusque là, tout le monde suit. Ces êtres sensibles ont cinq sens, l'odorat, l'ouïe, le goût, le toucher et la vue. Toujours pas, a priori, de contestation. De ce fait, la conception des bâtiments ne peut pas se limiter à être une œuvre d'art visuelle, une forme réussie du point de vue esthétique : elle doit prendre en compte les odeurs, les sons, leurs transmissions et leurs réverbérations, les sensations que dégagent les matériaux, les sensations de froid ou de chaud, etc.

Facile à écrire, cette affirmation qui n'a rien de révolutionnaire se heurte dès qu'elle est énoncée à un mur d'habitudes, de pratiques et de modes de transmission de l'information. La quasi-totalité des échanges entre concepteurs de bâtiments se fait par le biais de documents graphiques, de photos et autres photocopies et tirages, parfois de vidéos : visuel, visuel, visuel.

Au cours de sa carrière, un professionnel de la maîtrise d'œuvre aura accès, au travers des multiples revues d'architecture et d'une infinité d'ouvrages superbes et passionnants, à des centaines de milliers de réalisations plus ou moins séduisantes, plus ou moins bien mises en valeur par la photo et la mise en page. Il en visitera mille, cinq mille peut-

(1) Par exemple : *Guide de l'architecture bioclimatique*, édition Systèmes solaires, 1996 ; *Architectures d'été, construire pour le confort d'été*, Jean-Louis Izard, éditions Edisud, 1993 ; *Energy in architecture, the European passive solar handbook* Batsford for the European community, 1992 ; *Le guide de l'énergie solaire passive*, Edward Mazria, éd. Parenthèses, 1981.

Si les fumées sont noires, c'est mauvais signe !

DR

être. Il séjournera dans quelques centaines et ce n'est que sur cette faible proportion qu'il aura des informations autres que visuelles.

Cette hypertrophie de communication à sens (visuel) unique s'amplifie au fur et à mesure que les outils graphiques de communication se perfectionnent, au détriment des quatre autres sens. La vue prime tout.

Il y a longtemps que les fabricants de revêtements de sols souples en PVC (ne dites pas linoléum, il n'y a plus une goutte d'huile de lin dans leur composition) ont introduit dans leurs gammes des produits qui imitent à s'y méprendre l'aspect de certains carrelages, des parquets en bois ou des véritables linoléums. Mieux, les planchers en bois massifs sont, de plus en plus souvent, concurrencés par des revêtements de sols dont «la structure inférieure est composée de dérivés du bois sans valeur, d'une feuille de papier sur laquelle est imprimée le motif du bois et d'une épaisse couche vitrifiée synthétique». Encore plus fort : les menuiseries Lapeyre lancent la fenêtre en PVC «décor bois» à l'aide d'un film teinté dans la masse, encollé et pressé contre les montants en plastique.

La liste serait longue : pratiquement toutes les matières naturelles utilisées pour construire ont fait l'objet de reproductions visuellement très fidèles, mais avec une modification radicale de l'odeur, du toucher, du goût, de la sonorité des matériaux originaux. Pour sortir de cette conception à sens unique, la route sera longue !

DR

Olfact'truc

Pour se faire une idée de l'odeur effective d'une matière que l'on hésite à mettre en œuvre, c'est peine perdue que de questionner un vendeur ou le représentant d'une société : la réponse est immuable, «le produit ne sent rien» ou bien «l'odeur est très faible et se disperse très rapidement après la pose». Si vous souhaitez obtenir la formulation exacte du produit, vous vous heurtez au secret professionnel et, à la rigueur, il n'y a que la Fiche des données de sécurité (2) qui pourra vous fournir les premiers éléments : les industriels des matériaux de construction, regroupés au sein de l'AIMCC, Association des industries de produits de construction, ont prévu de mettre au point des fiches environnementales par produit selon 25 critères, mais il risque de couler du solvant dans leurs usines avant qu'elles ne soient aisément disponibles. Vous pouvez vous adresser aux réseaux qui font la promotion de l'architecture vivante et des matériaux sains, retourner les dizaines d'ouvrages écrits, avec brio, sur le sujet ; avec un peu de malchance, le matériau qui vous est proposé (il y en a des centaines de milliers sur le marché) ne dira rien à personne…

Abandonnez, oubliez tout, installez-vous confortablement et respirez !

Prenez l'échantillon du produit en question dans une main et de l'autre munissez-vous du meilleur testeur d'odeurs que l'homme ait inventé depuis les allumettes : le briquet !

Allumez, respirez, c'est gagné : la voilà, l'odeur que vous cherchiez depuis des jours, elle était bien là, tapie dans les entrailles du matériau qu'on allait vous vendre ; elle se dégage et très rapidement une impression, presque un sentiment vous vient à l'esprit : agréable, désagréable, angoissant, déstabilisant, suffocant ?

Une incinération en résumé. En quelques secondes, l'ensemble des odeurs qui vont se dégager d'un produit pendant toute sa durée de vie.

Faites brûler un échantillon de PVC, puis un de PEHD. Vous ne direz plus jamais que «les plastiques, c'est tous les mêmes». Faites brûler du lino naturel et faites brûler un morceau de moquette synthétique.

Faites brûler des restes de peintures glycéro, faites brûler celles vendues «sans odeurs» et ne pensez plus «sans odeur à la mise en œuvre veut dire garanti sans toxiques».

Faites brûler un (petit) morceau de polyuréthane, votre nez y verra plus clair, faites brûler un morceau des sièges de votre voiture, un morceau du tableau de bord, un morceau du tapis de sol et ne dites plus «la qualité de l'air dans l'habitacle de ma superbe auto est excellente, même quand le soleil tape dessus».

Faites brûler un ballon que les magasins ont donné à vos enfants.

Faites brûler un morceau de toile cirée et un échantillon de sac de couchage en synthétique et ne dites plus : «j'ai fait construire une maison par des spécialistes, médailles d'or toutes catégories en habitat sain (et 6e dan en HQE) et la qualité de l'air y sera toujours excellente même si j'y apporte n'importe quoi».

Rassemblez maintenant tous les échantillons partiellement incinérés ci-dessus, faites un tas, et mettez-y le feu et ne dites pas : «je ne comprends pas comment des gens peuvent mourir dans un incendie qui se passe dans leur immeuble, mais pas chez eux, asphyxiés par quoi ?» ou bien «pourquoi diable Greenpeace veut-il clore l'industrie du chlore ? Quelle muqueuse serait attaquée par quels dégagements d'acide chlorhydrique ?»

Et pour voir si votre maison est saine, faites-la brûler ! (3)

Pour voir si votre maison est saine, faites-la brûler !

Si elle dégage une fumée noire, âcre, dix jours après l'odeur fait encore suffoquer, ne la regrettez pas, quelque part, elle rendait l'atmosphère lourde et difficile : une odeur imperceptible vous empoisonnait à petit feu.

Si elle se consume en dégageant une odeur de paille, de résineux, de feuilles séchées, raté ! c'était une authentique maison saine et vous allez devoir la reconstruire aussi saine, ou même encore plus saine (l'amiante, les champs électromagnétiques et la radioactivité n'ont pas d'odeur et ne dégagent pas de fumée noire en se consumant !).

Maxime Tassin ■
Pyromane à l'atelier éO
architecte urbaniste à Grenoble.

(2) FDS, selon la norme 91-155, www.quickfds.com ou www.france-chimie.com.
(3) Si les pompiers ou votre assureur ne sont pas d'accord, essayez seulement d'imaginer à partir des échantillons.

Bush va-t-en-guerre

■ **Charte de l'ONU.** La charte de l'ONU indique dans son article 2, aliéna 3 : «les membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger». Et l'alinéa 4 : «Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans les relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies». Evidemment, les USA sont signataires...

■ **USA : propagande.** Pour essayer de contrer une opinion de plus en plus réticente, Bush a sorti un nouvel argument : l'Irak entretiendrait des liens avec Al Qaïda ! Le FBI et la CIA ont officiellement demandé au président de leur donner les informations qu'il détiendrait car personne dans leurs services n'a de tels renseignements.

■ **USA : opinion réservée.** Un sondage réalisé le 16 janvier, donne 76 % des Etats-Uniens favorables à une guerre si les inspecteurs de l'ONU trouvent des armes interdites (contre 17 %), 46 % seulement si les inspecteurs ne trouvent que des moyens de les fabriquer (contre 47 %), 28 % si les inspecteurs ne trouvent rien (contre 62 %).

■ **USA : inspections militantes.** George Bush a défini les pays dangereux par quatre critères : avoir des stocks massifs d'armes chimiques, biologiques et nucléaire ; ignorer les résolutions des Nations-Unies ; refuser de signer et d'honorer les traités internationaux ; être parvenu au pouvoir par des moyens illégitimes. Les USA répondant à ces quatre critères, le mouvement canadien anti-guerre *Rooting out Evil* a annoncé son intention d'envoyer des inspecteurs pour visiter les sites militaires des USA. Les inspections devaient commencer courant février. Il est possible de soutenir l'initiative par internet : *www.rootingoutevil.org*.

■ **Que veulent les USA ?** Un sondage international réalisé mi-janvier, demandant si les gens pensent que «Bush veut surtout contrôler le pétrole irakien» indique que 22 % des Etats-Uniens le pensent, 44 % des Britanniques, 54 % des Allemands, 75 % des Français, 76 % des Russes. «Faut-il faire la guerre contre Saddam Hussein ?» sans plus de précision, 62 % des Etats-Uniens sont d'accord, 47 % des Britanniques, 33 % des Français, 26 % des Allemands, 13 % des Turcs, 12 % des Russes.

■ **Europe : 82 % contre la guerre !** Le Parlement européen a commandé un sondage sur l'ensemble des pays européens. Celui-ci réalisé fin janvier indique que 82 % des sondés, dans trente pays, sont contre la guerre en Irak.

■ **Armes fournies par...** Dans son rapport de 12000 pages, l'Irak détaille précisément ceux qui, dans les années 80, au moment de la guerre contre l'Iran, lui ont fournit des armes chimiques et bactériologiques, en particulier des spores d'anthrax, colibacilles, virus de la fièvre du Nil, botuline, ainsi que des gaz mortels et des éléments permettant l'élaboration de l'arme nucléaire. Il s'agit principalement de l'Allemagne et... des USA ! *(Marianne, 23 décembre 2002)*

■ **Manifestations contre la guerre !** Le 18 janvier, près de 100 000 personnes ont manifesté contre la guerre à Washington, le double à San Francisco pour les plus importantes manifestations pacifistes aux USA depuis la guerre du Vietnam. A Bruxelles et à Paris, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont également manifesté. Ils étaient des milliers dans d'autres villes de France où enfin le mouvement semble prendre de l'ampleur. Plusieurs milliers de pacifistes ont marché en Espagne en direction de la base de l'OTAN de Torrejon, à dix kilomètres de Madrid, base qui servirait à la coordination des opérations américaines. Des manifestations de moindre importance ont eu lieu pour la première fois en Turquie, à Ankara et à Istanbul. 150 000 personnes ont manifesté le 24 janvier à l'ouverture du forum social de Porto Alegre (Brésil) et presqu'autant à sa clôture le 28 janvier. Ce même jour, il y a eu 10 000 manifestants à Sanaa (Yémen), autant à Karthoun (Soudan), 2000 à Beyrouth (Liban).

■ **Personnalités contre la guerre.** Clare Short, ministre britannique du développement international, a pris position sur la BBC contre un conflit sans l'aval de l'ONU. Le prince Charles a pris la même position. Le clergé anglican également. Aux Etats-Unis, plus de 30 000 artistes et intellectuels ont lancé un appel public pour rejoindre le mouvement «not in my name» (pas en mon nom).

DR *Manif à San-Franscisco.*

■ **Manipulations médiatiques.** Voici ce qu'on trouve dans un communiqué de l'AFP du 30 janvier : «huit pays européens, hormis la France et l'Allemagne, se sont rangés derrière Washington». Il n'y aurait donc plus que dix pays en Europe ? En fait, seuls cinq gouvernements de l'Union européenne (sur 15) et trois de l'Est (Pologne, République Tchèque et Hongrie) soutiennent Washington. Cela laisse 10 pays de l'Union européenne et 22 autres pays de l'Est contre la position des USA... mais tout les médias ont titré sur les huit qui soutiennent. Enfin, aucun ne rappelle que dans ces huit pays, les gouvernements prennent position contre leur opinion publique.

■ **Europe : manifestation des élus.** A l'occasion d'un discours du représentant de l'OTAN devant le parlement européen, le 29 janvier, une centaine de députés (sur 620) se sont levés et sont restés silencieux en tenant des pancartes hostiles à la guerre.

■ **Nelson Mandela appelle à la révolte.** Le 30 janvier, Nelson Mandela, ancien président d'Afrique du Sud, a lancé un appel à la population des Etats-Unis pour qu'elle manifeste en masse son opposition à la politique de son gouvernement.

■ **Charles-de-Gaulle : action de Greenpeace.** Le 4 février, des militants de Greenpeace ont déployé des banderoles en rade de Toulon pour protester contre le départ du porte-avions vers «l'est de la Méditerranée». Alors que le gouvernement affirme toujours son hostilité à la guerre, l'envoi de troupes dans cette région semble indiquer un futur changement de position. Les banderoles demandaient à la France d'user de son droit de veto à l'ONU pour empêcher une nouvelle guerre.

■ **Larzac : blocage du camp militaire.** Environ 150 personnes du plateau du Larzac ont bloqué l'entrée du camp militaire à La Cavalerie, pendant 1h30, pour protester contre les risques de guerre en Irak. Signe de l'ambiance qui règne chez les militaires : il n'y a aucune réaction négative de leur part.

Paix

Petites phrases

«Sans l'ennemi, la guerre serait ridicule
Une guerre sans ennemi, c'est comme un match de foot sans ballon.
Comment reconnaître l'ennemi ?
L'ennemi n'est pas contagieux.
D'accord, mais il est héréditaire.
L'ennemi est sournois. Quelques fois, l'ennemi est dans l'escalier, pour faire croire que c'est la concierge qui revient de suite.
L'ennemi se déguise parfois en géranium, mais on ne peut pas s'y tromper; car tandis que le géranium est à nos fenêtres, l'ennemi est à nos portes.
L'ennemi ne sait pas se tenir dans le monde.
Quand on invite l'ennemi à la campagne, il égorge nos fils et nos compagnes jusque dans nos bras»
Pierre Desproges
Manuel du Savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis.

OCÉANIE

Marche pour la paix

Une marche pour la paix partira le 1er décembre 2003 des mines d'uranium de Roxby Downs, dans le sud de l'Australie pour arriver le 6 août 2004 à Hiroshima au Japon. Cette marche de huit mois traversera l'Australie puis après un transfert, traversera une partie du Japon. *International Peace Pilgrimage, PO Box 430, Wonthaggi, Victoria 3995 Australia, site : nuclearfreefuture.tripod.com.*

USA

Nouvelles armes

Le gouvernement russe a protesté en août dernier contre un projet des USA de tester une nouvelle forme d'armements : à partir de bases au sol, il s'agirait par la création d'un violent champ électromagnétique de bloquer tous les appareils contenant de l'électronique : ordinateurs, communications, transports, etc. Les USA auraient installé des prototypes pour faire des essais en Alaska.

BRÉSIL

Les pauvres avant l'armée

La première mesure prise par le nouveau président Lula est hautement symbolique : il a reporté au moins d'un an l'achat de nouveaux avions militaires, estimant que l'argent serait plus utile pour lutter contre la pauvreté. *(Marianne, 4 janvier 2003)*

TCHÉTCHÉNIE

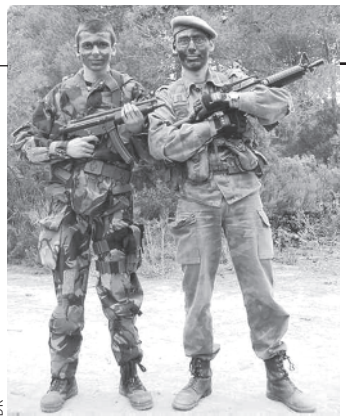
Catastrophe écologique

La guerre entre Russes et Tchétchènes se fait à coup de sabotages. Une responsable des services sanitaires du gouvernement tchétchène pro-russe a publié fin novembre un rapport indiquant que 40 % du territoire est touché par des dégâts écologiques. Près de Grozny, une zone industrielle est gravement contaminée par la radioactivité : 800 fois les normes en vigueur. D'autres contaminations radioactives ont été signalées à Goudermès, Chali, Argoun... L'eau des rivières contient de 100 à 1000 fois plus de polluants divers que les normes autorisées. Les services sanitaires s'attendent donc à une explosion de maladies diverses. *(Politis, 28 novembre 2002)*

ESPAGNE

A quoi sert l'armée ?

En supprimant le service militaire, le gouvernement espagnol pensait que les effectifs de l'armée espagnole allaient descendre et se stabiliser à 110 000. Seulement voilà, l'armée n'attire pas les jeunes et l'objectif a été rapidement dépassé : il n'y a plus aujourd'hui que 75 000 militaires professionnels et les campagnes en faveur de l'engagement ne semblent pas capables d'enrayer la chute. Voici donc un pays qui ne possède plus une armée efficace puisque sa stratégie de défense est basée sur 30 % de militaires en plus. Malgré cela, à


DR

notre connaissance, aucun des pays voisins n'a pour le moment envahi l'Espagne. Il semble donc qu'il ne soit nullement nécessaire d'avoir une armée en état de marche pour vivre en paix.

EUROPE

Alignement sur les USA

Lors du sommet de l'OTAN à Prague, mi-novembre, la direction a exigé des nouveaux membres l'adoption des normes de l'armée US pour pouvoir intégrer l'OTAN. Ces normes, sans imposer l'achat d'armes aux USA va toutefois grandement les faciliter d'autant plus que la langue officielle de l'OTAN est évidemment l'anglais. *(La Mée, 4 décembre 2002)*

ALLEMAGNE

Conscription et égalité des sexes

Alexander Dory, jeune allemand de 18 ans à l'époque, a introduit un recours devant la cour européenne de justice pour dénoncer la conscription qui, en Allemagne comme dans beaucoup d'autres pays, ne concerne que les hommes. La cour de justice doit se prononcer ce printemps 2003. *(Courrier international, 5 décembre 2002)*

L'armée recrute

Il faut croire que l'éducation nationale manque d'enseignants d'éducation physique puisque dans différents établissements scolaires de Montpellier, ce sont des militaires qui ont proposé des parcours ludiques et sportifs aux enfants. Il est vrai que l'armée est une grande fédération de sport : parachutisme, marche d'endurance, course à pied, tir, lancer de grenades, lutte rapprochée, handisport, minute de silence et enterrement. En plus, on voyage ! Interviewé dans la presse, un officier se justifie : «nous voulons juste faire passer le message que l'armée est un métier comme un autre». La Marine nationale ne dit pas autre chose en distribuant des dépliants ayant pour slogan : «Vivre sans frontières, 35 métiers, une aventure»... et de préciser «Quand la défense avance, la paix progresse». Si elle avance sur le front, ce n'est pas sûr !
Il va de soi que la défense étant nationale comme l'éducation, la première peut intervenir dans la seconde, alors que les groupes antimilitaristes ne peuvent venir s'y exprimer, car eux font de la propagande. Terminons sur une note positive : si l'armée est obligée de multiplier ces opérations de séduction, c'est parce qu'elle a le plus grand mal à recruter.

Vente d'armes

En 2001, la France se vante d'avoir vendu pour plus de 3,1 milliards d'euros d'armes. Les principaux clients sont (en millions d'euros) : les Emirats arabes unis (641), l'Arabie Saoudite (276), la Turquie (200), la Suisse (186), le Maroc (160), Taïwan (143)... Si pour certains Etats, cela correspond bien à la situation géopolitique, on peut s'interroger sur la place de la Suisse, officiellement en paix depuis 400 ans, à moins qu'il n'y ait de la revente.

Roulotte pour la paix

Amit et Aude Weisberger ont lancé le projet d'une roulotte pour la paix qui sillonnera l'Europe en faveur de la paix en Israël et Palestine. Le projet est maintenant bien précis. Le départ de Paris est prévu pour le 22 juin. A raison de 20 km par jour, la roulotte passera par Nancy, Strasbourg, Stuttgart, Munich, Vienne, Bratislava, Budapest, Belgrade, Varna (Bulgarie), Ismir (Turquie), Antalia, Antioche, Damas, Haïfa et arrivera à Jérusalem en décembre 2004. *Roulotte pour la paix, Amit Weisberger, 10, rue des Mauges, 49410 Beausse, tél : 02 41 75 52 25.*

Formations

■ **Suisse : gestion des conflits.** L'association Médiane, maison neuchâteloise de la médiation, organise de mai à octobre un cycle de sensibilisation à la gestion des conflits. Les quatre modules sont indépendants, mais complémentaires et se déroulent à Neuchâtel : la médiation, un mode spécifique et consensuel de gestion des conflits (17-18 mai), écoute, relation et

Rejoindre des brigades de paix internationales

Brigade en Indonésie.
DR

Les brigades de paix internationales interviennent dans des zones de conflits où la présence d'observateurs extérieurs peut permettre d'éviter une aggravation des tensions (voir article dans le numéro Alternatives en Normandie). Ceux qui cherchent à se rendre utile peuvent trouver là un excellent moyen de s'engager. Encore faut-il être formé pour cela, car c'est loin d'être évident. Une formation en trois modules est organisée pour les volontaires. Le premier module porte sur les attitudes individuelles en cas de conflit (21 au 26 avril ou 7 au 12 juillet), le deuxième sur le travail en équipe dans un contexte conflictuel (7 au 12 juillet ou 29 septembre au 4 octobre), le troisième sur les mandats du volontaire en situation d'intervention civile (16 au 27 février 2004). Il est nécessaire de faire les modules dans l'ordre. *Comité ICP c/o MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25.*

Entraide

■ Cherche aide pour tailler la vigne contre conseils sur la taille, idées pour «déconsommer». Séjour gratuit (la terre nous nourrit, mais pas sans effort), participation aux tâches quotidiennes.

■ Accueil, rencontre et partage (non commercial) à la ferme d'alpage de Planvanel, 1100 m d'altitude, au sud du Jura, 100 km de Lyon, 60 km de Genève. Estivage de bovins et chevaux. Jardinage familial, école à la maison, accueil à la ferme, mise au point et utilisation de systèmes à énergie renouvelable, principalement gazogènes. Expériences de vie autrement, libre pensée, base biblique. Micro-communauté en projet. Cherche famille amoureuse de la vérité, libre d'esprit pour partager expérience et

■ Entre Grenoble et Valence, je suis locataire d'une ancienne ferme un peu isolée, très calme, mise en vente aujourd'hui. Attaché à ce lieu, mais en raison de contrainte budgétaire et de flambée des prix dans l'immobilier, je ne peux acheter seul d'où nécessité de partager. Je céderai toute la partie dépendances (environ 120 m2) + terrain attenant. Tout est à faire à l'intérieur et conviendrait à un bâtisseur esprit Silence. 50 000 €. Nécessité entente entre nous car même si indépendance, voisinage immédiat.

■ Pélerinant vers Compostelle, hors le chemin, en avril-mai-juin, depuis Nancy (54), via Châlon, Le Puy, Conques, Auch et l'Espagne du nord-ouest, je souhaite rencontre et accueil autour d'une nuitée. Vous me laisseriez un prénom, nom de ville ou village, numéro de téléphone et, le cas échéant, je vous appellerai pour savoir si le moment de mon passage vous convient. . A bientôt, merci.

Rencontres

■ Singe frugivore, crudivore de trente-cinq printemps, branché arboriculture et libération animale, race bretonne, non castré, mais doux et calme, éduqué à la propreté et à la toilette sèche, cherche femme pour le recueillir.

Vivre ensemble

■ **Région parisienne.** JF, 27 ans, salariée, aimerait co-louer appartement ou maison (lieu à déterminer) avec d'autres personnes, végétariennes de préférence. Il

médiation (14-15 juin), la prévention des conflits dans les communautés de vie et de travail (20-21 septembre), la communication non-violente (25-26 octobre). *Médiane, CP 2667, CH 2001 Neuchâtel, tél : 41 32 725 18 18.*

■ **Belgique : gestion des conflits.** L'Université de paix de Namur organise, les 3 et 4 mars deux journées pour les jeunes de 14 à 18 ans sur le thème de la gestion non-violente des conflits : théâtre d'improvisation, langage non-verbal, capacité d'écoute, capacité à communiquer, capacité de coopération dans un groupe, créativité, solution positive… *Université de Paix, 4, boulevard du Nord, 5000 Namur, tél : 32 81 55 41 40.*

■ **Provence : non-violence.** L'IFMAN-Méditerranée, Institut de formation pour une alternative non-violente, organise les 20 et 29 mars un stage *Jeux coopératifs et éducation à la paix* au Castellet (Var), et du 7 au 9 juin, un stage *théâtre-forum et régulation non-violente des conflits* près de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence). *IFMAN, Guillaume Tixier, Le Pey Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél : 04 42 67 66 40.*

■ **Rhône-Loire : nouvel IFMAN.** Le réseau non-violence de Saint-Etienne, en relation avec d'autres groupes non-violents de la Loire et du Rhône annonce la création d'un nouvel IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente. Cet institut propose des interventions et des formations sur la gestion des conflits du quotidien (famille, quartier, travail, vie associative…) : vivre les conflits au quotidien (15 et 16 mars à Saint-Etienne, 29 et 30 mars à Lyon), non-violence et communication (17 mai à Lyon), le cadre, les règles, la loi et l'inévitable transgression (4 et 5 octobre à Lyon).

- *Réseau non-violence, 52, rue Henri-Déchaud, 42100 Saint-Etienne.*
- *IFMAN, chez Fabienne Bony, 5, rue Saint-Exupéry, 42240 Unieux, tél : 04 77 89 20 28.*
- *IFMAN, 20, rue de la Gare, 69200 Vénissieux, tél : 04 77 89 20 28.*

■ **Seine-Maritime : non-violence à notre niveau.** Le MAN de Haute-Normandie organise les 15 et 16 mars un week-end de rencontre autour de la non-violence. Gandhi et Martin Luther King étaient des types formidables et nous les percevons comme «hors de portée». Mais que pouvons-nous faire, nous, pour que progresse l'idée de non-violence, dans notre quotidien, dans nos luttes, etc. *MAN Haute-Normandie, Elisabeth Maheu, 10, impasse Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, tél : 02 35 75 11 08.*

■ **Dijon : non-violence, réponse à la violence.** En quoi le regard positif inconditionnel, force de la non-violence, peut-il nous aider à faire face aux situations de violence ? Au travers des expériences vécues de chacun, l'Institut de formation et de recherche sur le développement de la personne propose un parcours de formation du 12 au 14 mai, le 26 mai et le 24 juin : qu'est-ce qu'un regard positif, l'empathie, comment comprendre nos émotions face à la violence, comment mettre hors-jeu la violence, recherche de solution… *IFRDP, 2, rue Legouz-Gerland, 21000 Dijon, tél : 03 80 67 58 53.*

■ **Toulouse : prévention en milieu scolaire.** Une conférence et plusieurs modules de 2 à 4 jours de formation pour adultes sont proposés à Toulouse par l'association *Le Souffle,* durant les vacances de Pâques, axés sur le programme «devenir son propre médiateur». *Le Souffle, Pierre Moryousef, 107, rue de Nègreneys, 31200 Toulouse, tél : 05 61 57 44 39 ou 06 12 91 34 55.*

Annonces

s'agirait de mettre en œuvre un mode de vie écologique et convivial, conciliant le plaisir d'être ensemble (préparer et partager les repas, discuter, créer, etc.) et le besoin d'indépendance de chacun. Si vous êtes intéressé(e) ou si vous connaissez un tel lieu prêt à accueillir une nouvelle personne, merci de me contacter au .

■ Lieu de vie articulé autour d'un maraîchage en biodynamie (1 hectare), propose en échange d'une participation au jardin et aux activités, séjours, retraites plus ou moins longs, à personnes en quête de calme, de partage et de formation personnelle. Nourriture végétarienne.

Recherches

■ Dans le cadre d'un projet itinérant, cherchons contacts, projets, lieux existants de l'Europe de l'Est à l'Inde, avec projets alternatifs (autonomie, écologie, éducation) auxquels s'associer.

■ Dans le cadre d'un projet de culture biologique de fleurs et de plantes à parfum pour créer des produits alimentaires, avec en annexe, si les conditions le permettent, de l'accueil et du développement d'énergie propre, fonctionnement éventuel en écohameau, esprit d'ouverture, énergique, ouverture et sympathique, nous cherchons du terrain, une propriété à réactiver. Nous disposons d'environ 100 000 € pour cela.

■ Afin de compléter ma collection de Silence, je cherche les numéros suivants : 4, 57 à 60, 62 à 69, 71. Je me propose de vous les racheter, même abîmés, 4 € le numéro, plus frais d'envoi. J'accepte aussi des photocopies. Me contacter au préalable.

■ Je cherche pour commencer en apiculture des ruches avec ou sans essaim, ainsi que du matériel d'extraction et de conditionnement du miel, même vétuste et de préférence pas trop cher ! Possibilité troc contre emplacement camping cet été dans notre beau Périgord. Je suis prêt à me déplacer même loin. Merci d'avance.

■ Nous cherchons quelques briques réfractaires anciennes, c'est-à-dire moulées et non pressées, pour notre futur four à pain de cuisine. Nous sommes vraiment pressés de pétrir et cuire.

■ A Toulouse depuis trois ans, en situation précaire, j'ai trouvé un logement dans un magnifique HLM avec vue sur le périphérique, sous les avions de l'aéroport de Blagnac, sous les antennes-relais de téléphone et à 600 m du site AZF. Comme beaucoup, j'ai eu à souffrir des conséquences de l'explosion. Comme si cela ne suffisait pas, il a fallu six mois de démarches pour faire cesser une alarme défectueuse d'un concessionnaire de voitures qui se déclenchait toutes les nuits. Aujourd'hui, je ne supporte plus les différents bruits de la ville et je cherche en Midi-Pyrénées, une petite location à la campagne, avant que je ne pète les plombs définitivement.

■ Collectionneur personnel de BD, revues, journaux anciens, j'aimerais trouver *Vaillant, le journal le plus captivant* qui paraissait en couleur dans les années 50. C'était un grand format, avec *Placid et Muzo,* sur 16 puis 32 pages. Je cherche également des *Paris-Match* de fin 1953 à mai 1954 traitant en particulier de la guerre d'Indochine. Je cherche la revue *Caravelle* revue destinée aux troupes stationnées en Indochine, de 1948 à 1954.

Emplois

■ **Pyrénées-Orientales.** Cherche dame seule pour garder personne âgée, valide, à son domicile.

■ Ingénieur environnement, ex-coordinateur du Réseau Action climat (association sur le changement climatique), cherche emploi dans l'environnement et en particulier secteurs énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, écoconstruction, transports. Trois ans d'expérience professionnelle, pas d'emploi-jeune possible. Disponible immédiatement.

■ Homme, 36 ans, cherche poste en maraîchage bio, biodynamique ou permaculture, soit chez un producteur, mono ou poly, soit au sein d'un groupement ou écovillage légalisé, dans une région de forte biodiversité. Souhaite également créer et innover dans un jardin (de plusieurs hectares) écologique à vocation scientifique et pédagogique, puis concrétiser la maison-nichoir (ouvrage de Jean-François Noblet aux éditions Terre Vivante). CV disponible.

■ Recherche boulanger pour travail sur pain de tradition française cuit au feu de bois. Enfournement au tapis sur deux étages et huit portes. Panification sur farine biologique ornaise exclusivement.

■ **Nantes.** De formation scientifique, polyvalent et intéressé par tout ce qui touche les alternatives à la vie moderne devenue folle, je cherche un emploi dans la région nantaise (environnement, magasins bios, agriculture…).

A vendre

■ Vends maison de village en châtaigneraie canadienne à 25 km d'Aurillac, ligne de bus quotidien devant la porte ; gare et tous services et commerces à deux kilomètres, à particulier souhaitant s'installer et vivre à la campagne (projets de résidence secondaire non souhaités). 50 m2 au sol de plain-pied (2 pièces + sdb), idem à l'étage ; chauffage central au bois ; rénovée et habitée pendant quinze ans ; jardin naturel de 325 m2 attenant (potager, pelouse, haies et fruitiers, petite serre, puits), environnement préservé et pays accueillant. 50 000 €.

■ **Hérault.** Vends fonds de commerce d'un «resto-lieu de vie». Nous y avons mis en place des expos de peinture ou photos, des soirées jeux, des soirées massages, des spectacles pour enfants, de la musique… Le lieu comprend une salle de resto de 50 m2, une salle de spectacle de 50 m2, une pièce massage de 15 m2, une terrasse-jardin de 80 m2, une chambre aménagée de 15m2, une cuisine, une réserve. Possibilité d'accueillir des groupes ou des stages, prix : 38 000 €. CA : 58 000 €, loyer : 480 €/mois.

■ Vends couches lavables «bébés écolos» — 19 petites tailles + 19 moyennes + culotte plastique + doublure + protège couches — utilisées par un enfant. A l'achat, coût d'environ 450 euros, vendu 160 euros. Pyrénées-Atlantiques.

Vacances

■ **Dordogne.** Vous aimez le camping, la campagne, la tranquillité, Olivier et Gwen seront heureux de vous accueillir sur leur petit terrain de camping à la ferme, calme et ombragé, à 20 km au sud de Bergerac. Louons aussi deux mobil-homes, de 120 à 235 € par semaine, une maisonnette sympa, de 190 à 315 € par semaine. Sur place, nous proposons quelques produits de la ferme : vin, confiture, fruits et légumes de saison.

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.*
Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.
Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*
Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

Champions de la démocratie

J'ai lu dans mon quotidien du 13 juin 2002 que «La France qui s'imaginait championne du monde de la démocratie», «la France qui se pensait championne du monde du sursaut citoyen»... Me voici donc intronisé dans cet état extrême du citoyen — non du monde, mais seulement de membre anonyme du championnat du monde de la seule démocratie. D'après le ton des déclarations, je ne saurais refuser cette gloire.

Ces affirmations et bien d'autres du même tabac héroïque que, pour ma part, j'ai lu et entendu depuis l'école communale, me suggèrent plusieurs réflexions. Français, je ne me sens pourtant pas impliqué dans cette gloire à laquelle tous les étrangers, très nombreux, restent forcément étrangers. Mais le journal le précise bien : c'est la France qui est glorieuse. La France de tous les Français confondus : les bons et les mauvais, les incultes et les savants, les pauvres et les riches, les puissants et les humbles, mais encore les impersonnels : usines, châteaux et palais, autos et tanks, bateaux de plaisance et sous-marins de mort, avion du champion du monde français de vol France-Angleterre Louis Blériot et aviateurs bombardiers, drones inhabités. Il faut de tout pour faire la France avec sa gloire reconnue et l'accord acquis ou imposé de la puissance des puissants et de l'humilité des peuples.

Les médias me reconnaissent le droit de «sursauter» (seulement ?) si un ennemi de l'intérieur ou pire de l'étranger, conteste ma gloire de membre du championnat du monde de la démocratie.

La démocratie a seule de droit à l'appellation publique de championne du monde. Frédéric et Irène Jolliot, peu connus, ont permis à la France d'être la double championne du monde de la production artificielle d'éléments radioactifs tels le plutonium, jusqu'alors inconnu, et subséquemment des pollutions radioactives. F. D. Roosevelt, étranger, a imposé aux USA d'être les champions du monde de la guerre nucléaire. Grâce à Gorbatchev, l'URSS est devenue la championne du monde des explosions nucléaires accidentelles, etc.

Ceci amène à poser la question : quelles sont les qualités essentielles de la démocratie ? S'appliquent-elles aux autres domaines de la vie et de la mort des humains : aux sciences, aux armes, à la guerre, à la politique, aux religions, à la finance mondiale, à la conscience... ?

(...) Les qualités des humains ordinaires sont le bon sens, le courage dans le travail, la simplicité dans la parole, le respect des us et coutumes des autres, étrangers compris, la manifestation ou le refus d'une idéologie.

Les puissants, ayant bénéficié d'une instruction généralement plus longue, développent leur intelligence pour augmenter leur pouvoir sur leurs inférieurs. Leur orgueil les incite à augmenter le nombre de ceux qui servent leur puissance. Leur état, qu'ils estiment supérieur exige, selon eux, le secret de leurs actions et le respect de ce secret par leurs subordonnés admis à le connaître pour le servir. La franchise des simples est une qualité dangereuse qu'ils intègrent dans leurs secrets.

La démocratie, telle que le vivent les simples, est pour les puissants un simple mot de passe, l'argument médiatique, utilisable, idéal, en ce qu'il permet de cacher la réalité du pouvoir, son fonctionnement, la permanence de la France capable de générer des champions du monde encensés par la presse dépendant de ses annonceurs-payeurs et agissant aussi au sein de réunions secrètes pour tramer leurs complots d'argent.

(...) La démocratie n'existera que lorsque tous les humains auront refusé tous les secrets.

Jean Pignero ■
Essonne

Un bon homme

Alors qu'il fait encore nuit, j'entends au pas de ma porte un pas lourd et floche, celui de quelqu'un qui a les pieds pleins d'eau et le froissement de tissu lourd. Je vois apparaître de l'ombre un homme noir vêtu de sombre, en haillons, le cheveu hirsute, ses pieds sont enveloppés de chiffons. Il passe devant moi, comme une ombre, sans me regarder.

Il continue son chemin, bouteille à la main. Je me précipite dans la maison à la recherche de nourriture. Quand je sors de nouveau, l'homme passe dans le sens inverse. Je l'interpelle, il se retourne doucement vers moi, souriant et me répond avec beaucoup de douceur dans la voix. Je lui tends le sac de nourriture et il me dit gentiment qu'il a besoin d'eau seulement. Je lui propose d'entrer mais il refuse doucement, alors je pénètre à nouveau dans la maison, à la recherche d'eau, de biscuits, d'un peu d'argent. J'ai peur qu'il fuit, mais quand je sors, il est toujours là. Il n'a pas bougé.

Je vois mieux son visage malgré la pénombre, rond et large, barré d'une cicatrice, ses yeux pétillants et humbles, ses cheveux longs et bouclés, mêlés et sa peau brillante comme un gros marron. Sa tenue vestimentaire est tellement misérable que je ne trouve plus les mots tant je suis bouleversée. Je lui propose un manteau, un pull-over, il refuse «cela me suffit madame» en montrant les paquets qu'il a dans les mains.

Quand je lui ai demandé d'où il venait et où il allait, il m'a répondu avec un grand sourire et les yeux lumineux «je viens de Belgique et je vais rejoindre mon pays, la Côte d'Ivoire».

Il devait avoir entre 30 et 40 ans, un visage comme un soleil. Comme une mère je l'ai embrassé en lui souhaitant «bon voyage». Je ne sais même pas son nom. Si vous le voyez, n'ayez pas peur, il cherche son chemin, tendez-lui la main, c'est un bon homme.

Marie ■

PUB
NEF

UPF

Haute-Vienne.

Eurosatory : les occasions manquées.

Précisons que ces occasions sont celles de promouvoir un monde sans armes et sans armées, un monde de vraie paix. Celle qui aurait permis à tous ceux qui sont actuellement dans la misère de vivre d'une façon décente. Selon les données de l'ONU, les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 800 milliards de dollars... et il y a 800 millions d'affamés. Les occasions sont multiples et la dernière en date fut le salon international de la vente d'armes Eurosatory qui a eu lieu du 17 au 21 juin à Villepinte (Seine-Saint-Denis) : un déballage militaro-industriel des armes lourdes et légères les plus «perfectionnées», c'est-à-dire les plus aptes à tuer le plus grand nombre d'êtres humains.

(...) Un extra-terrestre, débarquant subitement à proximité du salon, s'attendrait sûrement à ce que ce sinistre rendez-vous des assassins attire une immense foule des révoltés contestataires et notamment ceux qui n'arrêtent pas de prêcher la paix, la non-violence et même l'Amour avec un grand A.

Les catholiques n'arrivent-ils pas à rassembler des centaines de milliers de jeunes à l'occasion d'une messe du pape en plein air ? La vocation des protestants n'est-elle pas justement de protester ? Protester contre tout ce que leur conscience réprouve ? Les juifs ne devraient-ils pas se rappeler que leur dieu Jéhovah leur ordonna justement de ne pas tuer ? Et quelle occasion cela aurait pu être pour les musulmans de réhabiliter du coup l'islam en venant manifester massivement contre ce salon de la honte ! Il y a également les bouddhistes très nombreux en France. Ils prêchent tous la compassion et prétendent respecter toute vie. Ils devraient donc venir en masse, eux aussi, avec le Dalaï-Lama en tête, pour confondre par leur simple présence les fabricants et les marchands d'engins qui sèment la mort.

Mais il n'y a pas que les croyants qui devraient se sentir «interpellés». Il y aussi les francs-maçons qui, eux, n'arrêtent pas de parler de l'humanisme et des droits de l'Homme. Or le premier de ces droits n'est-il pas le droit à la vie, sinon tous les autres ne servent à rien.

Je pensais à tout ce beau monde en allant le lundi 17 juin à Villepinte, mais quelle ne fut pas ma surprise lorsque, à la sortie du RER, je n'ai trouvé qu'à peine une centaine de manifestants, face aux CRS, bien plus nombreux que nous et qui nous empêchaient d'approcher du salon. En tant que témoignage d'engagement, je n'ai vu qu'une seule banderole : celle de l'Union Pacifiste. Il y a eu, en outre, une vingtaine de drapeaux blancs qu'un ami m'a aidé à amener de Paris et qui donnèrent incontestablement à notre rassemblement une allure plus déterminée.

Quant aux participants, j'ai reconnu quelques vieux «anars» et quelques jeunes objecteurs de conscience et on m'a dit qu'il y avait également quelques Quakers. En revanche, nulle trace des représentants des grandes religions mentionnées plus haut (...). Les représentants des partis politiques brillaient également par leur absence. Même pas les Verts, ni ceux de l'extrême-gauche ! Et bien sûr, pas de médias. Le plus désolant était l'absence flagrante des responsables des grandes organisations et publications à tendance pacifiste, humaniste, spiritualiste qui comptent, elles, des milliers d'adhérents et de lecteurs. Comment est-ce possible qu'ils n'aient pas invité leurs «troupes» à venir manifester leur indignation devant ce supermarché de la mort ? (...)

Il faut donc reconnaître que les manifestations contre Eurosatory ne font manifestement pas le poids. (...) Si les actions pour la paix et le désarmement piétinent et n'aboutissent à rien depuis des décennies, c'est à cause des personnalités charismatiques qui se trouvent à la tête de toutes ces organisations religieuses et humanitaires. Elles n'attachent, chacune, de l'importance qu'à leurs propres initiatives. Celles des autres les laissent indifférentes et parfois même les indisposent. Il en résulte que tous ceux qui leur font confiance et qui les suivent sont tenus à l'écart des actions entreprises par d'autres et qui auraient pu — si on était suffisamment nombreux — exercer une réelle pression sur les gouvernements en place. C'est à se demander si ces bons apôtres ne se comportent pas ainsi par crainte de perdre ce qui fait leur raison d'être : leurs sermons, leurs appels, leurs «luttes», le beau rôle qu'ils jouent. Tout cela deviendrait inutile si la vraie paix s'installait dans le monde. S'agit-il de cas pathologiques ? De dominants en quête de dominés ? Il y en a dans tous les domaines, pourquoi n'y en aurait-il pas également dans celui du pacifisme ? (...)

Il existe, certes, des différences d'approche en divers courants du pacifisme. Il semble néanmoins que pour ce qui concerne l'infâme salon Eurosatory, il devrait y avoir l'unanimité et des actions communes. S'il y avait eu 10 000 manifestants le 17 juin face à la Pyramide du Louvre, cela aurait eu un effet majeur. (...) Cela aurait aidé les employés du musée du Louvre faisant partie du syndicat Sud-Culture qui ont distribué à tour de bras un excellent tract dénonçant l'infamie du «cocktail d'honneur» offert par la direction du musée aux marchands d'armes (...)

Georges Krassovsky ■
Paris.

Aides aux grandes surfaces

Les grandes surfaces obtiennent toutes sortes de cadeaux en argent, en nature, en services, pour la seule raison qu'elles sont riches et puissantes. Quelques exemples.

Des communes ont offert des terrains à prix réduits dans l'espoir de percevoir des taxes et profiter des emplois.

Des organisations charitables installent des points de recueil de dons à la sortie des caisses, ce qui constitue une incitation à l'achat, c'est-à-dire une aide gratuite à la vente.

Aux périodes de fêtes, des bénévoles proposent leurs services aux clients pour faire des paquets-cadeaux, en échange d'un don destiné à la solidarité. Ce service bénévole évite à la grande surface de payer du personnel pour ce travail.

Dernier exemple en date. A l'occasion des achats d'urgence nécessités par les inondations du Gard, de grandes surfaces se sont assuré le monopole des bons d'achats délivrés par telle ou telle organisation de solidarité, en échange d'une ristourne de 10 %. A noter qu'une des grandes surfaces concernées annonçait en même temps dans une grande publicité (payante celle-là, on peut le supposer) que la réduction de 10 % était accordée à tous les clients sous forme... de bons d'achat. De telles négociations sont pratiquées avec les comités d'entreprises et les institutions effectuant des achats importants.

Il est clair que les petits commerces sont exclus de tels avantages.

Il serait pourtant nécessaire que tout le monde comprenne bien ce qui se passe. L'aide à la presse écrite ou audio-visuelle, de l'éducation nationale, des administrations compétentes, serait précieuse pour nous éviter de prendre des vessies pour des lanternes.

Jacques Joubert ■
Gard.

Papier recyclé

Dans un souci de protection de l'environnement et de réduction des déchets, j'ai voulu mettre en place, dans mon administration d'environ 450 personnes, le recyclage du papier avec un tri des déchets papiers dans chaque bureau.

Seulement, problème, je suis tombé sur un rapport mis en ligne sur le site du ministère de l'écologie et du développement durable très défavorable au recyclage du papier. Ce rapport, fait par Henri Prévot, ingénieur général des mines, s'intitule «la récupération de l'énergie issue du traitement des déchets». Daté de juillet 2000, il dit, à la page 56 : «du point de vue de l'effet de serre, le recyclage du papier est intéressant seulement si l'énergie remplacée est d'origine nucléaire», avec démonstration à l'appui et en indiquant plus loin que le bilan financier est mauvais pour le recyclage.

J'ai du mal à avoir confirmation de ce fait, même s'il est très possible. J'aurais voulu savoir si vous pouviez m'aider à obtenir plus d'informations sur ce sujet, par exemple un rapport contradictoire ou un article publié qui infirmerait ou confirmerait ce qui est exposé dans le rapport Prévot.

Félix Jouteux ■
Gironde

Silence : *le titre du rapport laisse supposer que le papier peut être incinéré. Or, nous sommes contre l'incinération en général et encore plus dans le cas du papier où l'on a un gaspillage de matière première. Il est vrai que du coté éner-*

gétique, les usines de recyclage étant de plus en plus concentrées, les transports pour la collecte augmentent et l'avantage énergétique diminue. Par contre, le recyclage a d'autres bienfaits : il permet d'économiser une grande quantité d'eau (nécessaire pour la fabrication initiale du papier) et surtout il économise le bois : la déforestation pour le papier est un fléau aussi bien dans les îles asiatiques, qu'en Afrique ou au Canada. Quant au bilan financier du recyclage, faut-il en tenir compte ? Gaspiller sans cesse est sans doute moins coûteux à court terme, mais on le paie à long terme : combien coûte la reforestation d'un pays comme la Côte-d'Ivoire ou la Malaisie ?

DR

Armes de destructions massives

Il y a des choses qui m'échappent dans le raisonnement de certains hommes politiques et même de certains journalistes à propos des relations USA-Irak. Si j'ai bien compris, il aurait fallu faire la guerre à l'Irak au prétexte que ce pays est susceptible de posséder des armes de destruction massive. A moins qu'il accepte un contrôle de ses armements par des inspecteurs internationaux.
Soit, mais qui exige cela ?
Un pays qui lui-même possède des armes de destruction massive, notamment nucléaires et qui, on le sait, est le seul pays au monde à s'en être déjà servi alors qu'il n'était pas menacé dans son existence. Il s'en est servi loin de son territoire les 6 et 9 août 1945, faisant au moins 150 000 morts.
On peut donc se demander lequel des deux pays est le plus dangereux pour l'humanité.
Est-ce que les USA accepteraient eux aussi un contrôle international, y compris avec des inspecteurs arabes ? (...)
Quant aux armes de Saddam Hussein, nul doute que si elles existaient, cela ferait longtemps qu'on nous les aurait montrées.
Donc ce n'est pas pour cela que Georges W. Bush veut faire la guerre à l'Irak. Alors pourquoi ?
Parce que le régime de Saddam Hussein n'est pas démocratique ? Que nenni, il y a bien d'autres pays non démocratiques dans le monde que les USA soutiennent et ont soutenu (Chili, Nicaragua, etc.)
Non, c'est parce que les USA veulent s'approprier ou au moins contrôler le fabuleux gisement pétrolier irakien. Il fallait le dire tout de suite.
Mais alors, est-ce parce qu'ils n'en ont pas assez ? Parce qu'ils n'auraient pas les moyens d'en acheter ? Bien sûr que si, mais quand on est la plus grande puissance économique du monde, il faut mieux s'arranger pour le voler, assurer l'avenir... l'avenir des Américains du Nord bien entendu, car le reste du monde peut crever. Il n'y aura pas trop d'une Terre entière pour les Américains seuls !
Je voudrais rappeler que je ne crois pas en une armée des Etats-Unis qui en 1991 n'a pas réussi à tuer, arrêter ou même détrôner ce même Saddam Hussein, qui en 1999 n'a pas réussi à arrêter un autre dictateur qui s'appelait Milosevic, qui en 2001, n'a pas réussi à arrêter ou tuer un certain Ben Laden.
En fait, cette armée américaine et ses dirigeants auraient plutôt tendance à m'inquiéter.
(...) Pour terminer, j'aimerais rappeler que le 19 novembre 1998, l'assemblée générale de l'ONU a déclaré la première décennie du 21e siècle, «décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde» ! Alors chiche !

Jean-Luc Lebrun
Loir-et-Cher

Elevages concentrationnaires

Suite à la lettre de Janine et Jean-François Amary, de la Drôme, je crois qu'il y a quand même des choses à dire. Tout d'abord sur ce qu'ils appellent les «camps de la mort» au sujet des animaux. Ces camps de la mort servent à nourrir des millions de personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter autre chose que ces productions-là, même à la campagne. Alors oui, il faut plus de réglementation dans l'élevage concentrationnaire, mais il en faudra toujours pour nourrir la masse de personnes qui ne peut pas dépenser plus pour se nourrir. (...)

Dominique Ayral ■
Lot.

Silence : *si vous avez du mal à vous payer de la viande de mauvaise qualité, vous n'aurez aucun mal à suivre un régime végétarien, beaucoup moins coûteux... et qui, adopté par le plus grand nombre, permettrait de supprimer ces élevages. Ce n'est pas une utopie : le milliard d'Indiens (d'Inde) vit ainsi.*

DR

Transport fluvial

Nous vivons et travaillons sur une péniche depuis sept ans. Nous avons deux filles de deux et cinq ans, et la majeure partie du bateau est occupée par un atelier de menuiserie. Nous avons également une autre péniche, remise en état pour faire du transport de marchandises.
La plupart du temps, quand vous évoquez le sur-développement du transport routier, vous, et la plupart des personnes qui se penchent sur le problème, pensez que la solution se trouve dans le rail. Il faut savoir, et nous l'avons découvert en parlant avec les chargeurs que nous avons rencontrés, que la SNCF a une réputation déplorable : inefficacité, délais non tenus, trains perdus, bref une caricature de ce que l'on reproche au fonctionnement de type administratif. (...)
J'aimerais que l'on parle plus des possibilités du transport fluvial. Dans votre numéro de novembre, il est significatif de constater que la photo qui illustre votre article sur le transport au gabarit Freycinet est celle d'une péniche transformée en logement. Il aurait fallu l'illustrer par exemple avec la photo d'un bateau d'artisan effectuant les transports internationaux sur des liaisons telles que Sète-Belgique ou Allemagne-Avignon.
Quand on évoque le transport fluvial, on parle principalement, au niveau des instances gouvernementales, des voies à grand gabarit comme l'axe Saône-Rhône ou les liaisons envisagées dans le bassin Nord ou celui abandonné Rhin-Rhône. Mais il faut savoir que la liaison entre le Nord et le Sud du réseau est pratiquement morte, du fait, entre autre, de l'absence d'entretien des canaux : envasement, réduction des horaires d'ouverture des écluses (les 35 h qui devaient créer des emplois ont provoqué une réduction du service proposé).
Voies navigables de France, VNF, établissement public à intérêt commercial, cherche avant tout à équilibrer ses comptes et pour cela cherche du profit à court terme en se déchargeant de la gestion des ports et de son patrimoine immobilier par la concession des berges et de la surface de l'eau aux particuliers, aux collectivités locales ou aux loueurs de petits bateaux. On assiste à la mise en pièces d'un outil de travail fantastique, utilisé pendant plusieurs siècles, qui reste encore le moyen le plus sûr, le moins coûteux pour transporter des marchandises (...).
A l'époque où les camions sont de formidables outils meurtriers sur les routes et de grands pollueurs, il faut rappeler qu'une péniche contient dix camions, qu'elle ne fait courir aucun risque à la population et qu'elle reste le moyen de transport le plus écologique.
Notre projet est donc de créer une entreprise de transport dans le Sud, dans le secteur Bordeaux-Toulouse-Sète-Bassin du Rhône. Nous voulons montrer que cela est encore possible, même si depuis vingt ans, il n'y a plus eu de transport de marchandises sur ce secteur, à part des céréales entre Agen et Bordeaux, arrêté depuis deux ans. Depuis novembre 2001, le canal du Midi et le canal latéral à la Garonne sont classés en 4e catégorie, c'est-à-dire à vocation touristique, ce qui décharge VNF de toute obligation d'entretien pour le passage des bateaux de commerce. Il nous faut donc rechercher par nous-mêmes les soutiens pour recréer l'infrastructure nécessaire au fonctionnement d'une péniche de transport.
Nous faisons appel aux collaborateurs et lecteurs de Silence pour nous aider à trouver des interlocuteurs nationaux ou européens qui pourraient nous aider dans notre démarche. L'Europe, dont la commission des transports, paraît-il, veut aider les alternatives aux camions, pourrait-elle intervenir ?
(...) Merci de nous faire passer toute information en votre possession et de nous mettre en relation avec toute personne pouvant nous apporter un soutien à notre projet qui, nous pensons, va dans le sens d'un mieux-être pour tous.

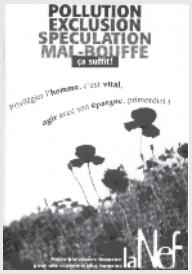
Virginie Gavat et Jean-Marc Samuel ■
Poste restante
34310 Cruzy

Hormones et ménopause

C'est avec un peu d'irritation que j'ai lu l'article du numéro 289 de novembre concernant l'usage du traitement hormonal de la ménopause. L'article entretient la confusion entre les traitements utilisés aux Etats-Unis à base d'hormones équines (recueillies à partir d'urines de cheval, dans des conditions qui relèvent de la maltraitance), et les traitements utilisés en Europe, qui sont à bases d'hormone naturelle. Il s'agit donc de deux traitements différents qui ne peuvent être comparés. Le risque induit par ce traitement est à évaluer, en fonction des bénéfices escomptés, en particulier au niveau coronarien (chez la femme, les accidents coronariens augmentent de façon importante à la ménopause), et du bénéfice sur le squelette (la ménopause s'accompagne de l'apparition d'une ostéoporose par carence hormonale). (...)

Docteur Rose-Marie Ragot ■
Morbihan

Silence : *nous invitons nos lectrices (et lecteurs) à lire à ce sujet le hors série de nos confrères* Alternatives-Santé *sur la ménopause qui est beaucoup moins affirmatif sur les bienfaits du traitement hormonal, sur les risques d'ostéoporose et qui rappelle que dans certaines civilisations, la ménopause, perçue comme une libération pour la femme, n'est pas du tout médicalisée, mais au contraire vécue comme le stade d'accession à la liberté sexuelle et à la sagesse.*



NEF et paradis fiscaux...

(...) A chaque bilan que présente la NEF, la société financière alternative, les rédacteurs sont fiers de nous annoncer une croissance de x %. J'ai même découvert dans un numéro de *Vif-Argent,* la revue de la Nef, sous la signature de Jacky Blanc, le terme de «croissance soutenable» que beaucoup d'entre-nous rejettons aujourd'hui comme étant de la poudre aux yeux, un outil au service de l'Etat et du grand capital.
Sociétaire de la NEF, j'ai reçu un courrier le 28 août 2002, émanant du Crédit Coopératif. (note de la rédaction : La NEF n'ayant pas la taille requise pour être une banque, elle a passé un accord avec le Crédit coopératif pour pouvoir disposer d'un réseau de bureaux et pour développer un compte-courant). Celui-ci nous apprend officiellement un «rapprochement» avec la Banque Populaire. Rapprochement : que le terme est joli, inoffensif, inodore... insipide ! En mai 2002, trois mois avant, lors de l'assemblée générale de la NEF, il n'en avait pas été question. La NEF se serait-elle fait rouler dans la farine ?
Car la Banque populaire, comme les autres banques dites mutualistes est tout sauf populaire : il n'y a pas plus de «démocratie participative» que dans les coopératives agricoles ou dans les groupes de l'agroalimentaire ou des supermarchés.
Si l'on se reporte au document du mouvement ATTAC, sur l'implantation des banques françaises dans les «paradis fiscaux», la Banque populaire est présente aux Emirats Arabes Unis, à Hongkong, à Labuan (Malaisie), au Luxembourg, à Monaco, à Singapour...
Donc, nous sociétaires de la NEF, contre notre gré, à travers le capital du Crédit coopératif entré dans le capital de la NEF, nous nous trouvons compromis !
Je pense que les banquiers allemands et hollandais, issus de la mouvance anthroposophe, qui ont aidé au démarrage de la NEF en France doivent avoir mal à leur portefeuille !
Alors merci de nous répondre, si possible dans les colonnes de Silence, sur les objectifs de «croissance soutenable» de la Nef et sur ses liens avec les paradis fiscaux.

Joël Munnier ■
Jura.

Silence : *voici ce que répond la Nef dans son bulletin* Vif Argent *: «plusieurs sociétaires nous ont interrogés sur les conséquences pour la Nef du rapprochement entre le Crédit coopératif et la Banque Populaire [en particulier] sur l'implantation de la Banque populaire dans des pays considérés comme des paradis fiscaux. (...) Nous n'avons aucun droit de regard sur la gestion du groupe Banque Populaire. Nous pouvons simplement rappeler que la Nef a choisi de s'affilier au groupe Crédit Coopératif du fait de son implication dans l'économie sociale. Nous suivrons bien entendu avec vigilance les évolutions de ce rapprochement»... ce qui pour le moment n'est pas vraiment une réponse satisfaisante. L'idéal serait que la Nef devienne elle-même une banque indépendante, ce qui, malgré sa croissance régulière, n'est pas pour le moment possible.*

Tétrapack, emballage polluant

L'emballage Tétrapack est certes pratique pour la filière de production et de distribution, mais présente deux inconvénients :
■ il communique aux aliments qu'il contient un mauvais goût (d'après certains de nos adhérents) et peut avoir une incidence sur la santé des consommateurs.
■ étant composé en «sandwich» de papier, plastique et aluminium, il n'est absolument pas recyclable avec les moyens actuels, ce qui en fait un produit toxique non seulement pour les êtres humains mais aussi pour l'environnement.
En conséquence, nous demandons à nos fournisseurs de bien vouloir faire les efforts nécessaires afin de passer très vite à un type d'emballage plus écologique et plus sain.

Emilia Hazelip ■
Biocoop Floréal
Aude.

Uranium appauvri

Surprenant que Silence puisse absoudre aussi aisément l'uranium «appauvri» dans le syndrome de la guerre du Golfe.
Certes, il y a eu des vaccins, mais administrés également à des militaires français. Il y a même eu du méthylglycol — l'un des éthers de glycol les plus dangereux – à 30 % dans le liquide de décontamination, ce qui a dû avoir des effets certains.
Mais rien ne permet (en tout cas pour la nourriture) de dédouaner les effets directs de l'uranium, comme l'un des effets observés sur les victimes. Par «effets directs», on entend tous les effets non liés à des cancers.
La tendance internationale est aujourd'hui de regrouper ces effets sous un terme plus global ne correspondant pas qu'aux effets des rayonnements ionisants : les fibromyalgies.
En France, le poids du consensus nucléaire est tel qu'il n'est pas bien noté de faire ce type de référence, y compris chez les médecins.

Henri Pézerat ■
Ecotoxicologue
Val-de-Marne.

35 heures

Je viens de recevoir le premier numéro de 2003. Il est fameux et toujours rempli à ras bords d'info non-filtrées. Tout le monde a «bien bossé» comme d'habitude... et peut-être bien loin des 35 heures ! Silence n'est pas muet, loin s'en faut et résiste !

Roger Vignaud ■
Charente

Silence : *on va vous étonner, mais depuis le départ, la semaine de travail de Silence est effectivement bien loin des 35 heures : elle est de 27 h 30 par semaine ! Cela correspondait à 70 % des 39 h au départ. On estimait que cela était un maximum si l'on voulait se garder du temps pour faire des choses intéressantes. En plus, chacun est libre de ses horaires, avec comme limite de flexibilité (choisie et non imposée) de venir faire un jour par semaine de permanence au local et de ne pas travailler moins de 20 h sur une semaine (s'il est nécessaire de récupérer d'un coup de bourre précédent). Le salaire est le même pour tout le monde : 1000 euros net par mois. Amis syndicalistes, cela fait maintenant vingt ans que cela existe : un autre monde doit donc être possible !*

Du citoyen à l'usager : une révolution passée inaperçue

Les luttes politiques se sont depuis toujours focalisées sur les instances du pouvoir. Leur conquête facilite en principe la défense ou l'avancement de mesures d'intérêt général, qui cachent trop souvent, inutile d'y insister, la défense et l'avancement d'intérêts particuliers.
Les écologistes — on ne s'en est pas suffisamment rendu compte — ont bouleversé

cette approche. En s'attachant à des objets transversaux, touchant toutes les classes de la société, et qui échappaient encore généralement à l'intérêt du personnel politique, ils ont révélé, chez les citoyens, des attentes très concrètes d'usagers, floués par le passage d'autoroutes, le bétonnage du littoral ou la déforestation, menacés par le nucléaire, la dioxine, l'amiante, le tabac, empêchés de planifier les naissances ou de vivre librement leur sexualité, soumis au racisme, à la xénophobie, au sexisme. Ils ont alerté les usagers du Nord sur les ravages que leur mode de vie, relayé par un certain modèle économique, produisait sur les usagers du Sud.

Aujourd'hui, pourtant, les écologistes sont encore connus ou reconnus avant tout pour défendre l'environnement, à la rigueur la santé, mais rien d'autre. La façon dont, venus au gouvernement, les Verts se sont introduits dans les affaires sociales, a paru une opportunité politicienne et non un retour à ce qui était un des principaux attraits du mouvement dont ils sont issus.

On voit par là combien l'ensemble de ce mouvement a pris du retard sur la révolution même dont il a pris l'initiative et dont l'objectif peut se résumer à la maîtrise de leurs usages par les usagers, figure moderne et concrète du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cet objectif nous concerne tous. Remercions les écologistes de l'avoir réveillé. C'est néanmoins désormais à l'ensemble de la gauche de se l'approprier, si elle veut renouer avec l'inspiration révolutionnaire et les motifs qui ont présidé à la décolonisation.

Il est clair en effet que les usagers ne seront jamais capables de gérer leurs usages — leur environnement concret, pratique, et jusqu'à leur plan de vie — aussi longtemps qu'ils dépendront des urgences d'une production visant avant tout à réaliser des profits monétaires. Ils seront à la merci des choix opérés par des entrepreneurs contraints de faire des bénéfices pour pouvoir les redistribuer sous forme de dividendes, de salaires, d'investissements, de taxes et d'impôts. Leur représentant naturel, l'Etat, sera lui-même obligé de suivre les entrepreneurs dans leurs choix, dans la mesure où la redistribution publique, sous forme d'allocations diverses et de services publics, est soumise à ce que les entreprises lui rapportent en impôts et taxes. Des esprits fertiles ont retenu le principe du revenu d'existence. On s'en réjouit, mais comment sera-t-il financé? Il le sera, comme tous les autres revenus, par la redistribution de rentrées monétaires obtenues à n'importe quel prix écologique et social. Plus on le voudra élevé, plus il faudra se montrer indulgent sur l'origine des profits dont ils dépendent. Comme il sera encore insuffisant, il faudra le compléter et donc là encore fermer les yeux sur la nature des emplois offerts.

Développer les énergies douces et un agro-alimentaire respectueux de l'environnement et de la santé font depuis toujours partie des objectifs écologistes. La popularité grandissante de ces thèmes a obligé tous les partis à s'y intéresser. On se félicite des avancées obtenues, mais elles aboutiront tôt ou tard, sous la pression d'un actionnariat internationalisé, à des regroupements et délocalisations, avec leurs conséquences trop connues.

Tout gouvernement, même conduit par un écologiste, devra, dans le système économique actuel, encourager, voire subventionner, l'activité des entreprises. Comme les revenus les plus élevés sont aussi ceux qui créent ou soutiennent la demande de nouveaux produits et services, il lui faudra tolérer les hiérarchies à l'intérieur des entreprises, le mépris dans lequel sont tenues les personnes occupant des emplois présentés comme «à faible responsabilité», et s'arranger des ravages provoqués par les douteuses démocratisations qui aboutissent au tout auto, à la multiplication des voyages en avion et des piscines privées. Tout juste pourra-t-il — et encore : à condition d'y être poussé par une agitation populaire assez violente pour convaincre les entrepreneurs qu'il est dans leur intérêt de la prendre en compte ! — moraliser ou rendre plus sûres les productions qui ont lieu sur son territoire. Il laissera à la société civile, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, le soin de la moralisation à l'échelle internationale, par la promotion, par exemple, du commerce équitable ou de taxes sur les transactions financières.

Les partis de gauche n'ont aucun intérêt à continuer d'inscrire leur action dans ce cadre. Ils y perdent leur identité et démobilisent électeurs et militants. Leur critique des abus du système ne trompe personne, quand on les voit y collaborer et pousser le réalisme jusqu'à promouvoir le soutien de démocraties truquées, la fabrication d'armement pour l'étranger ou souscrire au principe d'un marché des droits à polluer.

Parmi les erreurs de logique, relevons celle qui consiste à s'interroger sur la soutenabilité de la croissance, au plan environnemental, et à prévoir la nécessité de réduire le pillage des ressources naturelles. En faisant leur cet argumentaire, les écologistes négligent un fait qui devrait pourtant leur permettre de se ressourcer, à savoir que les usagers n'auront jamais la maîtrise de telles réductions ou économies s'ils ne l'ont pas sur l'ensemble de leurs usages.

Nous proposons donc de tenir un discours résolument optimiste et novateur.

La question est : comment faire pour que l'augmentation de la masse des produits et services, créateurs d'emplois et d'un certain bien-être, n'augmente pas dans les mêmes proportions l'insécurité sociale et environnementale ?

La réponse tient en trois points.

1. Les capacités de la machine productive sont immenses mais aujourd'hui détournées, pour des raisons comptables, de ce qu'elles peuvent avoir de bénéfique pour l'ensemble des êtres vivants et de la planète. Ce détournement est responsable de la paix armée et du terrorisme. Il est inadmissible de continuer de mener des politiques qui consistent, pour l'essentiel, à limiter, pour maintenir les prix, la quantité des produits qui arrivent sur le marché, et de rémunérer les producteurs pour qu'ils ne produisent pas. Il est inadmissible de sélectionner les produits et services en fonction de leur rentabilité marchande.

2. Nous devons sortir du Marché par le haut, c'est-à-dire en accordant les crédits nécessaires et sans intérêt à toutes les entreprises dont les produits et services auront des retombées favorables aux relations sociales et environnementales. La quantité et la qualité de ces produits et services pourront donc s'ajuster au plus près à des usages que les usagers pourront alors librement maîtriser, au lieu de devoir suivre les fluctuations du marché.

3. Les produits et services étant chiffrés à la production, et non plus fixés par le marché, le total de leur valeur sera distribué aux usagers sous la forme d'un revenu qui leur sera dû de leur naissance à leur mort. Les clients potentiels — c'est-à-dire tous les usagers, sans exception — auront donc les moyens de se procurer tout ce

qui aura été créé par leur travail, associé à celui de machines qu'il n'y aura plus lieu de craindre comme des concurrentes. Ils le renouvelleront en fonction des usages qui leur sont propres. L'inflation sera définitivement vaincue — et l'impôt oublié. L'existence ne sera plus découpée en trois parties. Chacun pourra s'investir à tout âge dans les activités de son choix. Il sera possible de maîtriser comme jamais on n'a pu le faire les conditions de production: leur intérêt intrinsèque, les relations qu'elles instaurent entre ceux qui s'y investissent, la façon dont les produits sont reçus et peuvent être améliorés, les formations intellectuelles et pratiques, reconvertibles vers d'autres activités.

Ces trois points ne relèvent nullement de l'utopie. Ils sont au contraire en rapport étroit avec ce qui s'accomplit sous nos yeux.

La crainte de la pénurie est d'un autre âge, comme le montre la politique des quotas. Voyons plutôt comment elle est entretenue ! Nous sommes capables de faire face quasiment en temps réel à toutes les difficultés, bonds technologiques et fantaisies.

A quoi reviennent les remises de dettes qui ont été accordées aux pays dits émergents, sinon à une émission rétroactive de crédit sans dette ?

Plus de cinquante pour cent des revenus sont aujourd'hui des revenus non travaillés.

La réduction de la semaine à trente-cinq heures et le nombre croissant de chômeurs depuis deux décennies ont-ils fait diminuer la masse des produits et services disponibles ?

La formation continue est devenue un fait de société.

Nous disposons de toutes les infrastructures informatiques, bancaires, municipales, régionales, aptes à être reconverties dans le sens d'une gestion raisonnée et offrant le maximum d'initiatives aux usagers.

Le désir de créer une entreprise n'a jamais été aussi répandu. Or l'esprit d'entreprise est incontestablement positif. Mais la difficulté de résister à la concurrence et au yoyo du marché n'a jamais été aussi grande...

Le nombre d'associations qui se créent prouve le degré de responsabilisation croissante des usagers...

Toutes ces données favorables doivent être prises en compte pour un projet de société qui mobilise en permanence l'ensemble des usagers et fasse oublier les tristes chèques en blanc accordés par moins de la moitié des électeurs potentiels à des représentants parachutés.

La situation actuelle est comparable à celle que l'aéronautique a connue au moment où les appareils ont commencé à approcher la vitesse du son et où leur puissance — une puissance qu'on était pourtant fier d'avoir atteinte — devenait fatale. Le mur du son a été franchi. Celui du profit marchand le sera aussi. Nous nous retrouverons alors tous de l'autre côté, où il n'y aura plus ni droite ni gauche.

Jean-Paul Lambert ■
est rédacteur de *Prosper*
(écologie/distributisme/usages)
prosper.dis@wanadoo.fr

Silence : *Jean-Paul Lambert est persuadé que nous sommes dans une période d'abondance et que la production ne connaît plus de limites. Il se trompe gravement. Pour produire les ordinateurs et les téléphones portables, les grandes compagnies financent actuellement des guerres pour s'approprier les métaux rares nécessaires à leur fabrication. Les puces électroniques risquent de bientôt manquer parce que les réserves de ces matériaux sont déjà en voie d'épuisement alors que moins de 1 % de la population mondiale dispose d'un ordinateur. Jean-Paul Lambert propose un revenu universel. Si on le limite à la France, le partage des richesses assure effectivement plus de 1000 € par mois par individu, mais si l'on étend ce partage à toute la planète, ce revenu tombe à environ 50 €. Pour le Burkinabé qui en gagne actuellement en moyenne 20, c'est sans doute un mieux, mais pour nous (les 20 % qui pillons la planète), ce serait une révolution ! Nous lui conseillons vivement de se pencher sur un ouvrage de physique pour comprendre le principe d'entropie mis en avant par l'économiste Georgescu-Roegen. L'abondance actuelle des 20 % les plus riches (nos SDF compris) n'est possible que parce que d'une part nous pillons les ressources des 80 % autres, mais aussi parce qu'en un siècle nous avons pillé ce que la nature a mis des millénaires à produire.*

Vache folle

Nous sommes indignés par le courrier paru dans votre revue de janvier 2003, «Varron : éradiquer bio !» signé de Jean Coulardeau.

Dans cet article le président de la coordination contre le varron tient des propos purement mensongers en affirmant que Nature et Progrès a accepté le principe d'éradication. Mr Coulardeau sait cependant que Nature et Progrès non seulement s'est positionné clairement contre ce principe (article dans la revue d'octobre 2000, communiqué de presse) mais également a soutenu des producteurs attaqués au tribunal administratif en se portant partie civile contre le préfet (Normandie et Loire-Atlantique).

Mr Coulardeau a reçu un courrier de notre part du 17 janvier 2000 où nous exprimions notre souhait de soutenir son mouvement mais celui-ci a, pour une raison mystérieuse, refusé notre collaboration.

Rappelons pour lui rafraîchir la mémoire que nous avons fait venir Mark Purdey en mars 2001 à Paris pour une conférence de presse que nous avons organisée sur le thème de l'ESB. Nous avions invité également Michel Bounias, écotoxicologue et directeur de recherche à l'INRA. L'une des thèses de Mark Purdey, éleveur bio en Grande-Bretagne et chercheur, est qu'il y a un lien sérieux entre le traitement contre le varron et le développement de l'encéphalo-spongiforme bovine. A cette occasion nous avons édité une gazette spéciale qui depuis a été diffusée à plus de 5000 exemplaires.

Monsieur Coulardeau a mené contre l'éradication du varron un combat exemplaire. Cela ne l'autorise pas à tenir des propos malveillants.

Arlette Harrouch ■
directrice de Nature et Progrès.

Internet

Je suis très déçu par ce numéro sur l'Aquitaine car il y a une absence quasi-totale d'e-mails et de liens web. Votre allergie à internet est obsolète et je ne sais pas si je vais renouveler mon abonnement

Winston ■
Gironde.

Silence : *nous privilégions deux moyens d'accès : l'adresse et le téléphone. Ceux-ci sont les plus utilisés. Internet reste un moyen de privilégiés : seuls 8 % des Français y ont accès depuis chez eux (25 % depuis leur travail), seul 1 % des agriculteurs français y ont accès. Seul 1 % de la population mondiale a accès à internet (la moitié habite en Amérique du nord) et seuls 30 % ont accès au téléphone ! Rien ne vous empêche d'écrire ou téléphoner pour avoir les accès par internet.*

Paix ou non-violence

En couverture, vous sous-titrez «écologie, alternatives et non-violence». A l'intérieur, la non-violence devient paix. Pourquoi ?

Pascal Courty ■
Côte-d'Or

Silence : *«écologie» et «non-violence» sont pour nous des valeurs générales qui doivent nous guider pour définir des «alternatives» concrètes (voir le bandeau qui entoure le numéro pour les abonnés). Il n'y a donc pas non plus de rubrique «écologie». C'est toute la revue qui se retrouve dans ces deux termes. Alors pourquoi une rubrique «alternatives» ? C'est un moyen de faire ressortir les démarches les plus engagées.*

En état de légitime révolte

François Roux
Ed. Indigène
(34080 Montpellier)
2002 - 128 p. - 14 €

François Roux est l'avocat de ceux qui désobéissent pour de justes causes. Il a défendu les objecteurs de conscience, les paysans du Larzac, les Kanak, les Polynésiens opposés aux essais nucléaires, et plus récemment José Bové. Ayant fréquenté les communautés de l'Arche, il fait bien la distinction entre ce qui est «légal» et ce qui est «légitime», rappelant un article de la Constitution de 1793 : «Quand le gouvernement viole les droits garantis par la Constitution, la résistance sous toutes ses formes est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs». Et de rappeler que même Napoléon affirmait, bien avant Gandhi : «L'empire de la loi finit où commence l'empire imprescriptible de la conscience». Un passionnant débat sur la place de la loi, de quoi réfléchir sur le sens de nos actions, sur la non-violence et sur notre capacité de négociation. MB.

La stratégie de l'autruche

Omar Aktouf
Ed. Ecosociété (Montréal)
2002 - 370 p.

Le début du livre d'Omar Aktouf est alléchant. D'abord par la préface de Federico Mayor Zaragoza (ancien directeur général de l'UNESCO), relevant dans un précédent ouvrage du même auteur cette remarque extraordinaire et qui vaut à elle seule notre considération : *«Pourquoi malgré la prolifération de diplômes et de diplômés en gestion, notre planète est-elle toujours aussi mal gérée»*. Puis par la référence bibliographique à Nicholas Georgescu-Roegen. (Le «père» de la bioéconomie introduisant dans l'économie les principes de la thermodynamique qui mèneront à une inéluctable décroissance, soutenable si les sociétés humaines actuelles sont capables de la comprendre et de l'organiser, brutale et chaotique sinon car on ne peut indéfiniment croître et indéfiniment prélever des ressources et les transformer en chaleur dans un système fini, notre planète).

Dans une première partie l'auteur nous démontre, à juste titre et exemples à l'appui, la prétention, l'incompétence et l'aveuglement des «managers» — issue des écoles de commerce et se «reproduisant» entre eux — qui ont mis le monde dans l'état où on le connaît : 20% des riches de la planète consomment 80% de ses ressources, dont certaines non renouvelables, les eaux, les terres et l'air sont pollués et le tout générant des catastrophes sociales et climatiques.

Voilà donc l'ennemi identifié : *«...Un grand responsable est ce que j'appelle le bras armé de la pensée économique dominante : le management made in USA et tout ce qui en dérive»*. Jusque là, tout le monde est d'accord. Même si l'auteur nous propose à plusieurs reprises en contre exemple *«...«l'autre capitalisme», celui des pays germano-scandinaves et du Sud-Est asiatique...»* qui serait vertueux ou moins destructeur sans oublier les *«sociétés traditionnelles»* et jusqu'aux théories de Karl Marx.

En se basant sur leurs différences culturelles, morales et religieuses et même ethniques : *«Ce furent les juifs, avant les protestants calvinistes, qui profitèrent de cette possibilité décuplée de s'enrichir en faisant faire de l'argent à l'argent...»*.

Il y aurait ainsi d'un côté le grand méchant capitalisme financier made in USA, et de l'autre de gentils industrieux, pas parfaits mais qui cherchent à bien faire, Chinois, Vietnamiens, Rhénans, Japonais, Scandinaves ainsi que les sociétés traditionnelles en tout genre et tout lieu. Pour mesurer ce que ce schéma binaire a d'occulte, il faut lire de *L'inégalité des sociétés humaines*, par Jarred Diamond.

L'auteur a un renvoi de note extraordinaire, résumant à mon sens toute sa thèse, dès le début du chapitre intitulé «Où les lois économiques exposées par Marx rejoignent les sciences physiques de la thermodynamique» : *«Notons au passage que Karl Marx aurait sans nul doute entériné les réflexions qui vont suivre...»* [...et la note suivante renvoie à... N. Georgescu-Roegen !] . Il est ainsi souvent fait référence à la «prémonition» de Karl Marx, qui aurait englobé dans son expression de «plus-value extra» la part prélevée sur la nature que l'auteur interprète comme : *«cumul ou combinaisons de l'ensemble des formes de plus-values correspondant aux différents niveaux de gains que le capital peut effectuer : substitution de la technologie à l'homme, coupures de postes, mystifications et manipulations par une pensée unique devenue redoutable propagande, baisses individuelles et collectives des coûts du travail, économies d'échelle, fusions, réseaux, organisations virtuelles, délocalisations, flexibilité de la main d'œuvre, externalisation massive des coûts, destruction du milieu...»*. L'auteur ne manquant jamais ainsi d'ajouter, en fin d'énumérations de tous les dégâts causés par les actions de cette pensée économique dominante : ... et la nature.

C'est donc un livre que nous ne recommanderons qu'aux tenants du développement durable, néo-marxistes de préférence, et pour tous ceux qui veulent aider les gentils capitaines d'industrie vertueux (s'ils ne sont pas anglo-saxons) à produire proprement, en redistribuant plus *«équitablement»* la *«plus-value»* et mettre en œuvre des *«pratiques qui vont enfin générer la justice, l'abondance (en harmonie avec la nature) et le bien-être pour tous»*. Bruno Clémentin.

Pour une économie alternative et solidaire

Collectif MB2
Ed. L'Harmattan
2002 - 188 p. - 15,25 €

L'ALDEA, Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative est née la même année que Silence, en 1982, et pendant un temps, Silence a même été leur correspondant à Lyon. Et puis, nous nous sommes éloignés, privilégiant les gens actifs sur le terrain à un groupe qui passait son temps à conceptualiser (non sans succès comme le furent le lancement des Cigales, des club d'investissement alternatif). L'ALDEA s'est transformé ensuite en REAS, avec quelques bonnes rencontres intellectuelles, la création de la Maaform à Pantin, près de Paris, local regroupant des entreprises alternatives. Les animateurs ont ensuite poussé derrière les Verts pour créer le secrétariat à l'économie solidaire. Tout cela a quand même engloutit beaucoup de subventions sans que cela aide forcément beaucoup les porteurs de projets. Le REAS national ayant sombré sous les problèmes financiers, certains groupes locaux se sont retrouvés au sein du MB2 pour y poursuivre la réflexion. Après une première partie laborieuse pour définir ce que l'on entend par «une économie alternative et solidaire» et son articulation dans la mouvance anti-mondialisation actuelle (80 pages !), on espère enfin que ceux qui se présentent comme acteurs de projet vont nous parler d'expériences concrètes. Mais en fait, il y a usurpation de nom : ils ne sont pas acteurs, mais accompagnateurs, à savoir qu'ils aident ceux qui font des projets. Cela pourrait encore être intéressant, mais alors que l'on nous explique ce qu'est une démarche solidaire, les exemples sont presque tous des exemples de création d'emploi individuel. On nous explique bien que l'on fait dans le socialement et l'écologiquement utile... mais on nous présente comme exemple un designer de carrosserie auto (p.99), un fast-food asiatique (p.100), du prêt-à-porter féminin (p.91), des éditeurs de CD de poésie, etc. Et après on s'étonnera que ces emplois ne marchent que rarement ! On nous dit aussi qu'il ne faut pas prendre à Jean pour donner à Paul, en gros ne pas créer un emploi ici qui en enlève un autre ailleurs. Désolé, mais quand un boulanger bio s'installe, on ne mange pas plus de pain qu'avant et on prend donc la place d'un boulanger pas bio. Quand une scierie de bois locaux se lance et propose du bois non traité pour l'habitat sain, c'est bien en concurrence avec celui qui importe du bois canadien. Le mythe de la création d'emplois (grâce à la croissance économique si cher au préfacier Denis Clerc) est ici bien tenace. Ça jargonne à pleine page. Tant et si bien qu'ils l'écrivent eux-mêmes : *«J'avais un peu l'impression de perdre mon temps avec des gens qui, bien qu'étant très sympathiques, parlaient de choses et de personnes que je ne connaissais pas. Le pire de tout, c'était de les écouter parler (en français pourtant) et de ne rien comprendre à leur vocabulaire»* (p.159). Merci Sébastien, c'est exactement cela ! Reste une conclusion (d'Eric Dacheux) assez compréhensible et des encadrés des parcours de vie de chacun bien agréable à lire. MB.

En finir avec la nature

François Terrasson
Ed. du Rocher
2002 - 310 p.
22 €

Le livre commence par une phrase du grand maître de la pensée dominante, Michel Houellebecq qui revendique que pour lui, l'objectif de l'Homme est la destruction de la nature. Cela a au moins le mérite d'être clair, ce qui est rarement le cas. Dans son troisième ouvrage, il montre comment de faux compromis en faux compromis, d'aménagements en valorisation, la société humaine détruit inexorablement la nature. Et il n'est pas tendre avec les associations, les «maisons de la nature» qui, subven-

(Suite page 46)

Prix Tournesol

Le prix *Tournesol* a été créé il y a sept ans par les Verts pour récompenser chaque année la bande dessinée la plus écologique. Le prix est remis chaque année lors du festival international de BD d'Angoulême. Animé par Yves Frémion, élu vert et membre de Fluide Glacial, l'attribution de ce prix se fait par le vote d'un jury composé à parité d'un homme et d'une femme membres des Verts, d'un homme et d'une femme issus du milieu associatif et enfin d'un dessinateur et une dessinatrice dont le ou la lauréat-e de l'année précédente.

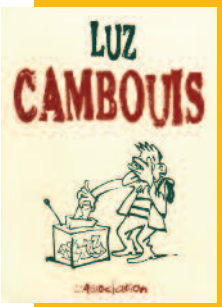
Le lauréat de l'année précédente était Etienne Davodeau, auteur du roman graphique *Rural* dont le tirage en est aujourd'hui à sa troisième édition. Il était accompagnée de Marjane Satrapi, auteure iranienne dont la série *Persépolis* raconte sa jeunesse en Iran et en Europe. Pour les Verts, Martine Billard, députée verte, et Bernard Lambert, membre des Verts-Charente, par ailleurs animateur de l'Atelier Sanzot qui, à Angoulême, regroupe une bonne douzaine d'auteurs de BD. Le collège associatif se partageait entre Christine Estavoyer, qui a mis en place une librairie écolo par correspondance *Ecodif* en lien avec les Verts, et moi-même, invité pour les vingt ans de Silence.

Six ouvrages étaient en compétition, présentés ci-après et après un premier tour par correspondance, trois seulement étaient retenus pour un second tour : *Cambouis* de Luz, *Garduno, en temps de paix* de Philippe Squarzoni, *Lait entier, requiem pour une vache*, de Johan de Morr et Stephen Desberg. Ce dernier album fait partie d'une longue série dont d'autres tomes sont plus franchement écolos. La décision s'est donc prise entre les deux premiers. C'est Luz qui a finalement emporté le prix : une sculpture de Rémi Bricard, un artiste de Clermont-Ferrand, entièrement réalisée en matériaux de récupération.

Pour cette septième édition, le prix jusqu'alors remis en «off» a été intégré et annoncé lors de la remise des prix officiels du Festival. Ce dernier a récompensé *Jimmy Corrighan* de Chris Ware, une énorme saga de plusieurs centaines de pages dont la recherche graphique est particulièrement soignée. La parité dans le jury du Prix *Tournesol* est à souligner : lors de la soirée officielle du festival, on comptait environ 90 % d'hommes, les femmes présentes étant encore trop souvent seulement les «femmes de» ou les attachées de presse. **MB.**

Cambouis

Luz
Ed. L'Association
2002 - 120 p. - 15 €



Au lendemain du premier tour des élections présidentielles, tout le monde est sonné : l'extrême-droite sera présente au deuxième tour. Commence alors une période d'intense débat politique : fallait-il voter pour les petites listes ? Faut-il voter Chirac au deuxième tour ? Et que fait-on alors aux élections législatives qui suivent ? Luz, dessinateur à Charlie-Hebdo participe aux manifestations contre l'extrême-droite et sent très vite que ça boue en lui. Il dessine alors son journal de bord avec dix numéros de 12 pages qui paraîtront entre le 26 avril et le 5 août. Ces numéros de «Cambouis» sont distribués en petit nombre dans les manifestations. Ils sont repris ici en livre. Cela se termine par l'attentat manqué contre Chirac. Encore un peu plus, et après avoir voté pour lui, il aurait fallu pleurer sa mort ? Décapant !

Garduno, en temps de paix

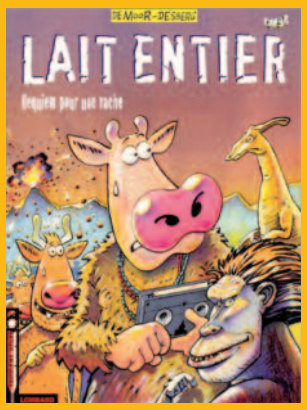
Philippe Squarzoni
Ed. Les Requins Marteaux (Albi)
2002 - 136 p. 15 €

Il existe au Chiapas, un village oublié qui selon la légende s'appelle Garduno en temps de paix et Zapata en temps de guerre. Ce livre est le premier tome. L'auteur tient un carnet intime de ce qu'il apprend sur la mondialisation et de ses engagements militants (mission de réconciliation en ex-Yougoslavie, observateur pour les droits de l'homme au Chiapas). cela donne un roman graphique comme on les aime, avec de multiples techniques alliant le dessin et le détournement des photos. Le premier livre se passe donc dans les années 80, où l'impression d'impuissance est grand dans la tête de nombreuses personnes. Le deuxième tome s'annonce avec au contraire le vent des grandes manifestations de Seattle à Porto Alegre. On l'attend avec impatience.

Lait entier, requiem pour une vache

Johan de Morr et Stephen Desberg
Ed. Lombard
2002 - 46 p. - 9 €

«La Vache» a été publiée pour la première fois en 1992 dans la revue *A Suivre*. Dix ans après, elle revient pour de nouvelles enquêtes, toujours aussi délirantes, avec comme thème central les rapports des animaux avec l'un d'entre eux qui a une destinée un peu particulière : l'homme. Le dessin présente des rondeurs inhabituelles et le scénario est tout dans l'art de frôler l'absurde. Mais au deuxième



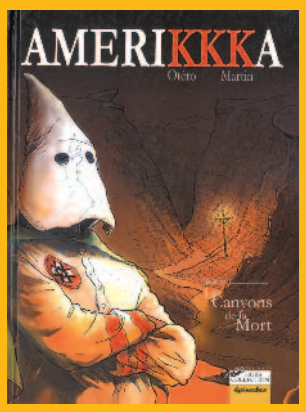
degré, la vache nous pose plein de questions existentielles, en particulier dans le domaine de l'écologie. Sommes-nous toujours sûrs d'être supérieurs aux autres animaux ?

Di Cazzo va tous les niquer

Fioretto et Al Coutelis
Ed. Fluide Glacial
2002 - 50 p. - 8 €

L'histoire commence par une réunion au sommet des maîtres du monde : maffias russe et italienne, multinationales, Vatican, etc. On se partage les activités lucratives sur un vaste jeu de Monopoly. Di Cazo, c'est l'argent sale

qui finance les élections, qui contrôle les groupes d'armements, les groupes de presse, etc. Avec un humour et un dessin parfaitement maîtrisés, un tour d'horizon des méthodes pour devenir un puissant. L'album se termine par deux clins d'œil. Le premier, ce sont les auteurs qui cherchent un éditeur et qui ont le choix entre Di Cazzo



publishing ou Fluide Glacial, le second est un appel à faire des dons à la fondation Di Cazzo. L'argent servira au meilleur des mondes. Tout à fait réjouissant. MB.

AmeriKKKa

Roger Martin et Nicolas Otero
Ed. Hors collection
2001 - 46 p. - 12 €

Le scénariste, Roger Martin, est un spécialiste de l'extrême-droite américaine. Alors que l'on pourrait croire que le Ku-klux-klan est une histoire du passé, il montre qu'il n'en est rien : plusieurs milliers d'incidents se soldent par des centaines de morts : latinos américains, immigrés, juifs, communistes, médecins pratiquant l'avortement, autant de cibles pour le KKK. Dans ce premier tome, premier album pour le jeune dessinateur, les auteurs se penchent sur les techniques mises au point par l'extrême-droite à la frontière mexicaine pour tuer les Mexicains qui passent en fraude. Une première enquête très politique.

L'Ile verte
La Pierre bleue
Le Livre noir
La ville blanche

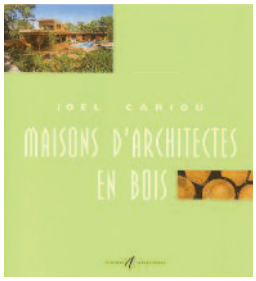
Michèle Graveline et Maxime Peroz
Ed. 6e continent - Le Paquet
2002 - 48 p. - 10 €

En quatre tomes, une aventure de trois enfants à travers les temps. Tout commence en 2070. A cette époque toute la Terre est colonisée par les activités humaines sauf une «Ile verte», seule réserve naturelle, sur laquelle les enfants ont le droit de partir chacun à leur tour une semaine. Mais les enfants

tionnées, sont «le mammouth qui cache l'Himalaya». Les actions que l'on mène vont souvent dans le même sens : comme les cartographes indiquent les réserves naturelles, les militants défendent leur coin de paradis... acceptant que les dégâts se poursuivent partout ailleurs. Et la nature protégée se marchande ! Alors que rêver de plus : payer pour faire du tourisme vert, pour aller marcher dans un parc, pour visiter un lieu, c'est le top : enfin la nature peut être une marchandise ! Sous forme d'une multitude d'anecdotes, tels des contes modernes, François Terrasson, nous rappelle nos insuffisances. Les écolos «réalistes», ceux qui sont raisonnables, réalistes, proches du pouvoir, pour le «développement durable» ou simplement subventionnés n'aimeront pas. Les autres y trouveront une virulence stimulante pour gueuler encore plus fort... peut-être dans le vide car comme François Terrasson le rappelait dans son premier ouvrage, deux siècles de «progrès» ont réussi à instiller la *peur de la nature* chez la plupart des gens qui nous dirigent. Une dissection redoutable de la société et de nos travers, qui conduit inexorablement à la mort non seulement de la nature, mais à notre isolement... et sans doute à notre propre mort. Certains vont critiquer qu'il ne propose rien. Mais justement, rien, c'est ce qu'il faudrait faire : laisser la nature vivre sans nous, ou, tout au moins, loin de nos activités destructrices. FV.

Maisons d'architectes en bois

Joël Cariou
Ed. Alternatives
2002 - 160 p. 30 €



Ce cinquième tome de la série présente dix-sept maisons en bois, essentiellement sous forme de photos et de plans. Un régal pour celui qui veut prendre des idées de formes, d'astuces architecturales... mais par contre, il ne s'agit aucunement de maisons écolos ou d'habitat sain : on y trouve un fort usage des bois tropicaux (un vrai scandale !) et une seule maison est classée HQE. De même, les textes ne nous apprennent rien sur les choix thermiques de la maison. Rien non plus sur les autres choix à prendre en compte dans le choix d'une maison. Un peu trop visuel et esthétique, défaut de bien des présentations en architecture. FV.

Il y a place dans le monde pour bien des mondes

N°29-30 d'Ethnies Survival
2003 - 240 p. - 18 €

Les peuples autochtones ont été longtemps présentés comme d'un monde dépassé. Mais aujourd'hui, non seulement ils résistent à l'uniformisation des modes de pensées, mais ils sont aujourd'hui perçus comme clairement porteurs d'alternatives possibles. Ce numéro d'Ethnies propose, en une cinquantaine d'articles brefs, des débats sur les valeurs d'une centaine de peuples, du nord de la Sibérie au fin fond de l'Amazonie. Un énorme brassage des idées reçues. FV.

Plaidoyer pour une agriculture paysanne

Roméo Bouchard
Ecosociété
2002 - 230 p. - 13 €

L'agriculture nord-américaine, à part quelques coins protégés, est devenu, encore plus qu'en Europe, une usine. L'agriculture consiste à produire à n'importe quel prix, avec n'importe quoi. Devant la montée de la malbouffe, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à protester et, timidement, l'agriculture biologique se développe. A l'image des idées développées en France par la Confédération paysanne ou au niveau international par Via Campesina, l'auteur, agriculteur biologique depuis vingt ans, propose de redéfinir ce que peut être une agriculture paysanne basée sur le lien entre l'homme et la nature, sur l'entretien et la valorisation du sol, soucieuse de qualité et non de bénéfices. Les chiffres sont québécois, mais la philosophie de l'ouvrage est universelle. FV.

Des tyrannosaures dans le paradis

Philippe Grenier
Ed. L'Atalante (Nantes)
2003 - 350 p. - 18,90 €

L'auteur, géographe, est un spécialiste du Chili dont il a étudié l'idéologie, l'économie, le paysage, la nature, les habitants... Après la Patagonie argentine, c'est maintenant au tour de celle au sud du Chili (les 1600 km au sud du pays) de devenir un enjeu pour les grands de ce monde. Bout du monde vanté pour l'état de sa nature sauvage, elle est achetée à coup de milliards par des Occidentaux européens ou nord-américains. Tant pis pour ceux qui vivent sur place. On y découvre ainsi que le développement durable peut avoir sa version Pinochet. La course à la marchandisation a commencé en 1982 quand la dictature en place a ouvert une route qui descend jusqu'au sud. Depuis tout s'achète : la mer, le littoral, la forêt, les montagnes... Et lorsqu'il n'est pas possible de mettre en place une exploitation des sols, de la mer, on exploite le paysage avec des projets touristiques (fjords et forêt primaire) pour les nantis. La résistance des anciens habitants est faible, du fait de l'inégalité des moyens. La destruction se fera donc jusqu'à l'extrémité sud des terres immergées. FV.

LE LIVRE DU MOIS

Défaire le développement, refaire le monde

Collectif - Ed. Parangon (Lyon) - 2003 - 410 p. - 20 €

Vous avez été nombreux à ne pas pouvoir suivre le colloque sur ce thème qui s'est tenu en mars 2002 à l'UNESCO, à Paris... malgré les 800 personnes présentes. Voici de quoi vous rattraper : ce livre présente les actes du colloque. Et pour ceux et celles qui ont pu y aller, ils vont enfin découvrir ce qui se débattait dans les nombreux forums en parallèle. Dans la mouvance dite «altermondialisation», voici sans doute le milieu qui a le plus poussé la réflexion, rappelant qu'en fait toute forme de développement — concept occidental — débouche sur une nouvelle forme de colonisation, la mise en place de structures de domination et donc fait le jeu, en bout du compte, des firmes transnationales qui accumulent toujours, dans de moins en moins de mains, de plus en plus de richesses. De très nombreux auteurs de cet ouvrage insistent sur la nécessiter de penser autrement, d'ouvrir un nouvel imaginaire. La richesse des textes est grande : on y trouve tous les auteurs que Silence se plaît à citer ou à publier : Jean-Pierre Berlan, François Brune, Edward Golsmith, Ivan Illich, Serge Latouche, Helena Norberg-Hodge, Tonino Perna, Majid Rahnema, François de Ravignan, Gilbert Rist, Hassan Zoual... Vous y lirez un José Bové nettement plus radical que lorsqu'il représente la Confédération paysanne. Vous y découvrirez de nombreux textes d'auteur-e-s venu-e-s du sud qui tous affirment que le seul développement intéressant est celui voulu localement, solidaire, autonome, basé sur l'entraide et en dehors de l'économie formelle. Des réflexions sur ce que peut être l'après-développement, ici et là-bas, dans la diversité des démarches, loin d'un modèle uniformisateur. Un livre qui fera date. MB.

BANDE DESSINEE

Atelier Sanzot

Collectif
16, boulevard Berthelot, 16000 Angoulême
2002 - 160 p. - 19,95 €

En 1969, des passionnés de BD lancent la semaine de la bande dessinée à Angoulême. Ceci se transforme quatre ans plus art en un festival international. De 1973 à 1983, le festival de BD d'Angoulême ne fait vivre la BD que pendant quatre jours. En 1983, l'école des Beaux-Arts de la ville ouvre une section bande dessinée. En 1992, des élèves sortant de cette section décide de s'installer dans la ville et crée un atelier. Après quelques tentatives, en 1995, ils investissent un immeuble de la ville et crée l'Atelier Sanzot. Jusqu'à seize dessinateurs peuvent y travailler, sur trois niveaux. Le squat est plus ou moins admis et des auteurs y concrétisent leurs premiers albums. Aujourd'hui l'Atelier est devenu une plaque tournante de dessinateurs plus ou moins confirmés et contribue à faire d'Angoulême une capitale de la BD toute l'année. Le livre, très richement illustré, raconte non seulement l'aventure de l'atelier, mais aussi les parcours des artistes. MB.

Monsieur Rouge entre en scène

Olivier Ka et Alfred
Ed. Petit à Petit (76 Darnetal)
2002 - 24 p. - 7,5 €

Un petit bijou de gags absurdes en doubles pages. Mais malheureusement, il n'y en a que 12 ! Ce qui rend l'ouvrage un peu cher. FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Arbres et biodiversité,** *Solagro, 219, avenue du Muret, 31300 Toulouse, 2002, 32 p., 11 €.* Solagro avait déjà publié une excellente brochure sur le rôle des haies et des arbres isolés dans la répartition des eaux, la lutte contre la sécheresse. L'association récidive avec une nouvelle brochure toujours en défense de l'arbre en montrant cette fois en quoi la présence d'arbres isolés ou en haies multiplie la présence d'animaux, favorise la lutte contre la propagation des maladies des cultures, etc. Tout en couleurs.

■ **Une histoire allemande à se coucher pour vivre debout,** *Danielle Bernard, éd. CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, 2002, 36 p. 6 €.* Au début des années 80, les pacifistes allemands se mobilisent contre l'installation des missiles US sur leur territoire, leur mobilisation se fera également jusqu'à aujourd'hui, contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Gorleben. Cette brochure refait un historique des actions sous un angle original : comment s'articulaient humour et désobéissance civile. Même si le plan est un peu déroutant, un excellent petit travail de recherche.

■ **Eco-guide professionnel : chantiers du bâtiment.** *Edité par l'ADEME et la région Picardie*, une petite brochure de 60 pages qui liste les mesures à prendre pour éviter la pollution sur les chantiers, depuis la conception (démarche HQE), en passant par le chantier lui-même (gestion des déchets, manipulation des produits dangereux, éviter la pollution des sols par des liquides, le bruit, gérer la gêne avec le voisinage...). Ce serait à généraliser pour les autres régions.

■ **L'Egalité animale expliquée aux humain-es,** *Peter Singer, éd. Tahin Party (Lyon), 2002, 76 p., 2,3 €.* Ce petit livre reprend un article de l'auteur, australien, rappelant que l'homme s'arroge le droit de faire souffrir des millions d'animaux pour sa nourriture. L'argumentation est toutefois totalement pervertie. Ainsi, la libération des animaux serait comparable à celle des Noirs et des esclaves ! Nous attendrons donc la première manifestation des animaux d'élevages pour bientôt ! Ce genre d'arguments ne peut que nuire à la cause de ceux qui défendent réellement les droits des animaux, les végétariens en particulier.

■ **Economie et environnement,** *Annie Vallée, éd. Seuil, coll. Points, 2002, 344 p.* Encore un ouvrage qui s'appuie sur le mensonge selon lequel l'économie pourrait chiffrer les dégâts faits à la nature. Si les assurances remboursent la mort d'un accidenté, cela ne le remplacera jamais et ce qui est détruit par intérêt privé l'est définitivement pour tous. Il ne faudrait surtout pas remettre en cause la sainte-croissance !

■ **Contribution au débat sur l'uranium appauvri,** *sous la direction d'Anne Gut et Bruno Vitale, centrale sanitaire suisse, maison des associations, 15, rue des Savoises, 1211 Genève, 2002, 128 p. 10 FS (6 €).* L'uranium appauvri (c'est-à-dire l'uranium dans lequel on a retiré une partie de la matière fissile servant dans les réacteurs nucléaires) présente une forte densité qui en fait un excellent matériau pour les militaires qui l'utilisent pour le blindage et pour l'embout des obus. Problème : en cas d'utilisation, cela provoque des poussières d'uranium qui sont extrêmement toxiques. Cet ouvrage, très technique, recense ce que l'on sait sur ce matériau, comment il est utilisé et ses conséquences possibles dans les conflits récents (Irak, Bosnie, Kosovo, Panama, etc.). Beau travail.

■ **Les retraites,** *éd. Monde Libertaire, 2002, 72 p. 5 €.* Le sujet est épineux et personne ne détient la vérité. Les militants anarchistes ont donc choisi de publier ici de nombreuses contributions, souvent contradictoires, laissant à chacun le choix de peser les arguments exposés. Le risque en cherchant à défendre les retraites n'est-il pas de justifier la défense du travail aliénant ?

■ **Abordages informatiques,** *Lukas Stella, éd. Monde Libertaire, 2002, 48 p. 3 €.* Le capitalisme essaie de nous faire croise que l'informatique ouvre une nouvelle ère de l'humanité. Pourtant un ordinateur, ce ne sont que des interrupteurs par où le courant passe ou ne passe pas, ce qui permet surtout d'avoir en une seule machine, de quoi écrire, compter et ranger. Il n'y a pas d'intelligence artificielle dans la mesure où la machine sera toujours limitée par les capacités de ses concepteurs. De très bonnes réflexions.

■ **Céréales et légumineuses rapides et faciles,** *Valérie Cupillard, éd. La Plage (34230 Tressan), 2002, 128 p. 12 €.* Livre de recettes élargissant le domaine des possibilités des céréales avec de nouvelles préparations venant de nombreux pays.

■ **Enquête sur un survivant illégal,** *Sophie Chervet, éd. Guy Trédaniel, 2002, 224 p. 18 €.* Les produits mis au point par le professeur Beljanski ont permis de guérir de nombreuses personnes atteintes de cancers ou du sida et condamnées par la médecine classique. Mais parce qu'il a refusé que ses médicaments soient la propriété des grands groupes pharmaceutiques, Beljanski va être poursuivi sous divers motifs (exercice illégal de la pharmacie). L'administration américaine les autorise en Amérique du Nord. En France, les malades s'organisent dans une association (CIRIS) qui soutient le travail de recherche. Beljanski est mort aujourd'hui, mais la répression continue contre sa femme et contre l'association. Gérard Weidlich, CRS, maître nageur en 1985, attrape le sida en faisant le bouche-à-bouche à un noyé. Grâce aux médicaments Beljanski, il est non seulement toujours en vie aujourd'hui, mais est le président de l'association. A travers son cas, Sophie Chervet dénonce la campagne judiciaire menée contre la recherche médicale indépendante.

■ **Michel Sabbah, paix sur Jérusalem,** *Yves Teyssier d'Orfeuil, éd. Desclée de Brouwer, 2002, 297 p. 20 €.* Michel Sabbah est l'évêque palestinien de Jérusalem. Interrogé par l'auteur, il exprime ici la position de la communauté chrétienne dans le conflit entre Israël et la Palestine. Alors que le conflit se durcit, c'est un message d'espérance et de tolérance que lance ici l'évêque.

■ **Lettre d'une musulmane aux Nord-Américaines,** *Zehira Houfani-Berfas, éd. Ecosociété (Montréal), 2002, 148 p.* Journaliste canadienne d'origine algérienne, l'auteure rappelle avec justesse aux habitantes nord-américaines que pour une fois que leur continent est touché par un malheur, cela pourrait être l'occasion de s'ouvrir au monde : pourquoi personne n'a-t-il suggéré de faire une minute de silence pour les 800 000 morts du Rwanda, pourquoi la très grande majorité ignore tout de la guerre civile en Algérie, pourquoi personne ne s'étonne que des gens d'autres pays considèrent les kamikases comme des héros... et enfin, quand les Nord-Américains vont-ils comprendre que pour assurer leur confort, leur gouvernement mène une guerre économique mondiale. L'auteure rappelle que pourtant, tous auraient pu s'informer lors de la marche mondiale des femmes en l'an 2000 qui avait mis l'accent sur ces insupportables inégalités.

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

- ❑ **218 Alternatives en Alsace** . . . . . 3,8 €
- ❑ **239-240 Enquête sur les écologistes** . 5,8 €
- ❑ **242 Eau, pollution de nos WC** . . . 3,8 €
- ❑ **245 Vélos du futur** . . . . . 3,8 €
- ❑ **248 Crimes publicitaires** . . . . . 3,8 €
- ❑ **250 Sortir de la voiture** . . . . . 3,8 €
- ❑ **251 Ecoféminisme** . . . . . 3,8 €
- ❑ **252-253 Les gros raflent la mise (1)** . 5,8 €
- ❑ **254 Ecopsychologie** . . . . . 3,8 €
- ❑ **255 Empreinte écologique** . . . . . 3,8 €
- ❑ **256 Commerce équitable** . . . . . 3,8 €
- ❑ **257 Ecole et écologie** . . . . . 3,8 €
- ❑ **258 Parcs naturels ou peuples indigènes** . 3,8 €
- ❑ **261 Sortir du sport marchandise** . 3,8 €
- ❑ **262 Quelle démocratie ?** . . . . . 3,8 €
- ❑ **264 Technologies et solitude** . . . . . 3,8 €
- ❑ **267 Où sont les jeunes** . . . . . 3,8 €
- ❑ **269 Mouvement vers Bure** . . . . . 3,8 €
- ❑ **270 Afrique : nouvelles colonies** . . 3,8 €
- ❑ **271 Inégalités dans les SELs** . . . . . 3,8 €
- ❑ **272-273 Alternatives dans le Rhône** . 6 €
- ❑ **274 Habitat convivial aux Etats-Unis** . . . 4 €
- ❑ **275 Vers une bio sociale ?** . . . . . 4 €
- ❑ **276 Microfinances en question** . . . . . 4 €
- ❑ **277 Land Art et écologie**
  Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets . . . . . 4 €
- ❑ **278-279 Alternatives en Normandie**
  Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment . . . 6 €
- ❑ **281 Eau et santé**
  Décroissance et abondance. Biopiraterie . . . . . 4 €
- ❑ **282 Ecovillages : du rêve à la réalité**
  Nucléaire : droit de réserve ? . . . . . 4 €
- ❑ **283 Routes et déroutes du voyage**
  Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . . 4 €
- ❑ **284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?**
  De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions. . . 4 €
- ❑ **285-286 Alternatives en Isère**
  Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte. . 6 €
- ❑ **288 Energie et société**
  Don. Médecines chamaniques. Bio en grande surface. 4 €
- ❑ **289 Un monde écolo est-il possible ?**
  Associations et économie plurielle. . . . . 4 €
- ❑ **290 Ne pas oublier le train**
  Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique.. . . . . 4 €
- ❑ **291/292 Alternatives en Aquitaine**
  Forum social. Tribunes.. . . . . 6 €
- ❑ **293 Hébergement solidaire**
  Ivan Illich. Incinération. Spiritualité. . . . . 4 €

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

❑ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
❑ Particulier	12 n°	40 €
❑ Institution	12 n°	80 €
❑ Soutien	12 n°	50 € et +
❑ Petit futé	24 n°	65 €
❑ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
❑ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
❑ Petit budget	12 n°	25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

❑ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
❑ Particulier	12 n°	45 €
❑ Institution	12 n°a	90 €
❑ Soutien	12 n°	50 € et +
❑ Petit futé	24 n°	70 €
❑ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48

LE BEAU LIVRE DU MOIS

Nils-Udo, l'art dans la nature

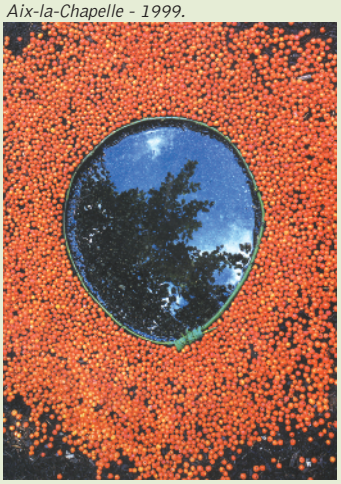
Hubert Besacier
Ed. Flammarion
2002 - 160 p. - 50 €

Nils-Udo, artiste allemand né en 1937, s'est lancé dans le land-art en 1972. Mais alors que l'école américaine considère souvent la nature comme un lieu d'intervention/destruction, Nils-Udo, comme Richard Long, britannique sensiblement de la même génération, diffuse un art intégré dans la nature, avec la création d'œuvres le plus souvent éphémères. Seule la photo permet alors d'en garder le souvenir. Hubert Besacier, critique d'art, suit le travail de Nils-Udo depuis ses débuts et nous livre aujourd'hui dans ce livre grand format une sélection des plus belles photos de l'artiste. Ceux et celles qui ont apprécié les quelques photos de lui que nous avions publié dans notre numéro 277 sur le land-art, retrouveront ici, en grand et en couleur, tout ce qu'il faut pour s'émerveiller de ces multiples touches de l'artiste qui se font toujours sans apport extérieur à ce que le lieu propose. Une forme de l'art contemporain particulièrement en symbiose avec l'imaginaire écologiste. FV.

Maison d'eau - Mer des Wadden (Allemagne) 1982.

DR

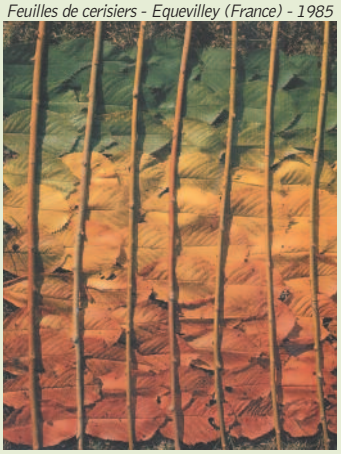
Aix-la-Chapelle - 1999.



Ile de la Réunion.

DR

Feuilles de cerisiers - Equevilley (France) - 1985



DR